

PROCHE-ORIENT

Israël

Un entretien avec M. Ygal Allon

(Suite de la première page.)

Il y a eu le refus pendant une très longue période des dirigeants officiels français de venir en Israël, et cela alors que des visites d'États entre la France et les pays arabes étaient courantes. Sur ce plan précis des échanges de visites, je crois qu'une amélioration sera ressentie dans un proche avenir, et que nous aurons la France et nous, des contacts plus nombreux, plus faciles, plus naturels.

Il me semble que la France a apprécié par expérience que donner des droits excessifs à l'un des camps non seulement nuit à sa position dans le camp opposé mais aussi ne lui apporte pas d'avantages particuliers dans le camp qu'elle a favorisé. Pour les autres pays européens et aussi les États-Unis, qui ont eu à conserver de bons rapports tant avec le monde arabe qu'avec Israël, leur situation n'est certainement pas moins bonne que celle de la France dans les pays arabes.

L'interprétation ferme du « homeland »

Est-ce que la normalisation des rapports franco-israéliens pourrait entraîner un rapprochement des thèses des deux pays sur un règlement du conflit et sur le problème palestinien ?

Il m'est difficile de prévoir ce que sera l'attitude de la France dans cette délicate question. Mais j'apprends, à la lecture de la presse française, que sur un règlement du conflit et sur le problème palestinien, le président Carter marque un rapprochement des États-Unis vers le point de vue français, et cela parce que le président américain a utilisé l'expression « homeland », qui pourrait se traduire en français par le mot « patrie ».

Or il n'y a rien de plus inexact que l'interprétation donnée en France au mot « homeland ». À la lecture du texte des déclarations du président Carter, et aussi en prenant connaissance des explications que lui-même en a données à des journalistes, il apparaît que M. Carter n'a pas parlé d'une patrie pour le peuple palestinien, mais d'une patrie pour les réfugiés palestiniens. Et il a ajouté que le problème palestinien doit être avant tout présenté aux États-Unis eux-mêmes « et en suite », la phrase est : « les pays arabes doivent s'efforcer de résoudre le problème ». Le président Carter a de la sorte indiqué, primo que le problème palestinien est avant tout un problème de réfugiés palestiniens dans l'esprit de la résolution 242 du Conseil de sécurité ; secundo, il estime que ce problème est essentiellement un problème arabe, qui doit être résolu par les arabes eux-mêmes ; tertio, il affirme que si une négociation doit se faire entre les États arabes et Israël, et non entre des organisations et Israël. Et enfin, en répondant à une question, il a clairement indiqué qu'il considérait le « homeland » dans le cadre de la nation jordanienne.

N'a-t-il pas ajouté : « ou ailleurs » ?

Non, il a dit textuellement : « some other means », par d'autres moyens. Personnellement, j'aurais préféré qu'il évite l'emploi du mot « homeland », qui donne lieu à toutes sortes d'interprétations.

Quelle est votre interprétation de ce mot ?

C'est très simple. Même un individu isolé a une patrie. Tout individu qui s'insère dans un pays en fait sa patrie. Et lorsque M. Carter exprime le souhait que

les réfugiés palestiniens aient une patrie dans la nation jordanienne, je trouve en cela une définition qui est très proche de la nôtre ; mais, en revanche, extrêmement éloignée de la définition française. Je dois encore ajouter que, tant le président Carter que M. Cyrus Vance, ont une attitude franchement réservée envers l'O.L.P. À Jérusalem, au Caire et à Washington, le secrétaire d'État a déclaré qu'il ne saurait y avoir de contacts avec l'O.L.P. tant qu'elle n'aura pas reconnu l'existence d'Israël, accepté les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, et modifié la charte nationale palestinienne. Et M. Carter, dans sa conférence de presse de Clinton, a déclaré qu'il ne saurait être question d'accepter les thèses de l'O.L.P. qui veut détruire l'État d'Israël.

Ce qui distingue l'attitude de la France de celle des États-Unis, c'est qu'à Paris, au contraire, il y a un bureau officiel de l'O.L.P. et des dirigeants officiels français rencontrent des représentants de cette organisation. Je suis persuadé que la France n'aurait jamais eu l'intention d'encourager le terrorisme, mais qu'il me soit permis, comme homme du Proche-Orient connaissant bien la réalité de cette région, de dire que ce comportement des Français ne les met pas à l'abri des attentats du terrorisme. Et aussi en tant que juif, je crois être en droit d'espérer que les nations européennes, qui ont senti dans leur chair les effets de la guerre mondiale et ont tenté de faire disparaître le nazisme, ne permettront à aucune organisation qui proclame son intention de se livrer au génocide de l'État juif de s'installer parmi elles.

« Il n'y a pas lieu d'être pessimiste »

Il se dégage, monsieur le ministre, des propos que vous avez tenus une impression d'optimisme.

Telle que je vois la situation, il n'y a pas lieu d'être pessimiste. Croyez bien que je ne suis pas sans inquiétude devant les efforts que certains pays arabes déploient afin de contrecarrer les tentatives de paix, ainsi que devant l'attitude de l'Union soviétique. Les décisions extrémistes adoptées au Caire par le Conseil national palestinien sont, elles aussi, l'indication d'un durcissement du côté arabe. Et pourtant, j'ai la profonde sensation que d'ici à la fin de cette décennie — et ce n'est pas loin — nous serons

Il me semble que le gouvernement israélien n'accepterait pas de reconnaître l'O.L.P. même si cette organisation modifiait la charte palestinienne ?

Je ne me sens pas obligé de dire ce qu'il adviendra lorsque l'O.L.P. cessera d'être l'O.L.P. Il est évident que si cette organisation modifie son programme et cesse d'être ce qu'elle est, ses membres ne seront plus que des Palestiniens comme tous les autres Palestiniens.

Et c'est alors qu'une solution devra être recherchée, comme pour l'ensemble des Palestiniens, dans le cadre d'une solution de paix, avec le territoire qui est déjà en possession des Palestiniens sur la rive orientale du Jourdain, et qui est appelé Jordanie. La rive est du Jourdain représente en fait les trois quarts du territoire de la Palestine historique et historique de la Palestine. Balfour, et sur laquelle s'est établi le mandat britannique.

Tout ce territoire est entièrement sous le contrôle des Palestiniens. Il est bien évident que, lorsque sera envisagé un règlement entre Israël et ses voisins de l'est, et qu'il faudra tracer une frontière permanente, on devra tenir compte des intérêts politiques et humanitaires des populations palestiniennes vivant à l'ouest du Jourdain. J'insiste sur la nécessité de faire preuve de la plus grande prudence lorsque l'on parle de l'existence de l'État juif, car les Palestiniens qui ne proclament pas leur intention de détruire Israël ne sont pas récusés a priori.

Propos recueillis par ANDRÉ SCHEMAMA.

L'avenir d'Israël

appelle l'édification d'un ensemble régional

déclare M. de Guiringaud à Jérusalem

Prenant la parole jeudi 31 mars, à Jérusalem, lors du dîner offert en son honneur à la Knesset par M. Ygal Allon, M. de Guiringaud a dit notamment :

« Que disons-nous, que pensons-nous, fondamentalement, et non que la meilleure garantie de l'existence d'Israël réside dans une coexistence harmonieuse avec ses voisins arabes ? Après tant d'efforts, cette coexistence ne peut résulter que d'une négociation réunissant toutes les parties concernées et débouchant sur un règlement d'ensemble du conflit. »

Rappelant les trois principes qui, selon la France, doivent servir de base à ce règlement (« reconnaissance des territoires occupés en juin 1967, sous réserve de rectifications mineures mutuellement consenties ; droit du peuple palestinien à une patrie ; droit de tous

les États de la région, y compris Israël, à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et garanties »), M. de Guiringaud a poursuivi : « Il est clair que l'avenir d'Israël recommande d'abord qu'un terme soit mis à la situation actuelle, et ensuite que s'établisse progressivement une coopération entre cet ensemble régional et les autres régions du monde, où ses qualités naturelles peuvent le mieux se manifester, et où son apport à la grande entreprise de développement pourra être un facteur décisif de son succès. »

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi soir, le ministre français des Affaires étrangères a déclaré d'autre part à propos de l'affaire Abou Daoud qu'elle avait été réglée à Bruxelles, lors des entretiens qu'il avait eus avec son collègue israélien, M. Ygal Allon, le 8 février dernier. Le ministre a ajouté : « Un groupe d'experts de l'ambassade d'Israël à Paris et du service des affaires administratives du Quai d'Orsay ont examiné les conditions dans lesquelles le traité d'extradition peut être appliqué. L'accord n'est pas encore finalisé, mais il n'est pas loin d'être. »

Des entretiens entre le président Assad et M. Arafat ont commencé jeudi 31 mars à Damas. — (A.F.P.)

Un agent syrien a été pendu à Bagdad, le mardi 28 mars, après avoir été condamné à mort pour tentative de sabotage dans la capitale irakienne. Arrêté l'an dernier, alors qu'il détenait des explosifs, il avait été condamné à mort par un tribunal irakien. — (Reuters)

NOUVEAU ACCORD COMMERCIAL ÉGYPTO-SOVIÉTIQUE. — Malgré la tension qui prévaut dans leurs relations, l'Égypte et l'U.R.S.S. ont signé un protocole prévoyant pour 1977 des échanges commerciaux d'une valeur de 5 milliards de francs, représentant une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente. Selon l'agence égyptienne de presse, la balance commerciale égyptienne de 1977, par un excédent de 1 milliard de francs en faveur de l'Égypte. — (U.F.I.)

EUROPE

Grèce

Le peuple veut une modification des structures du régime pour garantir l'indépendance du pays

nous déclare M. Andréas Papandréou, dirigeant du parti socialiste

M. Andréas Papandréou, dirigeant du mouvement socialiste panhellénique (parti socialiste grec, PASOK), est à Paris depuis lundi 28 mars. Il rend à M. Mitterrand la visite que celui-ci lui avait faite en janvier en Grèce. Nous avons rencontré M. Papandréou au siège du P.S. Il nous a d'abord dit sa satisfaction d'être accueilli par un parti socialiste français puissant et dont la ligne de conduite est bien connue. Son exemple est pour le socialisme grec un renfort et un encouragement. Il peut donner un élan vital à la gauche grecque. La France, le socialisme est une idée qui fait son chemin. Elle fait aussi son chemin en Grèce.

Étes-vous membre de l'Internationale socialiste, comme le parti socialiste français ?

Non, nous avons refusé car nous ne voulons pas être soupçonnés de social-démocratie et d'alignement. Le parti français occupe une position stratégique entre les partis socialistes du nord de l'Europe qui sont sous l'influence de la S.F.D. allemande et ceux du sud de l'Europe. Je dis bien socialistes et non social-démocrates.

Les rapports avec les communistes

Comptes-vous, comme le parti socialiste français, faire alliance avec les communistes dans une union de la gauche ?

Non. Pour le moment du moins, nous ne sommes pas en mesure de suivre le P.S. français sur ce terrain, car les partis communistes en Grèce ont un nombre de deux à trois millions de voix, ce qui est une situation particulière. Nous ne sommes pas en mesure de suivre le P.S. français sur ce terrain, car les partis communistes en Grèce ont un nombre de deux à trois millions de voix, ce qui est une situation particulière.

mesure et nous ne voulons pas faire un choix entre ces deux partis communistes ni faire alliance avec l'un contre l'autre. Nous préférons tenter de réunir ce que nous appelons une coalition des forces démocratiques en vue des prochaines élections qui devraient avoir lieu en Grèce à l'automne de 1978, ou plus tard. Cette alliance des forces démocratiques sera plus large que notre union de la gauche ; elle aura pour objectif de s'opposer à la droite par une collaboration électorale. C'est un concept spécial à la Grèce et qui n'a pas de rapport avec le programme commun de la gauche en France. Il s'agit de faire pièce au rapprochement éventuel des partis de l'union démocratique du centre de M. Mavros et de la Nouvelle Démocratie, qui est le grand parti de droite dirigé par le premier ministre M. Karamanlis. Le parti de l'union du centre peut, en effet, faire alliance avec une majorité des membres du parti de M. Karamanlis, à l'exclusion de l'extrême droite que l'école de M. Mavros ne saurait accepter que les structures de l'État, la justice, les services de sécurité, la gendarmerie, la police et même en partie l'armée restent, comme c'est encore le cas dans une partie de la Grèce, en l'état.

Qu'attendez-vous de ces prochaines élections ?

À droite, le parti de M. Karamanlis a des chances de réunir plus de 45 % des suffrages. Si l'extrême droite constitue un groupe particulier elle peut avoir une audience correspondant à 10 % des voix.

Notre parti, le PASOK, peut recueillir 35 % à 40 % des suffrages. Ajoutez-y 5 % pour le

parti communiste grec et 2 % pour le parti communiste d'extrême gauche et la gauche est proche de l'équilibre. Pour augmenter ces chances sur le plan parlementaire, M. Karamanlis s'efforcera sans doute de promouvoir une loi électorale nouvelle avec un système proportionnel très renforcé. Deux cent vingt députés sur trois cents à la Chambre n'appartiennent pas au parti de M. Karamanlis, alors que ce dernier n'a recueilli aux dernières élections que 54 % des voix.

Vous dites souvent que le régime n'a pas fondamentalement changé depuis la chute des colonels. Regrettes-vous d'être revenu en Grèce le 15 août 1974 ?

Non, car, à l'époque, le peuple grec croyait en M. Karamanlis et à nous aurais traités de Don Quichotte. Aujourd'hui, c'est différent. Le peuple éprouve une grande déception. Il nous a dit que nous avions raison quand nous disions que le régime était profondément changé dans ses structures par rapport à la période de la dictature et qu'il obéissait toujours aux mêmes lois. Dans ces conditions, les chances de l'opposition aux prochaines élections augmentent de jour en jour. Le peuple a vu qu'il n'y a pas eu d'épuration véritable. Il attend toujours et souhaite un changement, le remplacement des hommes qui étaient au service de la dictature et qui sont toujours là. Il veut une modification des structures de façon à garantir une véritable indépendance de la Grèce vis-à-vis des États-Unis. Notre parti est jeune. Il a été fondé en septembre 1974. Mais il a l'avenir devant lui et il est tout prêt à suivre l'exemple du parti socialiste français.

Propos recueillis par ROLAND DELCOUR.

Portugal

Le commandant de Carvalho et quarante-six officiers « révolutionnaires » ont été officiellement inculpés

Lisbonne. — Les quarante-sept officiers des forces armées portugaises (cinq de la marine, dix de l'armée de terre, dix-huit de l'armée de l'air) dont le commandant Otelo de Carvalho, qui doivent passer devant le conseil de discipline militaire ont été inculpés.

Dans un document de quatre pages, l'état-major du G.O.P.O. (Commandement opérationnel du continent) est accusé d'avoir distribué des armes et des uniformes à des civils, d'avoir con-

bué à la politisation des militaires en vue de la conquête du pouvoir, d'avoir signé des mandats d'arrêt en blanc et d'avoir converti des services existant sur les civils en unités militaires.

Selon les avocats du commandant Otelo de Carvalho, les accusations formulées contre lui ne tiennent pas compte du contexte révolutionnaire de l'époque. Ils considèrent, en outre, que la tra-

dition des officiers devant le conseil de discipline vise à empêcher un procès public sur les événements du 25 novembre 1976. En effet, les réunions du conseil de discipline militaire auront lieu à huis clos.

Certaines personnalités militaires ont déjà pris position contre la procédure utilisée. « Nous sommes embarrassés par le fait que des commandants militaires des 25 avril soient traités devant un organisme non révolutionnaire, comme le conseil de discipline, vestige d'une hiérarchie classique, comme le conseil de discipline militaire qui devrait entrer en vigueur le 10 avril et s'appliquera aux procès déjà en cours. Ce code révisé en fonction des principes inscrits dans la Constitution portugaise permet la reconstruction du tribunal suprême des décisions prises par les chefs d'état-major. Il prévoit pourtant des procédures allant jusqu'à l'expulsion des forces armées. » J. R.

Espagne

Dans un télégramme à M. Suarez

M. GEORGES MARCHAIS

DEMANDE QUE LE P.C.E. SOIT LÉGISLÉ SANS RETARD

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a adressé, le 28 mars, un télégramme au général M. Suarez, à Madrid, en protestation après l'ajournement de la législation du P.C.E. L'opinion française a appris avec une profonde préoccupation que la décision de législation du parti communiste d'Espagne vient d'être à nouveau ajournée, écrit notamment M. Marchais.

« J'étais — vous ne l'ignorez pas — à Madrid il y a quelques semaines et j'ai pu me rendre compte, notamment dans les contacts que

j'ai eus avec des personnalités espagnoles représentant des courants politiques très divers, que l'absence de législation du parti communiste d'Espagne est un obstacle sur la voie qui mène vers la démocratie. (...) Vous comprendrez, monsieur le premier ministre, que cet état de choses soulève la protestation des travailleurs, des démocrates français. C'est avec la conviction d'exprimer leurs sentiments que nous soulevons devant vous l'urgence de mettre fin sans retard à cette situation anormale. (...) »

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE S'INQUIÈTE DE LA SURVIVANCE POSSIBLE DE « PRATIQUES AUTOCRATIQUES » EN ESPAGNE

De notre correspondant

Londres. — Au cours de sa première réunion depuis le congrès de Genève, en novembre, le bureau de l'Internationale socialiste, présidé par l'ancien chancelier d'Allemagne fédérale, M. Brandt, a consacré une partie de ses travaux à Londres, mercredi 30 et jeudi 31 mars, à la situation politique en Espagne.

M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol, a parlé du caractère de « laboratoire politique » de son pays, à deux mois de ses premières élections libres depuis la guerre civile. L'Internationale a réaffirmé son soutien aux efforts du P.S.O.E. pour rétablir un régime démocratique. La mise en œuvre d'une ligne d'autre part, l'inquiétude de l'Internationale socialiste devant l'incidence que pourrait avoir « la survivance de pratiques autoritaires » sur l'impartialité de la prochaine consultation électro-

Une seconde résolution a été adoptée sur la Tchécoslovaquie. L'Internationale socialiste souhaite que les citoyens de ce pays qui essaient d'exercer leurs droits fondamentaux au prix de lourds sacrifices puissent, eux aussi, bénéficier des engagements pris à Helsinki.

Le bureau a aussi discuté de plusieurs autres projets : l'envoi d'une mission internationale en Afrique australe en juin, une conférence sur le Chili à Rotterdam, en août ; une conférence sur les politiques énergétiques en France, en septembre. Une conférence des dirigeants des partis socialistes est prévue à Amsterdam les 18 et 17 avril prochain, avec pour thème les relations Est-Ouest après Helsinki. Le prochain congrès de l'Internationale aura lieu du 3 au 5 novembre 1978 à Vancouver (Canada). (Interim.)

TENSION DANS L'ALENTEJO

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Une certaine tension est enregistrée depuis quelques jours dans l'Alentejo. La garde nationale républicaine a pris position dans plusieurs secteurs de la province où des manifestations sont prévues à la fin de cette semaine.

À l'origine de ces tensions, il y a la décision du gouvernement d'accorder à six fermiers indépendants du département d'Evora de petites parcelles de terrain incluses dans des unités collectives de production (U.C.P.). Les travailleurs agricoles de ces unités ont protesté contre la décision prise par le ministre de l'Agriculture, M. Barreto, et ont occupé ces parcelles.

Selon le ministre de l'Agriculture, l'action des ouvriers agricoles est politisée et vise à sauvegarder les positions du parti communiste dans l'Alentejo. Les responsables syndicaux, de leur côté, déclarent que le ministre de l'Agriculture cherche à détruire les unités collectives de production en les privant de leurs meilleures terres, de leur matériel et de leur bétail pour les remettre à d'anciens intendants ou gardiens de latifundia et à des négociants que l'on fait descendre, passer par des petits agriculteurs. Une nouvelle loi sur la réforme agraire doit être discutée en conseil des ministres le 10 avril. — J. R.

PRENEZ DU LARGE. Résidence Le Corsaire à Cannes.

La résidence Le Corsaire, c'est trois beaux petits immeubles construits face à la mer dans un parc avec piscine. Le matin, ouvrez la fenêtre et la Méditerranée est devant vous, impeccable. La plage du Midi est à 300 mètres.

Et quel placement immobilier sera plus rentable qu'un appartement à Cannes ? Il reste des studios et quatre 3 pièces à une moyenne de 500 F le m². Livraison immédiate. Autres réalisations en cours à Cannes.

le corsaire
Avenue Sainte-Marguerite - Cannes
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
33 rue Shakespeare - 06400 Cannes - Tél : (03) 39.50.50
13 bd de la Croisette - 06100 Paris - Tél : 522.37.60
Bureau de vente sur place, Tél : (03) 47.37.21

Je désire recevoir votre brochure « Le Corsaire ».

Nom : _____ Adresse : _____

هكمان النحل

EUROPE

De préférence au projet Awacs de l'alliance atlantique

La Grande-Bretagne développera son propre avion d'alerte avancée

La Grande-Bretagne a décidé de construire son propre système d'avertissement avancé Nimrod, et elle a rejeté l'achat, en coopération avec ses partenaires de l'OTAN, d'appareils Boeing-707 (Airborne Warning and Control System) de conception américaine. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 31 mars, à la Chambre des communes, le ministre britannique de la Défense, M. Fred Mulley. Le porte-parole de l'opposition conservatrice a précisé qu'il apportait le soutien de son parti au gouvernement.

An Pentagone et dans les milieux alliés, à Bruxelles, on estime que le choix britannique crée une faille dans la solidarité occidentale, et on se déclare « très déçu » par la décision britannique.

Sans attendre la complexité technologique de l'avion américain, qui est un quadricoptère Boeing-707 spécialement conçu pour le rôle d'alerte avancée, on lui a préféré un système d'alerte basé sur un radar tournant relié à un système informatique de transmissions, le Nimrod britannique est un ancien quadricoptère Conquest de l'industrie sous-marine porteur de radars capables de détecter à quelques centaines de kilomètres de distance le départ de missiles ou le vol d'avions à basse altitude. Dans un premier stade, deux exemplaires du Nimrod seront construits par l'industrie britannique en avions d'alerte avancée.

M. Mulley a notamment expliqué qu'après la décision de l'OTAN, le 25 mars dernier, de reporter au 1^{er} juillet son choix en faveur du projet Awacs américain, le gouvernement britannique était parvenu à une option nationale qui lui permettait d'assurer l'emploi de 7 000 personnes au total pendant cinq ans alors que la participation de l'industrie britannique à la conception du Boeing-707 se serait limitée à 400 personnes environ.

En l'absence de la Grande-Bretagne, vient de nationaliser son industrie aéronautique et où le cabinet travailliste s'apprête à négocier avec les syndicats une nouvelle étape du contrat social, le gouvernement de Londres a par son choix en faveur du Nimrod, tenu à montrer sa volonté de sauver l'emploi et une relative indépendance technologique. Du point de vue financier, l'option nationale est tout aussi coûteuse — environ 2 200 millions de francs pour la construction de onze Nimrod — que ne l'aurait été en fait de compter une participation britannique à l'Awacs américain.

En décidant de faire cavalier

JACQUES ISNARD.

Les travaillistes perdent un nouveau siège aux Communes

De notre correspondant

Londres. — Le parti travailliste est maintenant en minorité de 1 voix à la Chambre des communes il a perdu jeudi 31 mars, au profit des conservateurs, un de ses « bastions » dans l'élection partielle de Stetchford, au nord-est de Birmingham. Par une large majorité (63,4 % des voix contre 36,6 % aux travaillistes), le candidat conservateur, M. Andrew Mackay, a enlevé le siège occupé depuis 1950 par les travaillistes et laissé vacant par M. Roy Jenkins, devenu président de la Commission européenne.

Cette bataille électorale était considérée comme un test majeur pour les travaillistes. Elle s'est en effet déroulée au moment où le Labour venait de connaître, pour la première fois depuis la guerre, un accord avec le parti libéral qui lui a permis de rester au pou-

voir malgré la motion de censure déposée par l'opposition conservatrice. Les libéraux n'ont obtenu que 8 % des voix — moins que le parti d'extrême droite, le Front national.

Les travaillistes détenaient 231 sièges à la Chambre des Communes (323 avec leurs alliés libéraux) et les conservateurs 278 (307 avec les autres formations qui se sont alliées à eux pour voter). Une autre élection partielle doit avoir lieu prochainement à Grimsby, siège de M. Croxall, le secrétaire au Foreign Office récemment démissionnaire.

La consultation de Stetchford, tenue deux jours après la présentation du budget annuel, constitue aussi une première réaction aux manœuvres autonomes par le chancelier de l'Echiquier, l'augmentation du prix de l'essence et de la vignette automobile a été notamment très mal reçue par un électoral composé en majeure partie d'ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés dans une région qui vit surtout de l'industrie automobile. Les habitants de Stetchford ont aussi protesté de cette façon contre la baisse du niveau de vie, et ils jugent insuffisants les efforts du gouvernement pour améliorer la situation de l'emploi. — (Interfax).

Le Groenland s'oppose à l'utilisation de ses eaux par les pêcheurs de la C.E.E.

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le conseil consultatif du Groenland (le Landsraad), réuni pour sa session de printemps, vient de voter à l'unanimité une motion réclamant que le grand île arctique soit tenue à l'écart des négociations qui ont lieu entre les neuf pays du sujet de l'utilisation de leurs eaux de pêche. Le Landsraad demande qu'à l'avenir une zone maritime de 100 milles soit réservée à la population groenlandaise, qui tire l'essentiel de ses ressources de la pêche et ne pratique celle-ci qu'avec des moyens artisanaux, ce qui n'est pas le cas des autres pays européens. Cette décision ne peut être que théorique. Pour le moment, le Groenland est une province du royaume de Danemark et seul le gouvernement de Copenhague est habilité à administrer le territoire. Mais d'ici à deux ans, les Groenlandais s'apprêtent à passer à un statut d'autonomie interne qui sera sans doute semblable à celui des îles Féroé. Or cet archipel a réussi à demeurer hors du marché commun. S'inspirant de ce modèle, les Groenlandais ont déjà laissé entendre que, si leurs revendications n'étaient pas satisfaites, ils organiseraient un référendum qui pourrait leur permettre de quitter la C.E.E. Au référendum du 2 octobre 1978, les Groenlandais ont alors que les « oui » triomphaient dans tout le reste du royaume. — C.O.

LE CORPS PRÉSUMÉ DE JOACHIM PEIPER EST TRANSFÉRÉ DE VESOU À MUNICH (De notre correspondant.)

Les restes de ce que l'on suppose avoir été le corps de l'ancien colonel S.S. Joachim Peiper ont été transférés jeudi 31 mars, à 8 heures, la morgue de l'hôpital de Vesoul, où ils se trouvaient depuis le 14 juillet 1976, date de l'incendie de la villa du Renfort, à Traves (Haute-Saône) (Le Monde des 15 et 16 juillet 1976).

Le corps n'a cependant pas voyagé sous l'identité de Joachim Peiper. Pour la justice française, il y a seulement de fortes présomptions pour qu'il s'agisse de l'ancien officier S.S. L'expert et les enquêteurs ne sont parvenus à aucune certitude, en raison notamment du degré de décoloration du corps. Le juge d'instruction de Vesoul a délivré le permis d'inhumer, mais il faudra un jugement ultérieur pour enregistrer officiellement le décès de Joachim Peiper.

APRÈS L'ÉCHEC DE LA MISSION DE M. VANCE A MOSCOU

M. Gromyko reproche aux dirigeants américains de ne pas tenir compte des intérêts soviétiques

Le communiqué conjoint publié jeudi 31 mars après le départ de M. Vance de Moscou ne parle pas de l'échec des pourparlers qu'a eus le secrétaire d'Etat américain sur la limitation des armements stratégiques. Il se borne à indiquer que cette question a été « au centre des entretiens » et que « les parties ont décidé de poursuivre l'examen de ces problèmes ». Le texte précise d'autre part que M.M. Vance et Gromyko se rencontreront à nouveau à Genève avant la première quinzaine de mai « pour un échange de vues approfondi sur le problème du Proche-Orient, notamment sur la question

de la reprise de la conférence de Genève ». Toutefois, certains des autres sujets abordés durant les entretiens de Moscou seront passés en revue à ce moment-là.

Pour sa part, M. Powell, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré, jeudi après la conférence de presse tenue à Moscou par M. Gromyko et que relate ci-dessous notre correspondant, que M. Carter n'avait pas l'intention de modifier ses propositions sur la limitation des armements stratégiques d'ici à la rentrée du mois de mai. M. Gromyko et Vance. Il a maintenu que ces

propositions étaient « extrêmement justes et équitables ».

A Bonn, où le secrétaire d'Etat américain a séjourné jeudi, le chancelier Schmidt a estimé qu'il était trop tôt pour parler d'un échec des négociations SALT 2 et qu'« on ne pouvait attendre des résultats d'une seule rencontre ». Selon notre correspondant en R.F.A., toutefois, l'impasse actuelle pourrait empêcher le gouvernement de Bonn d'avancer les propositions qu'il préparait pour débloquer les négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale.

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a fait jeudi 31 mars un effort exceptionnel pour expliquer à l'opinion pourquoi M. Brejnev avait rejeté les propositions présentées par M. Vance afin de débloquent les négociations sur la limitation des armements stratégiques. Cette tâche peu commune a été confiée à M. Gromyko, qui, pour la première fois de mémoire de correspondant, a tenu une conférence de presse à Moscou. Facilement pratiquement sans notes, montrant tout à la fois la gravité et l'ironie pesante ou agressive comme pour mieux masquer ce qu'il y avait de défiant dans sa réticence, il a parlé pendant plus d'une heure et demi en faveur du point de vue soviétique sur la question des armements.

Le ministre a cherché à donner plus de retenue à ces explications (la conférence de presse de M. Gromyko a été retransmise intégralement par la télévision et est publiée en abrégé par tous les journaux) traduisant la volonté du Kremlin de répondre « coup par coup » aux initiatives américaines.

Mais l'intervention du ministre des Affaires étrangères rebrousse qu'on avait peut-être un peu trop l'habitude de présenter comme un fidèle mais obscur exécutant du bureau politique depuis 1973 seulement, mais ministre des Affaires étrangères depuis plus de vingt ans, M. Gromyko est apparu jeudi, à certains égards, comme un homme en pleine forme intellectuelle et physique (en dépit de la maladie qui l'a immobilisé pendant plus d'un mois au début de l'année), résolu et sûr de soi. Ce fait n'est sans doute pas insignifiant alors aussi le prestige d'un homme qu'on parle toujours à Moscou d'un indigène « relève » de la vieille génération.

Faisant clairement allusion aux conférences de presse tenues la veille par M. Vance, à Moscou, et par M. Carter, à Washington, M. Gromyko a insisté sur la nécessité de mettre fin à ces bruits et aux versions de toutes sortes « qui « dénaturent et falsifient les positions de l'un et de l'autre ». Cela pose, il a critiqué tout d'abord de que M. Vance a présenté comme une proposition d'« attente » la signature d'un accord SALT 2 représentant le « plafond » de deux

milliers quatre cents engins stratégiques fixés à Vladivostok, mais laissant de côté le problème des missiles de croisière et du bombardier soviétique Backfire.

« Nous avons bel et bien rejeté cette proposition », a déclaré M. Gromyko, « car tout en barrant la route aux fusées balistiques, elle en ouvre une plus large à la production des Cruise, qui, je tiens à le souligner, sont des porteurs d'armes nucléaires ».

Le ministre a ensuite réaffirmé la version soviétique des accords de Vladivostok signés en 1974 par M.M. Brejnev et Ford. Selon lui, ces accords ne couvrent pas seulement les missiles balistiques, mais aussi les Cruise, et il n'est pas question de leur pour les Cruise dans l'accord de Vladivostok, a-t-il dit, nous nous sommes virement inscrits en faux contre la version américaine de ces accords. Mais les termes soviétiques de nous prouver qu'il n'était pas question des Cruise dans le consensus de Vladivostok. — (Ces tentatives, qui ont commencé au lendemain de la réunion, consistaient en une réédition des engagements contractés.)

Tout en confirmant ainsi la grande inquiétude que soulèvent les Cruise américaines en U.R.S.S., M. Gromyko a ensuite défendu la thèse selon laquelle le nouveau bombardier soviétique Backfire n'a pas une valeur stratégique. « Un tel engin n'est qu'un jouet pour les experts américains », M. Gromyko a affirmé. « Nous avons catégoriquement rejeté et continuons à rejeter les tentatives de l'Occident pour nous obliger à signer un accord d'échange de Backfire dans un accord. — (Leonid Brejnev a plus d'une fois expliqué personnellement au président Ford, notamment lors de la rencontre d'Elbrus, et ensuite au président Carter, qu'il s'agit là d'un bombardier à moyen rayon d'action, et non pas d'un bombardier stratégique. Le porte-parole américain vient pourtant sur ce problème. Apparemment, certains ont des doutes sur l'authenticité de ces déclarations supplémentaires.) M. Gromyko a ensuite insisté sur le fait que la version que l'on répondait actuellement aux Etats-Unis, selon laquelle Washington avait proposé d'échanger les sous-marins de Moscou, est à la base de toute notre po-

litique. Mais nous souhaiterions que tout le monde fonde sa politique sur la même base, de façon que les actes ne soient plus en contradiction avec les paroles. — (L'espérance que les Etats-Unis adopteront une attitude plus réaliste et tiendront compte dans une plus grande mesure des intérêts de la sécurité de l'Union soviétique et de ses alliés et ne chercheront pas à s'assurer des avantages unilatéraux. —) Quant à nous, nous ne nous soucierons pas de nos intérêts ni notre sécurité. Nous ne pouvons discuter que sur une base d'égalité ».

Avant d'en terminer avec la question des SALT, M. Gromyko a encore évoqué deux autres problèmes : celui de la dissuasion des armes stratégiques et celui des bases américaines où sont stockées des armes stratégiques, en Europe et dans le monde. « C'est une question qui touche notre sécurité et la sécurité de nos alliés, a-t-il dit ; nous avons le droit de soulever le problème de la suppression des points d'appui avancés américains. Cela concerne les sous-marins atomiques, les bombardiers porteurs d'armes nucléaires, les porte-avions dans une région déterminée de l'Europe (vous savez bien de quelle région il s'agit). Appelée cela comme vous voulez ; d'ailleurs, on ne change pas de position. Mais cette question se pose actuellement à nous après les récentes propositions américaines. »

A la fin de sa déclaration, M. Gromyko a accepté de répondre à quelques questions posées par des journalistes concernant le problème de la défense des droits de l'homme. Se levant pour y répondre, M. Gromyko a nié l'existence d'un lien direct entre ce problème et la question des armements stratégiques. Il a cependant ajouté : « Il va de soi que cette campagne entendue en atmosphère de débauche de la non-ingérence aura été, certes, une erreur, mais elle ne nous fera abandonner cette voie. »

JACQUES AMALRIC.

A travers le monde

Chine

M. CHANG CHUN-CHIAO, l'un des membres de la « bande des quatre », est désormais considéré par le P.C. chinois comme un « traître à la solda du Kuomintang » et sera éliminé de la peine de mort, a annoncé jeudi 31 mars, le quotidien Hong Kong Wing Pao. — (A.P.)

Danemark

LE PARLEMENT a adopté le projet de budget pour la fin 1976 et le début 1977 au 31 mars 1978 par 125 voix contre 38 (celles de l'extrême gauche, des communistes orthodoxes et du Parti du Peuple). Les socialistes du peuple (communistes dissidents) se sont abstenus. La nouvelle loi de finances prévoit une dépense de 20 milliards de couronnes (17 milliards de francs) de dépenses (73 milliards de francs).

Etats-Unis

HAMMAM ABDUL KHAALIS, LE CHEF DE LA SECOURS MUSULMAN DES HAWAÏI, qui avait organisé la triple prise d'otages de Washington jeudi 31 mars, a été inculpé jeudi 31 mars, à 12 heures, en vertu de la loi d'écrou pour avoir provoqué que Khallalis avait émis des menaces de mort par téléphone ces derniers jours et qu'il était donc un danger public. — (A.P.)

Ethiopie

DEUX NOYAS AMERICAINS, M.M. Richard Hammond et Carl Edwin Hamilton ont été arrêtés le 28 mars, ayant été pris en flagrant délit d'espionnage dans la province de Begemdir pour le compte de l'Union démocratique éthiopienne (U.D.E.), dont le siège est à Londres. Les deux hommes ont été libérés le 31 mars. — (Ethiopian Herald.

Finlande

LES PREMIERS MINISTRES DANOIS, FINLANDAIS, ISLANDAIS, NORVÉGIENS ET SUÉDOIS se sont réunis, jeudi 31 mars, à Helsinki, pour la session annuelle du conseil nordique, à laquelle assistaient également les ministres des Affaires étrangères. Le premier ministre norvégien, M. Odvar Nordli, a fait savoir qu'il soulevait des doutes sur la possibilité pour son pays d'adhérer à la Finlande, au sujet de la participation de troupes ouest-allemandes aux manœuvres de l'OTAN organisées en Norvège. — (Reuter.)

Mexique

UNE MISSION DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL est arrivée mercredi 30 mars à Mexico pour inaugurer l'ambassade d'Espagne. L'arrivée de cette délégation fait suite au rétablissement, le 28 mars, des relations diplomatiques entre les deux pays. — (A.P.)

Ouganda

M. Godfrey Lule, ministre ougandais de l'Intérieur, a déclaré de ne pas retourner en Ouganda. M. Lule représentait son pays aux travaux de la commission des Nations unies sur les droits de l'homme, qui se sont terminés la semaine dernière à Genève. Il est le second ministre du président Amin Dada à faire défection à l'issue d'un voyage officiel, après le ministre de l'Industrie légèr, M. Semei Nyambi, qui avait décidé en janvier de rester aux Etats-Unis. — (A.P.)

Pakistan

DEUX CENTIS PERSONNES ont été blessées au cours d'affrontements entre la police et

Thaïlande

des manifestants. Le jeudi 31 mars, à Lahore, affirmant de porte-parole de l'Alliance nationale pacifiste, coalition des partis d'opposition. — (A.P.)

Finlande

LES PREMIERS MINISTRES DANOIS, FINLANDAIS, ISLANDAIS, NORVÉGIENS ET SUÉDOIS se sont réunis, jeudi 31 mars, à Helsinki, pour la session annuelle du conseil nordique, à laquelle assistaient également les ministres des Affaires étrangères. Le premier ministre norvégien, M. Odvar Nordli, a fait savoir qu'il soulevait des doutes sur la possibilité pour son pays d'adhérer à la Finlande, au sujet de la participation de troupes ouest-allemandes aux manœuvres de l'OTAN organisées en Norvège. — (Reuter.)

Mexique

UNE MISSION DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL est arrivée mercredi 30 mars à Mexico pour inaugurer l'ambassade d'Espagne. L'arrivée de cette délégation fait suite au rétablissement, le 28 mars, des relations diplomatiques entre les deux pays. — (A.P.)

Ouganda

M. Godfrey Lule, ministre ougandais de l'Intérieur, a déclaré de ne pas retourner en Ouganda. M. Lule représentait son pays aux travaux de la commission des Nations unies sur les droits de l'homme, qui se sont terminés la semaine dernière à Genève. Il est le second ministre du président Amin Dada à faire défection à l'issue d'un voyage officiel, après le ministre de l'Industrie légèr, M. Semei Nyambi, qui avait décidé en janvier de rester aux Etats-Unis. — (A.P.)

Pakistan

DEUX CENTIS PERSONNES ont été blessées au cours d'affrontements entre la police et

Thaïlande

des manifestants. Le jeudi 31 mars, à Lahore, affirmant de porte-parole de l'Alliance nationale pacifiste, coalition des partis d'opposition. — (A.P.)

Finlande

LES PREMIERS MINISTRES DANOIS, FINLANDAIS, ISLANDAIS, NORVÉGIENS ET SUÉDOIS se sont réunis, jeudi 31 mars, à Helsinki, pour la session annuelle du conseil nordique, à laquelle assistaient également les ministres des Affaires étrangères. Le premier ministre norvégien, M. Odvar Nordli, a fait savoir qu'il soulevait des doutes sur la possibilité pour son pays d'adhérer à la Finlande, au sujet de la participation de troupes ouest-allemandes aux manœuvres de l'OTAN organisées en Norvège. — (Reuter.)

Mexique

UNE MISSION DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL est arrivée mercredi 30 mars à Mexico pour inaugurer l'ambassade d'Espagne. L'arrivée de cette délégation fait suite au rétablissement, le 28 mars, des relations diplomatiques entre les deux pays. — (A.P.)

Ouganda

M. Godfrey Lule, ministre ougandais de l'Intérieur, a déclaré de ne pas retourner en Ouganda. M. Lule représentait son pays aux travaux de la commission des Nations unies sur les droits de l'homme, qui se sont terminés la semaine dernière à Genève. Il est le second ministre du président Amin Dada à faire défection à l'issue d'un voyage officiel, après le ministre de l'Industrie légèr, M. Semei Nyambi, qui avait décidé en janvier de rester aux Etats-Unis. — (A.P.)

Pakistan

DEUX CENTIS PERSONNES ont été blessées au cours d'affrontements entre la police et

la presse unanime :

Jean-Eder HALLIER est le meilleur écrivain de sa génération avec

LE PREMIER QUI DORT RÉVEILLE L'AUTRE

LE NOUVEL OBSERVATEUR « Le titre est aussi beau, insensé, tendre, que le roman qui le suit. Une maestria souveraine. »

Michel CURNOT

L'EXPRESS « Le destin, la génie, la mort. »

Mathieu GALEY

LE MONDE « Un renouveau du pur bonheur d'écrire et de lire. »

Bertrand POIROT-DELPECH

ELLE « Un très beau livre sur le monde mystérieux de l'enfance. »

Florette ROSSET

LE POINT « Des beautés singulières et étonnantes. »

François NOUSSIÈRE

FRANCE-SOIR « Son plus beau livre. »

Jean-Claude LAMY

LIBÉRATION « Un remarquable livre, bref et scintillant, douloureux et ironique. »

François CHATELET

au sagittaire

ASIE

Chine

UN « DISSIDENT » DE CHANGHAI
AURAIT ÉCRIT À M. CARTER

Hongkong (A.F.P.). — La Far Eastern Economic Review de Hongkong a publié jeudi 31 mars une lettre envoyée par « un intellectuel de Changhai » au président Carter pour attirer son attention sur la situation des droits de l'homme en Chine. La revue précise que ce message a été examiné par des experts, qui ont conclu à sa probabilité d'authenticité. « Si c'est la cas, ajoute la revue, il s'agit de la première manifestation de défense des droits de l'homme en Chine connue à l'étranger, et de la première tentative de prise de contact d'un dissident chinois avec un dirigeant occidental ».

La lettre décrit la société chinoise comme une société « réduite à l'esclavage », et implore M. Carter de ne pas « oublier les souffrances de ce peuple de 800 millions de personnes, et de lui apporter le même secours qu'aux dissidents soviétiques ». (La lettre a été envoyée deux semaines après l'entrevue accordée par M. Carter à M. Vladimir Boukovsky).

La lettre fait mention de plus de vingt prisons ou centres de détention à Changhai même, et déplore la politique chinoise consistant à envoyer les jeunes intellectuels aux champs.

Le correspondant à Hongkong du New York Times a noté que certains expressions employées par l'auteur de la lettre sont utilisées à Taiwan, mais rarement en Chine. Il rappelle que les agents de Taiwan ont été l'objet de nombreuses lettres de protestation des intellectuels chinois (la lettre dont la Far Eastern Economic Review a reçu le double a apparemment été postée à Changhai le 14 mars). Toutefois, ajoute le correspondant du New York Times, l'auteur de la lettre a manifestement une connaissance parfaite de la situation locale.

Jocelyn
PARIS



134 bd St-Germain Paris 6 - 033.44.10
78/76 ch. d'Alsace (Carnot) - 225.36.30
5 rue du ch. de la Chapelle - 548.75.47

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Sandales, tresses
main, cheveux de
grand confort,
toutes
les pointures
et six largeurs,
du 35 au 48.

Catalogue
gratuit
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6.

GRIFFSOLDE DÉGRIFFE
LES GRANDS
DU PRÊT-A-PORTER

les blazers
et les costumes

les boutiques
Griffsolde

pour LUI :
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre
ouvert le lundi après-midi

AFRIQUE

La fin du voyage officiel du chef de l'État soviétique

Les pays visités par M. Podgorny ont insisté sur leur volonté d'indépendance

De notre correspondant
en Afrique orientale

Nairobi. — Après avoir conclu un traité d'amitié et de coopération avec le président Machel, M. Podgorny a quitté le Mozambique, vendredi 1^{er} avril, pour une visite privée dans le nord de la Tanzanie. Le chef de l'État soviétique devait en principe s'envoler le lendemain pour son pays, après trois jours de voyage en Afrique noire. De son côté, M. Fidel Castro a quitté, jeudi, Luanda pour Alger, puis vraisemblablement La Havane, à l'issue d'une longue tournée à travers huit États africains alliés de Cuba.

La première visite d'un chef d'État soviétique dans une Afrique noire en pleine gestation avait sans doute pour objet de faire le point de l'influence, de fraîche date mais incontestable, de la grande puissance socialiste. S'il s'agissait seulement de consolider un accord, la satisfaction l'emporterait sur Moscou. Cependant, le voyage de M. Podgorny a été marqué non par des fausses notes, mais par quelques réticences calculées de la part de ses hôtes. D'un autre côté, n'a-t-il pas contribué à élargir le fossé, déjà creusé par la guerre d'Angola, entre l'Afrique dite « modérée » et l'Afrique « militante » ?

Ce qui est vrai des mouvements de libération, l'est également de ceux des États visités par M. Podgorny, le Mozambique et la Zambie, dont les économies demeurent dépendantes de la République Sud-Africaine et dont les frontières avec la Rhodésie sont vulnérables. De ces deux pays, surtout le premier a besoin d'une aide économique et militaire, que l'Union soviétique semble la mieux placée, dans les circonstances actuelles, pour lui fournir.

M. Podgorny ne pouvait faire que l'unionité en proposant, à Maputo, que l'Afrique soit proclamée « zone libre d'armes nucléaires » et en jugeant « absolument inadmissible » toute forme de collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud. Le principe d'un renforcement de l'aide soviétique — comme celui, d'ailleurs, de tout autre appel — aux

insurrections d'Afrique australe devaient également recueillir l'approbation générale face à l'arrogance du « pouvoir péte » et à la tolérance manifestée, à l'égard de ce dernier, par les puissances occidentales.

En revanche, M. Podgorny a peut-être moins convaincu en plaçant de nouveau, à Zanzibar, pour la délimitation de l'Océan Indien. Fait symptomatique, il a démenti à plusieurs reprises que l'Union soviétique ait, en Afrique, des ambitions stratégiques que lui prêtent non seulement la Chine, mais aussi plusieurs États membres de l'Organisation de l'Unité africaine.

Si les contacts pris par le chef de l'État soviétique avec plusieurs dirigeants de mouvements de libération n'ont pas eu de quoi surprendre, l'appel exclusif qu'il a fait à Lusaka, au Front patriotique de M.M. Mugabe et Nkomo a davantage fait sourcilier. M. Podgorny n'a-t-il qu'entretenir le choix des cinq États africains dits de la ligne de front, dont trois ont été ses hôtes, en faveur de la guérilla africaine de Rhodésie. Cependant, on ne peut manquer de relever qu'il s'est prononcé alors que l'O.U.A. hésite encore à le faire.

En dépit d'un accueil de plus en plus chaleureux au fil des déplacements, M. Podgorny s'est fait rappeler, à chacune de ses escales, le souci d'indépendance de ses hôtes. A Maputo, dernière étape officielle de sa tournée, le dirigeant soviétique a eu droit à trois bains de foule en quatre jours. Le Daily Nation, un quotidien gouvernemental, n'en a pas moins cité, le jour de son arrivée, une déclaration antérieure du président Machel sur « les principes d'égalité et de non-ingérence dans les affaires internes de chaque pays » qui doivent, à ses yeux, présider à la coopération entre les deux pays.

Autre fait révélateur, cette offensive diplomatique soviétique a été dominée par des événements qui se

sont produits un peu en marge. Ni les entretiens de Dan-E-Salaam avec le président Nyerere, porte-parole des États de la ligne de front, ni le séjour par Livingstone, sur la frontière rhodésienne, ni la chaleur de la réception réservée par Maputo, à 30 kilomètres seulement de la République du Sud-Afrique, n'ont effacé l'impact du conflit du Shaba. S'appuyant sur la frontière de l'Angola, où stationne encore un important contingent de troupes cubaines, la rébellion de l'ancien Katanga suscite un malaise sensible même chez certains adversaires du président Mobutu.

Cette semaine, pendant que se développaient le conflit dans l'ancien Katanga, M. Fidel Castro parcourait l'Angola non seulement pour y réaffirmer sa solidarité avec le régime de Luanda, mais aussi pour y remonter le moral des troupes cubaines qui se trouvent au place depuis maintenant dix-huit mois. Il devait également y rencontrer, à son tour, des dirigeants de mouvements de libération d'Afrique australe, notamment M. Nkomo, le nationaliste africain de Rhodésie, visité même le plus apprécié par La Havane et Moscou.

La tournée de M. Podgorny n'a donc pas seulement illustré les gains récents d'une diplomatie soviétique qui avait connu, dans les années 60, quelques difficultés en Afrique noire. L'Afrique est un terrain sensible où les succès sont parfois sans lendemain. A vouloir trop infléchir le cours de l'histoire, on risque de s'y perdre. Sans parler des déconvenues passées avec l'Égypte, les Soviétiques en font au moment l'expérience dans la corne du continent, où le rapprochement avec l'Éthiopie menace de se faire au détriment de relations privilégiées avec la Somalie. En Afrique australe, un précédent d'avenir fait réfléchir : que reste-t-il, six mois plus tard, du succès diplomatique emporté, dans le conflit rhodésien, par M. Kissinger ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Algérie

« IL FAUT GAGNER LA BATAILLE DE LA GESTION » déclare le président Boumedienne dans son « message à la nation »

Alger. — C'est en présence de M. Fidel Castro, « notre ami et notre compagnon de militantisme », qui vient de terminer sa tournée en Afrique, que le président Boumedienne a pris la parole, jeudi 31 mars, devant l'Assemblée populaire nationale, pour adresser « un message à la nation », comme le prévoit la Constitution.

« La gestion est désormais une bataille à gagner, comme nous avons gagné celle de l'indépendance », a-t-il dit. « Le problème des hommes, c'est-à-dire de leur intégrité, de leur compétence, de leur engagement, reste le problème-clé. Les qualités morales, techniques et politiques des responsables à tous les degrés de la hiérarchie sont la condition première de toute œuvre durable. »

Lors du débat sur la charte et de la mise en place des institutions, les Algériens ont réclamé un « coup de balai ». Le chef de l'État a promis de le donner. Les sanctions les plus sévères seront prises contre le gaspillage, le laisser-aller, la paresse, la tendance au parasitisme, l'in qui tout travailleur, ouvrier ou cadre, fournisse le travail que le pays attend de lui. « En Algérie, on n'a pas l'habitude de faire tomber les têtes », on mute, on met sur une voie de garage les hommes qui n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités.

Dans le passé, le chef de l'État a maintes fois dénoncé certaines situations, critiqué le comportement de divers responsables, mais il le faisait en termes généraux. Cette fois, il a évoqué d'une façon précise les maux dont souffre le pays et fixé les objectifs à atteindre grâce « au travail et à la vertu ».

De notre correspondant

libre. Cette opération a été engagée au niveau des sociétés nationales et de l'administration, et elle ne fait, semble-t-il, que commencer.

Parmi les mesures annoncées figurent : la guerre sans merci contre les hausses de prix ; la lutte contre la bureaucratie ; la nécessité de « lier le revenu au travail » ; l'adoption de dispositions « tendant à simplifier le fonctionnement des services publics » ; l'amélioration qualitative de l'enseignement. Le président a également demandé que les organismes publics cessent « de se rejeter les responsabilités », que les « défaillances inadmissibles » soient sanctionnées, que des efforts « très sérieux » soient entrepris dans les domaines de l'approvisionnement et de la distribution, qu'une plus grande rigueur soit apportée dans les programmes d'investissement et le choix des nouveaux projets. En somme, « travailler davantage et rentabiliser notre travail ».

en n'oubliant pas que les ressources minières de l'Algérie ne sont pas inépuisables.

Dans la première partie de son message, le chef de l'État avait évoqué une vaste fresque des réalisations de l'Algérie depuis son accession au pouvoir, en 1965, tant en ce qui concerne la planification de l'État que la récupération des richesses nationales, le décollage économique et la lutte contre le sous-développement. Il a souligné que la croissance économique a été en moyenne de 7 % et a atteint 9 % ces dernières années. La production intérieure a augmenté de 85 % entre 1965 et 1976, tandis que les investissements, qui étaient d'un demi-milliard de dinars il y a dix ans (1 dinar vaut 120 F), se sont élevés à 30 milliards en 1976. Ces investissements, a souligné M. Boumedienne, atteignent 40 % de la P.I.B., ce qui « constitue une « taux d'accumulation record à l'échelle mondiale ».

PAUL SALTA.

Le conflit du Sahara occidental

UN JOURNAL MAROCAIN FAIT ÉTAT D'UN GRAVE REVERS MILITAIRE DU FRONT POLISARIO

Le quotidien marocain l'Opinion, organe de l'istigial, a affirmé le jeudi 31 mars que « des conseillers et mercenaires non-africains, cubains en particulier, forment et encadrent les agresseurs venus d'Algérie pour s'en prendre aux territoires sahariens du Maroc et de la Mauritanie ». Selon le journal, « toutes les informations recueillies ont confirmé l'arrivée dans le triangle Nouadhibou-Dakhla-Tchila de plusieurs colonnes motorisées parées de Tindouf. Cette attaque de grande envergure était préparée depuis plusieurs semaines. Une action combinée des forces armées royales et de l'armée mauritanienne, les 23 et 24 mars, a permis de détruire la gros des colonnes venues d'Algérie, et de pourchasser les rescapés. Dans un communiqué publié le

30 mars à Alger, le Front Polisario a annoncé, de son côté, que les combattants sahraouis avaient intercepté le 24 mars dans la région de Smara un convoi militaire marocain et qu'ils avaient tendu une embuscade à des troupes envoyées pour renforcer le convoi attaqué. Selon le Front, vingt-neuf soldats marocains auraient été mis hors de combat. — (A.F.P.)

[Catégoriquement démentie par les responsables du Front Polisario, la participation de volontaires cubains aux combats livrés par les guérilleros sahraouis n'a jamais été confirmée par les observateurs qui se sont rendus sur le terrain. Les autorités marocaines, qui gardent depuis des mois un mutisme total sur les opérations au Sahara occidental, n'ont pas fourni de preuves à cet égard.]

Ethiopie

Les neuf dixièmes de l'Érythrée échappent au contrôle d'Addis-Abeba

« affirme le représentant en France de l'un des trois fronts de libération »

M. Nafi Kundi, représentant en France du Front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.), a tenu, jeudi 31 mars, à Paris, une conférence de presse au cours de laquelle il a pris à partie M. Ousmane Sabbeh Saleh, dirigeant du Front de libération de l'Érythrée — Forces populaires de libération (F.L.E. - F.P.L.). « Contrairement à ce que Ousmane Sabbeh tente de faire croire à l'étranger, il ne représente plus, depuis sa rupture avec nous, en printemps 1976 (1), qu'un infime groupe, hétérogène et confessionnel. Quant à nos divergences avec lui, elles ne résident nullement dans une incompatibilité de vues sur une base idéologique, mais bien au contraire dans les menaces répétées d'Ousmane Sabbeh pour, sous couvert de l'unité, réimposer antidémocratiquement comme seul dirigeant du peuple érythréen. »

Interrogé à propos de l'épithète « confessionnel », M. Nafi Kundi a indiqué : « Ousmane Sabbeh divise le peuple érythréen de libération nationale sur une base religieuse et incarne une ligne à la fois réactionnaire et antidémocratique. Le mouvement qu'il dirige est presque exclusivement composé de musulmans et ne compte que quelques chrétiens qui lui servent de paravents. »

M. Nafi Kundi a donné des précisions sur l'organisation du F.P.L.E., indiquant qu'à l'issue du dernier congrès de son mouvement, qui s'était tenu en janvier 1977 en territoire érythréen, un comité central de quarante-

trois membres et un bureau politique de treize membres — six musulmans et sept chrétiens — avaient été élus. D'autre part, il a ajouté que M. Ramadan Mohamed Nouw avait été élu secrétaire général du Comité central et M. Isayas Afwerki, vice-secrétaire général.

Après avoir revendiqué pour le F.P.L.E. la prise de la ville de Nakfa (le Monde du 25 mars), M. Nafi Kundi a affirmé que les F.P.L.E. avaient « libéré » 90 % du territoire érythréen. « A propos d'une présence cubaine en Éthiopie, évoquée à plusieurs reprises par la presse internationale (le Monde du 16 mars), le représentant en France du F.P.L.E. a déclaré : « Nous ne croyons pas du tout à une intervention militaire cubaine aux côtés de la junte éthiopienne. Le peuple érythréen, porteur d'une révolution exemplaire, demeure, nous le savons, fidèle à ses principes internationalistes. En Amérique latine, comme en Angola, il le prouve quotidiennement. Le peuple érythréen, comme le peuple érythréen, que le socialisme et la guerre d'agression sont incompatibles. » — Ph. D.

(1) Depuis cette mission intervenue en mars 1976 au sein de ce qui était jusqu'à présent le F.P.L.E., les musulmans érythréens sont divisés en trois fronts antagonistes : le F.P.L.E. installé sur les basses terres proches du Soudan et dominé par les musulmans ; le F.P.L.E. de M. Ousmane Sabbeh Saleh, le Front populaire de libération de l'Érythrée, composé en majorité de chrétiens bien qu'il rejette toute restriction confessionnelle. — (A.F.P.)

Zaire

Jamais je ne vivrai un seul jour en exil

déclare le président Mobutu

« Chef d'État ou simple citoyen, ma place est en République du Zaire, et je ne vivrai jamais un seul jour en exil à l'étranger », a déclaré, jeudi 31 mars, à l'Agence saïrales de presse, le général Mobutu, président de la République du Zaire, démentant catégoriquement les informations selon lesquelles il pourrait se démettre de ses fonctions et se rendre à l'étranger (le Monde du 31 mars).

D'autre part, un porte-parole du gouvernement a indiqué jeudi aux correspondants étrangers au Zaire que leurs dépêches seraient désormais soumises à la censure, ajoutant : « Nous comprenons qu'il est de votre droit d'écrire ce que vous voulez, mais nous ne pouvons admettre que vous introduisiez l'opinion avec des mensonges. »

Le gouvernement a, par ailleurs, présenté à la presse le colonel Shinga Mungu, chef des opérations de l'armée saïrales dans la province du Shaba, dont certaines informations avaient signalé la disparition. Le colonel Shinga Mungu, chef de son commandement et remplacé par le général Singa Boyenge, chef de la gendarmerie saïrales, et membre du bureau politique du parti unique, le Mouvement révolutionnaire populaire (M.R.P.). Le colonel a été estimé à cinq bataillons (environ cinq mille hommes), les forces de l'ennemi,

qui, a-t-il dit, disposent d'un armement (mortiers, arques de Staline, fusées sol-sol, etc.) de fabrication soviétique. La publication de ces informations, après plusieurs jours de médiation officielle, est, semble-t-il, la conséquence des difficultés rencontrées sur le terrain par les forces armées saïrales. Celles-ci, qui tentent d'enrayer l'avance des anciens gendarmes katangais sur Kolwezi, seraient cependant parvenues à stabiliser le front à environ 80 kilomètres de cette ville. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

PAS DE SOLDATS FRANÇAIS AU ZAIRE

Au ministère de la Défense à Paris, un porte-parole a déclaré jeudi 31 mars que « les déclarations d'une personnalité se présentant comme le délégué du Front national de libération congolais en France, selon lesquelles « deux contingents français seraient parties pour combattre en cours au Zaire sous l'uniforme de l'armée saïrales, sont « absolument dénuées de tout fondement ».

Territoire français des Afars et des Issas

La Chambre des députés a été dissoute en prévision des élections du 8 mai

Le journal officiel du 1^{er} avril publie deux décrets en date du 28 mars relatifs à la consultation des populations du Territoire français des Afars et des Issas, prévue par la loi du 23 décembre 1975. L'un de ces textes précise que les électeurs auront à répondre par « oui » ou par « non » à la question suivante : « Souhaitez-vous que le Territoire français des Afars et des Issas devienne indépendant ? » L'autre décret fixe au dimanche 8 mai la date de ce référendum.

Judi matin, 31 mars, le conseil des ministres a adopté un décret portant dissolution de la Chambre des députés du Territoire, et une ordonnance créant une circonscription électorale unique pour soixante-cinq députés.

Les élections législatives auront lieu le même jour, le référendum sur l'indépendance. Le gouvernement français a informé l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) qu'il avait décidé de limiter à six le nombre des observateurs autorisés à assister aux consultations organisées le 8 mai.

● A ACCRA, les personnalités des chefs de partis ou d'organisations représentant la population du T.F.A.I. réunies en « table ronde » sur l'initiative de l'O.U.A. n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une proposition de cette organisation visant à créer « en front uni du peuple de Djibouti » et une « commission politique nationale ».

(PUBLICITE)
Pour un judaïsme à visage humain, le Centre d'Etudes A. ADERETH VEA-EMOUNA propose une approche différente, basée sur l'authentique école de pensée « HASSIDIQUE » HABAD
Renseignements : 228-01-67
229-12-28
254-09-06

هكمان النفل

AFRIQUE

LA RHODÉSIE DES DERNIÈRES CARTES

II. — Trop peu, trop tard ?

De notre envoyé spécial
JEAN-CLAUDE POMONTI

La communauté européenne de Rhodésie, réduite par l'émigration et épuisée par le coût croissant de la guerre, a de plus en plus de peine à contrôler un pays peuplé de 6 millions d'Africains et aussi étendu que les trois quarts de la France. Les pertes subies par l'armée, le rappel des réservistes et la désorganisation qu'il provoque dans l'économie commencent à poser de sérieux problèmes au gouvernement de M. Smith. (Le Monde - du 1^{er} avril).

Une marge de manœuvre

Le premier ministre s'est vu offrir une certaine marge de manœuvre par la rupture entre le Front patriotique, qui représente la guérilla, et le Conseil national africain unifié (UANIC) de l'évêque Muzorewa. L'UANIC se sent assez fort pour réclamer une consultation populaire. L'évêque et ses amis sont persuadés qu'ils l'emporteraient, dans les circonstances actuelles, sur le Front patriotique de M. Mugabe et Nkomo. Mais ils n'acceptent pas un référendum dont l'objet serait seulement de désigner le futur interlocuteur africain de M. Smith, qui vient d'être désigné par le conseil de gouvernement. Le premier ministre rhodésien n'a pas encore pris position sur ce point crucial.

Salisbury. — « Too little, too late » (Trop peu et trop tard). M. Pat Bassford, président du parti du centre, n'a pas été le seul à commenter de la sorte les nouvelles mesures annoncées le 23 février par M. Ian Smith contre la discrimination. Le premier ministre rhodésien avait déjà déclaré, le 24 septembre dernier, qu'il se ralliait à l'accession de la majorité au pouvoir dans un délai de deux ans. Les principes, sur lesquels les colons rebelles à la majorité ont fondé l'indépendance unilatérale de la Rhodésie ont donc volé en éclats. Pourtant, les décisions prises semblent tardives et timides.

Ces dernières semaines, M. Smith a multiplié les déclarations d'intention. A la suite de l'échec de la conférence de Genève, il compte procéder à un référendum auquel tous les diri-

Zimbabwe), qui s'appuie sur la frontière du Mozambique, et dont M. Mugabe fait figure de porte-parole, demeure — et de loin — l'armée de libération la plus forte, avec près de deux mille partisans engagés en Rhodésie et sans doute de dix mille à quinze mille hommes dans ses camps de Tanzanie et du Mozambique. Mais M. Nkomo, le leader du ZAPU (Union africaine du peuple du Zimbabwe), a compris que l'absence de l'autocorridor, dans l'axe M. Mugabe au sein du Front patriotique n'est pas une garantie suffisante sur l'avenir.

Ces derniers mois, les cadres militaires de la ZAPU ont reconquis le sud-ouest du pays. Ils recrutent surtout au sein de l'éthnie Shanga, de part et d'autre de la frontière du Botswana. C'est à cette ethnie, assimilée aux Matabele, qu'appartiennent M. Nkomo. Les jeunes recrues transitent par le Botswana avant d'être transférées en Zambie, où les camps d'entraînement de la ZAPU sont ouverts. En fait, M. Nkomo est en train de bâtir sa propre armée qui a ouvert un nouveau « front » dans le Matabeleland, Sud-Ouest rhodésien, où le vieux dirigeant nationaliste conserve une base politique solide.

Faute d'un règlement politique, l'alliance entre ces deux forces, la ZIPA et la ZAPU, finit par sembler douteuse. Les Etats africains indépendants frontaliers de la Rhodésie leur offrent l'hospitalité. Des instructeurs, le plus souvent soviétiques, forment leurs recrues.

Toutefois, si le pouvoir était confié à l'UANIC de l'évêque Muzorewa, le problème changerait de donne. L'africanisation du régime, même avec menaces, provoquerait sans doute le départ d'une bonne partie de la communauté européenne, soit par défiance, soit parce que de nombreux Européens occupent des emplois qui pourraient être rapidement transférés à des Africains. Mais on peut estimer que, de toute façon, si la guerre continuait, les Européens n'en tireraient vraisemblablement pas grand profit. Un transfert du pouvoir à la majorité — sans la participation de la guérilla — pourrait obtenir l'appui des puissances occidentales et même d'un certain nombre de pays de l'O.U.A. Il n'en faudrait pas davantage pour aboutir à une levée de la sanction économique internationale, même si les Nations unies se refusent à la voter.

La « règlement interne »

Surtout, une solution de ce type favoriserait la naissance d'une armée africaine qui s'échapperait actuellement au sein des forces rhodésiennes. Dans quelques mois, les premiers officiers africains seront promus. Ils pourraient se retrouver rapidement à la tête d'une armée de deux mille hommes et jouer leur propre jeu.

Est-ce là le type de « règlement interne » auquel songe M. Smith ? Est-il encore temps d'envisager une séparation de l'armée et même au détriment du Front patriotique et de la guérilla ?

Tout en réduisant nettement la peine infligée à Mgr Lamont, le président de la cour d'appel de Salisbury a fait récemment l'éloge sans réserves de la Rhodésie blanche. Reprochant à l'évêque d'Umtali d'avoir eu la « malheureuse idée » d'évoquer un régime d'oppression, le juge lui a répondu : « Le simple fait est que les changements qui sont intervenus — transformant la Rhodésie de société primitive, basée sur les traditions et les coutumes tribales et minée par les pratiques barbares de la sorcellerie, en un pays doté d'une économie très élaborée et d'un niveau de vie plus élevé, pour les Africains comme pour les Européens, que celui de presque tous les autres pays d'Afrique, ces changements — ces changements — ont été réalisés sans que chacune des communautés prenne appui sur l'autre. » N'était-ce qu'un baroud d'honneur ?

En renonçant à la séparation des races, le Front rhodésien conteste sa raison d'être, et le congrès qu'il doit tenir en avril promet d'être houleux. Au même moment, le gouvernement ne décourage pas les efforts d'un parti de chefs coutumiers, la ZIPA (Organisation du peuple du Zimbabwe), formé pour soutenir un « règlement interne », et qui ne contribue guère à sa crédibilité en milieu africain.

M. Smith veut bloquer, pour quelque temps encore, toute négociation. Mais cela le conduirait à la catastrophe. Il peut tenter de contrôler une négociation de façon à favoriser l'un de ses adversaires africains au détriment de l'autre. Mais la partie est serrée et, même dans cette hypothèse, le temps joue désormais contre lui. Une fois que les Africains sentiront notre autorité battue en brèche, nous dit un avocat européen de Salisbury, la situation risque de se retourner comme une crêpe. Je crois seulement qu'il y faudra encore du temps. »

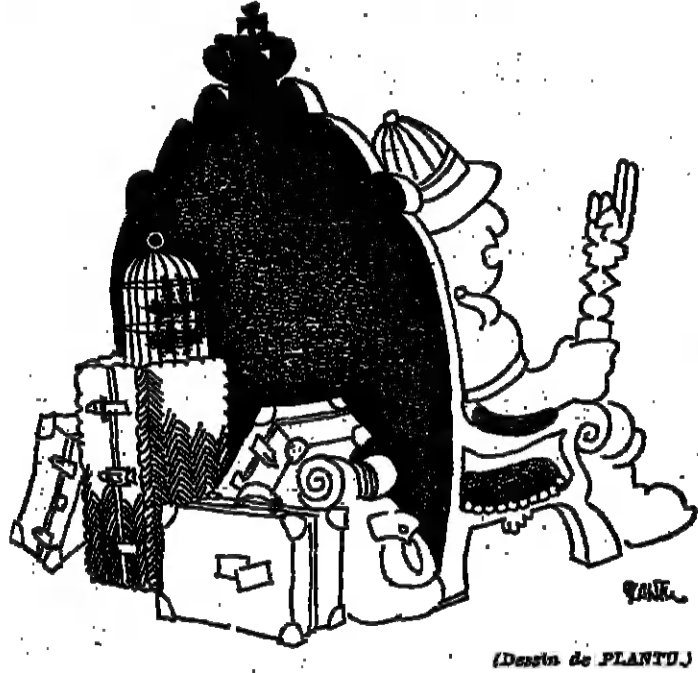
FIN

SONY
la plus belle image
TV COULEUR
KV 1811 - 44 cm - 114"
192 F
PAR MOIS
Disponible
immédiatement
versement comptant : 940 F
+ 21 mensualités de 192 F
Garantie totale 1 an
Livraison gratuite
SONO CLUB
OPÉRA
16, rue La Fayette
PARIS-9^e
Tél. : 246-19-46

2 sessions
du 4 au
8 ou du
12 au 16
pâques
5 jours
math, phys
Bataillage intensif, 3^e et terminale
SOS MATH
3 centres à Paris - Tél. 755.51.54
Mairie (16^e), Port-Royal (6^e)
et 4, rue de Moulins (9^e)

M.G. FRANCE
déménage
vos bureaux et archives
727.12.53
6, rue Picot 75116 Paris - Tél. : 610.303

SI VOUS MESUREZ
1 m 80 ou PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ETES FORT
JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES - PNEU-PORTER
Collection Printemps 77
Costumes légers, Vestes, blazers, ensemble
jeans, sahariennes,
vêtements de peaux. Exclusivité MAC DOUGLAS.
Pantalons légers, chemises, pulls sport et ville,
4 longueurs de manches.
Vêtements livrés immédiatement.
40, av. de la République - Métro Parmentier
parking gratuit - Tél. 355.68.00



(Dessin de PLANTU.)

geants africains pourront, en principe, participer. Son projet de « règlement interne » s'adresse également à l'armée le 17 février, aux leaders du Front patriotique, MM. Robert Mugabe et Joshua Nkomo. Il a cependant ajouté qu'il était inutile de discuter avec « ceux qui s'associent au terrorisme ». Il s'engage toujours à s'en tenir au « plan d'urgence », qui prévoit le transfert du pouvoir à la majorité dans deux ans.

Quelques gestes de portée très limitée ont, d'ores et déjà, été consentis. La peine de dix ans de travaux forcés, infligée à Mgr Lamont, évêque catholique d'Umtali, accusé de n'avoir pas rapporté la présence de « terroristes », a été réduite, en appel, à quatre ans de prison, dont trois avec sursis. Le Dr Gordon Chavunduka, proche collaborateur de l'évêque Muzorewa, a participé à un débat télévisé. Une première promotion d'officiers africains est prévue pour juin 1977. Le gouvernement a invité le conseil municipal de Salisbury à mettre fin à la ségrégation raciale dans les toilettes publiques. Enfin et surtout, le Parlement a été invité à amender la « Loi d'urgence des », la loi sur la ségrégation fondatrice, votée le 4 mars, d'extrême justice, par le Parlement de Salisbury.

Cet amendement ouvre les terres agricoles « européennes » à la propriété africaine. L'Union nationale des fermiers et l'association des producteurs de tabac ont fait savoir qu'elles relevaient de ce « défi ». Il a suscité une sérieuse crise dans les rangs du parti au pouvoir, le Front rhodésien, neuf députés ayant quitté son comité politique et refusé de

M. Smith serait-il prêt, en 1977, à rentrer dans ce jeu ? Le renforcement de la guérilla, les difficultés économiques et surtout le découragement sensible des Européens l'ont-ils convaincu que s'effacer devant le chef de l'UANIC serait désormais un moindre mal ?

Dans les milieux officiels, on justifie la lenteur des changements envisagés par l'incapacité des Européens. « Si l'on ouvrait sur-le-champ écoles et quartiers résidentiels aux Noirs, les départs des Blancs passeraient de mille cinq cents par mois à cinq mille », dit-on dans les milieux proches du gouvernement. En outre, M. Smith souhaite rallier Américains et Britanniques à son projet de « règlement interne » avant de s'engager plus avant. Les effets de cette temporisation sont déjà sensibles.

« Militaires » et « politiques »

L'évêque Muzorewa ne s'appuie sur aucun guérillero et aura besoin, assez rapidement, d'un succès politique, faute de quoi le crédit qu'on lui prête sera battu en brèche. La confiance de la population africaine ira de plus en plus, si l'immobilisme prévaut, aux combattants de la liberté. Le renforcement progressif de la guérilla le montre déjà, et le processus est peut-être plus avancé qu'on ne le pense à Salisbury. L'évêque Muzorewa a besoin d'un succès politique sur M. Smith pour pouvoir prendre de vitesse, s'il en est encore temps, ceux qui mènent la lutte armée.

La ZIPA (Armée du peuple du

Facile,
Vous pouvez jouer toute la semaine
jusqu'au mardi après-midi
précédant le tirage du mercredi.
LOTO

Breguet
CONSTRUIT DES MAISONS
A LA QUEUE EN BRIE
ET A PONTAULT-COMBAULT

A 15 KM et à 18 KM de Paris
par l'autoroute de l'est et la N. 4.

Les maisons individuelles du Domaine de l'Ormoie dominent un beau paysage de la Brie, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par l'Autoroute A.4 (sortie Noisy-le-Grand) ou la N.4. Possibilité prêt P.I.C. sur modèle "Oranger"

Les maisons du Domaine du Bois la Croix profitent d'un parc privé de 18 ha et de tennis. Elles ont de 93 à 155 m², 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Accès par l'Autoroute A.4 (sortie Val Maubue) ou la N.4.

Visite des maisons modèles, tous les jours de 10 h à 19 h.
DOMAINE DE L'ORMOIE 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.30)
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77400 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.64.63)

POLITIQUE

APRÈS LA FORMATION DU SECOND GOUVERNEMENT BARRE

M. Giscard d'Estaing a reçu les trois anciens ministres d'État

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, jeudi 31 mars, au palais de l'Élysée, les trois anciens ministres d'État du premier gouvernement Barre. M. Olivier Guichard, ancien garde des sceaux, est demeuré trente minutes dans le bureau présidentiel et s'est refusé à toute déclaration. L'entretien avec M. Ponsiatowski qui a eu lieu ensuite a duré dix minutes. L'ancien ministre de l'Intérieur a lancé aux journalistes un « au revoir » souriant. Enfin, M. Jean Lecanier, ancien ministre d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, est apparu le visage crispé après un entretien de vingt minutes avec le chef de l'État. Ce dernier a ensuite reçu M. Raymond Barre

avant qu'il ne soit allé à la messe. M. Alain Peyrefitte, nouveau ministre de la Justice, a déclaré jeudi à TF 1 : « Le président de la République a un rôle qui surplombe les partis et qui surplombe les pouvoirs — l'exécutif, la législature, le judiciaire et, à plus forte raison, l'administratif. C'est un homme qui doit être au-dessus de la mêlée, mais il faut qu'il s'engage pour ce qui concerne le destin national. Or, il est évident que les élections législatives engagent le destin national. » En réalité, la situation n'est pas aussi tragique que certains veulent le dire. Je pense que le gouvernement va faire face à une tâche très concrète. Elle peut être parfaitement accomplie et les forces politiques qui ont fait beaucoup de mal ces derniers temps... »

M. Christian Bonnet, nouveau ministre de l'Intérieur, transmettant jeudi ses pouvoirs de ministre de l'Agriculture à M. Pierre Méhaignerie, a notamment déclaré : « Nous avons en commun l'héritage d'une famille politique et spirituelle où la politique représente le surcroît de la volonté contre la fatalité. »

M. Christian Bonnet a souligné qu'au cours de son mandat il avait essayé de faire de son mieux « pour amorcer, en faveur d'un corps social aussi attaché que le monde agricole, les difficultés de la conjonction qui n'ont pas manqué ». Son successeur a, d'autre part, mis l'accent sur l'authenticité. M. Bonnet avait acquis à Bruxelles.

Avant de remettre à M. Bonnet la croix de commandeur du Mérite agricole, M. Méhaignerie a déclaré : « C'est une lourde tâche qui m'incombe maintenant, mais j'ai la chance de partir d'une base solide. »

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, jeudi 31 mars, au palais de l'Élysée, dix députés de la presse de province. Il s'agissait du deuxième des déjeuners de travail (le premier avait eu lieu le 4 mars) que le président de la République entend avoir avec les responsables de la presse française.

M. Jacques Chirac estime que le gouvernement ne cherche pas à réduire les pouvoirs du maire de Paris, à la faveur de la publication des décrets d'application du nouveau statut (le Monde du 31 mars). Au cours d'une réunion de presse, jeudi 31 mars aux Baux-de-Provence, le premier magistrat de la capitale a déclaré : « Quelques erreurs matérielles se sont glissées dans les décrets d'application, mais elles vont être corrigées prochainement. Il n'y a donc pas de contentieux entre le gouvernement et la municipalité de Paris. »

Mme Monique Gaxotte, qui fut responsable de la commission à résidence dans leur propre pays, hors de l'État et le plus loin possible des affaires publiques. Il chante la paix et jurebit ses armes. J'admets que la contradiction relative des instances de la 5^e République et non de la volonté de l'homme qui la présida. La malchance de Valéry Giscard d'Estaing est de ne pouvoir la dominer, tout au moins dans la mesure où elle ne se présente ni de Gaulle ni Pompidou. Il en résulte une sorte de gêne qui ôte à son propos la force de convaincre.

L'argument d'hier soir frôlait souvent Joseph Prudhomme. Qu'est-ce qu'un mauvais gouvernement ? Celui qui compte dix-sept ministres. Qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Celui qui n'en compte que quinze. Dans un mauvais gouvernement siègent trois ministres d'État. Dans un bon, ils n'en ont qu'un. Un mauvais gouvernement s'occupe de politique. Un bon prépare les élections. Et cetera. J'aurais préféré Tocqueville.

Les sujets ne manqueraient pas à mettre à l'ordre du jour de cette rencontre. J'en citerai quelques-uns seulement. Il y aura fatalement, je l'ai dit, un étalonnage dans l'application du calendrier des mesures législatives et réglementaires qu'impose cette application ne serait-il pas un calendrier concerté à l'avance entre ceux qui les prendront et ceux qui les vivront sur le terrain ?

Pourquoi le contenu de certaines de ces mesures, les nationalisations, par exemple, ne serait-il pas précisé dès maintenant entre les formations politiques et les centrales syndicales ? Par ailleurs, elle est longue la liste des innovations sans inconvénients économiques ou financiers qui pourraient être très vite réalisées dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, qui seraient significatives d'une volonté dynamique d'un changement profond de société et apporteraient des transformations tangibles dans les rapports sociaux, dans la vie quotidienne de chacun. Cela d'une nouvelle organisation des moyens publics d'information à l'extension des droits syndicaux, à la promotion de la vie locale. Pourquoi cette liste-là ne serait-elle pas arrêtée par une discussion

tant jeudi ses pouvoirs de ministre de l'Agriculture à M. Pierre Méhaignerie, a notamment déclaré : « Nous avons en commun l'héritage d'une famille politique et spirituelle où la politique représente le surcroît de la volonté contre la fatalité. »

M. Christian Bonnet a souligné qu'au cours de son mandat il avait essayé de faire de son mieux « pour amorcer, en faveur d'un corps social aussi attaché que le monde agricole, les difficultés de la conjonction qui n'ont pas manqué ». Son successeur a, d'autre part, mis l'accent sur l'authenticité. M. Bonnet avait acquis à Bruxelles.

Avant de remettre à M. Bonnet la croix de commandeur du Mérite agricole, M. Méhaignerie a déclaré : « C'est une lourde tâche qui m'incombe maintenant, mais j'ai la chance de partir d'une base solide. »

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, jeudi 31 mars, au palais de l'Élysée, dix députés de la presse de province. Il s'agissait du deuxième des déjeuners de travail (le premier avait eu lieu le 4 mars) que le président de la République entend avoir avec les responsables de la presse française.

M. Jacques Chirac estime que le gouvernement ne cherche pas à réduire les pouvoirs du maire de Paris, à la faveur de la publication des décrets d'application du nouveau statut (le Monde du 31 mars). Au cours d'une réunion de presse, jeudi 31 mars aux Baux-de-Provence, le premier magistrat de la capitale a déclaré : « Quelques erreurs matérielles se sont glissées dans les décrets d'application, mais elles vont être corrigées prochainement. Il n'y a donc pas de contentieux entre le gouvernement et la municipalité de Paris. »

Mme Monique Gaxotte, qui fut responsable de la commission à résidence dans leur propre pays, hors de l'État et le plus loin possible des affaires publiques. Il chante la paix et jurebit ses armes. J'admets que la contradiction relative des instances de la 5^e République et non de la volonté de l'homme qui la présida. La malchance de Valéry Giscard d'Estaing est de ne pouvoir la dominer, tout au moins dans la mesure où elle ne se présente ni de Gaulle ni Pompidou. Il en résulte une sorte de gêne qui ôte à son propos la force de convaincre.

L'argument d'hier soir frôlait souvent Joseph Prudhomme. Qu'est-ce qu'un mauvais gouvernement ? Celui qui compte dix-sept ministres. Qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Celui qui n'en compte que quinze. Dans un mauvais gouvernement siègent trois ministres d'État. Dans un bon, ils n'en ont qu'un. Un mauvais gouvernement s'occupe de politique. Un bon prépare les élections. Et cetera. J'aurais préféré Tocqueville.

Les sujets ne manqueraient pas à mettre à l'ordre du jour de cette rencontre. J'en citerai quelques-uns seulement. Il y aura fatalement, je l'ai dit, un étalonnage dans l'application du calendrier des mesures législatives et réglementaires qu'impose cette application ne serait-il pas un calendrier concerté à l'avance entre ceux qui les prendront et ceux qui les vivront sur le terrain ?

Pourquoi le contenu de certaines de ces mesures, les nationalisations, par exemple, ne serait-il pas précisé dès maintenant entre les formations politiques et les centrales syndicales ? Par ailleurs, elle est longue la liste des innovations sans inconvénients économiques ou financiers qui pourraient être très vite réalisées dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, qui seraient significatives d'une volonté dynamique d'un changement profond de société et apporteraient des transformations tangibles dans les rapports sociaux, dans la vie quotidienne de chacun. Cela d'une nouvelle organisation des moyens publics d'information à l'extension des droits syndicaux, à la promotion de la vie locale. Pourquoi cette liste-là ne serait-elle pas arrêtée par une discussion

tant jeudi ses pouvoirs de ministre de l'Agriculture à M. Pierre Méhaignerie, a notamment déclaré : « Nous avons en commun l'héritage d'une famille politique et spirituelle où la politique représente le surcroît de la volonté contre la fatalité. »

M. Christian Bonnet a souligné qu'au cours de son mandat il avait essayé de faire de son mieux « pour amorcer, en faveur d'un corps social aussi attaché que le monde agricole, les difficultés de la conjonction qui n'ont pas manqué ». Son successeur a, d'autre part, mis l'accent sur l'authenticité. M. Bonnet avait acquis à Bruxelles.

Avant de remettre à M. Bonnet la croix de commandeur du Mérite agricole, M. Méhaignerie a déclaré : « C'est une lourde tâche qui m'incombe maintenant, mais j'ai la chance de partir d'une base solide. »

AU CONSEIL DES MINISTRES

Tous les participants ont manifesté leur volonté d'action concrète

M. Jean-Philippe Lecat a rendu compte des délibérations du conseil, auxquelles il venait pour la première fois d'assister. Après la déclaration du président de la République, M. Barre a souligné ce qu'il attendait du nouveau gouvernement. L'action gouvernementale sera axée sur trois points principaux :

1) Comment répondre aux orientations générales fixées par le président de la République. Comment, en particulier, faire sortir la France de la crise. M. Barre a beaucoup insisté sur le rôle important que joueront dans ce domaine les ministres économiques et sociaux :

2) Fixer les conditions dans lesquelles un plan cohérent d'action sociale pourra être mis sur pied à l'intérieur du plan de douze mois fixé par le président de la République.

3) La nécessité d'expliquer au pays la politique du gouvernement. Dans ce domaine, le premier ministre a indiqué que les ministres devront s'engager personnellement dans cette campagne d'explication, et devront se

déplacer en province. En un mot agir et expliquer leur action.

M. Jean-Philippe Lecat a précisé que le président de la République avait donné la parole à tous les ministres et au premier lieu aux deux nouveaux, MM. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, et René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

M. Giscard d'Estaing a noté que M. Peyrefitte « pourra peut-être contribuer à remettre en mal français » M. Peyrefitte, quant à lui, s'est interrogé sur la place des jeunes dans la société française, notamment sur les problèmes de formation et de participation de la jeunesse à la vie nationale.

M. Giscard d'Estaing a présenté M. Monory à ses collègues, en soulignant l'importance des fonctions qu'il occupait au Sénat comme rapporteur de la commission des finances. M. Monory a souligné la nécessité particulière d'une volonté politique concernant le développement du commerce et de l'artisanat.

D'une manière générale, a indiqué M. Lecat, les conversations, au cours de ce conseil, ont été marquées par un grand souci d'action concrète. Les membres du gouvernement ont, à l'occasion, mis l'accent sur certains problèmes particuliers.

Enfin, le président de la République a noté que le nouveau gouvernement était avec quinze membres le plus restreint de l'histoire de la 5^e République.

M. Giscard d'Estaing a présenté M. Monory à ses collègues, en soulignant l'importance des fonctions qu'il occupait au Sénat comme rapporteur de la commission des finances. M. Monory a souligné la nécessité particulière d'une volonté politique concernant le développement du commerce et de l'artisanat.

D'une manière générale, a indiqué M. Lecat, les conversations, au cours de ce conseil, ont été marquées par un grand souci d'action concrète. Les membres du gouvernement ont, à l'occasion, mis l'accent sur certains problèmes particuliers.

Enfin, le président de la République a noté que le nouveau gouvernement était avec quinze membres le plus restreint de l'histoire de la 5^e République.

M. Giscard d'Estaing a présenté M. Monory à ses collègues, en soulignant l'importance des fonctions qu'il occupait au Sénat comme rapporteur de la commission des finances. M. Monory a souligné la nécessité particulière d'une volonté politique concernant le développement du commerce et de l'artisanat.

D'une manière générale, a indiqué M. Lecat, les conversations, au cours de ce conseil, ont été marquées par un grand souci d'action concrète. Les membres du gouvernement ont, à l'occasion, mis l'accent sur certains problèmes particuliers.

Enfin, le président de la République a noté que le nouveau gouvernement était avec quinze membres le plus restreint de l'histoire de la 5^e République.

De votre action dépendra largement le choix que fera la France l'an prochain

déclare le président de la République

M. Giscard d'Estaing a fait au conseil des ministres la déclaration suivante : « Voici un gouvernement qui doit être uni, dégagé des partis politiques et animé par la seule passion de résoudre les problèmes concrets de la France et des Français. »

Vous êtes chargés par le président de la République de conduire la politique de la France. Vous avez deux tâches essentielles à accomplir :

1) La première est de faire sortir l'économie française de la crise, tout en maintenant son équilibre.

2) La seconde est d'établir un programme cohérent et équilibré d'amélioration sociale.

Le gouvernement précédent a donné un coup d'arrêt à l'inflation qui menaçait de tout balayer. Il a obtenu des résultats importants : la stabilisation du franc, le ralentissement de la hausse des prix, la diminution du déficit extérieur.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Le gouvernement précédent a donné un coup d'arrêt à l'inflation qui menaçait de tout balayer. Il a obtenu des résultats importants : la stabilisation du franc, le ralentissement de la hausse des prix, la diminution du déficit extérieur.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

Après la phase du redressement en cours, le gouvernement va pouvoir faire sortir la France de la crise. Il faut donc maintenir les orientations politiques.

DEUX DÉCRETS SUR LA POLYNÉSIE ET LE T.F.A.I.

Après le conseil des ministres, le communiqué suivant a été publié : « De récentes conversations avec les représentants des principales tendances politiques de la Polynésie française ont permis de dresser un large accord sur un nouveau projet de statut portant organisation de ce territoire. Le conseil a décidé de procéder au renouvellement anticipé de l'Assemblée territoriale avant qu'elle ne soit convoquée pour la 1^{re} session ordinaire prévue par l'article 74 de la Constitution sur ce projet de statut. »

Conformément à la politique préétablie définie pour préparer le territoire français des îles et des îles à l'indépendance et qui comporte le renouvellement de la Chambre des députés, le conseil a décidé d'adopter, d'une part, la demande du conseil de gouvernement du territoire, un décret portant dissolution de la Chambre en exercice, d'autre part, une ordonnance créant une circonscription électorale unique pour les élections départementales. Le renouvellement de la Chambre des députés aura lieu le même jour que la constitution de l'Assemblée territoriale le 3 mai prochain.

Conformément à la politique préétablie définie pour préparer le territoire français des îles et des îles à l'indépendance et qui comporte le renouvellement de la Chambre des députés, le conseil a décidé d'adopter, d'une part, la demande du conseil de gouvernement du territoire, un décret portant dissolution de la Chambre en exercice, d'autre part, une ordonnance créant une circonscription électorale unique pour les élections départementales. Le renouvellement de la Chambre des députés aura lieu le même jour que la constitution de l'Assemblée territoriale le 3 mai prochain.

Conformément à la politique préétablie définie pour préparer le territoire français des îles et des îles à l'indépendance et qui comporte le renouvellement de la Chambre des députés, le conseil a décidé d'adopter, d'une part, la demande du conseil de gouvernement du territoire, un décret portant dissolution de la Chambre en exercice, d'autre part, une ordonnance créant une circonscription électorale unique pour les élections départementales. Le renouvellement de la Chambre des députés aura lieu le même jour que la constitution de l'Assemblée territoriale le 3 mai prochain.

Conformément à la politique préétablie définie pour préparer le territoire français des îles et des îles à l'indépendance et qui comporte le renouvellement de la Chambre des députés, le conseil a décidé d'adopter, d'une part, la demande du conseil de gouvernement du territoire, un décret portant dissolution de la Chambre en exercice, d'autre part, une ordonnance créant une circonscription électorale unique pour les élections départementales. Le renouvellement de la Chambre des députés aura lieu le même jour que la constitution de l'Assemblée territoriale le 3 mai prochain.

Conformément à la politique préétablie définie pour préparer le territoire français des îles et des îles à l'indépendance et qui comporte le renouvellement de la Chambre des députés, le conseil a décidé d'adopter, d'une part, la demande du conseil de gouvernement du territoire, un décret portant dissolution de la Chambre en exercice, d'autre part, une ordonnance créant une circonscription électorale unique pour les élections départementales. Le renouvellement de la Chambre des députés aura lieu le même jour que la constitution de l'Assemblée territoriale le 3 mai prochain.

Pour une concertation partis-syndicats

(Suite de la première page.)

Il est non moins clair, d'autre part, que les masses populaires, dans l'euphorie de leur victoire, manifesteront une légitime impatience à voir enfin, et très vite, quelque chose de profondément changé dans leurs conditions de vie, impatience qu'elles seront tentées de montrer par des actions qui pourront connaître une grande envergure, et par des expérimentations de toute nature tendant à créer dans l'entreprise, le quartier, les services publics, etc., de nouvelles formes de pouvoir.

Et cette pression populaire est naturelle, mieux, nécessaire, ainsi que l'écrit le parti socialiste, en conclusion de ses quinze thèses pour l'autoquestion : « C'est l'articulation constante entre le mouvement populaire et l'action gouvernementale qui sera le moteur de la transformation sociale. »

Une telle « articulation » se fera-t-elle d'elle-même ? Evidemment non. « Pourquoi s'immobiliser à l'avance ? » diront les optimistes. Occupons-nous d'abord d'assurer la victoire électorale. Il est évident que, ensuite, le gouvernement engagera avec ses partenaires sociaux une négociation qui permettra d'ajuster les deux démarches, celle du pouvoir politique et celle des masses populaires. Cette négociation devra avoir lieu, en effet, et il ne faut pas de doute que les centrales syndicales s'y prêtent.

Mais pourquoi attendre la prise du pouvoir pour ouvrir cette concertation ? Pourquoi ne pas l'engager dès maintenant, dès aujourd'hui ?

Bien sûr, les centrales syndicales ont parfaitement raison de se montrer chatoilantes pour tout ce qui touche à leur autonomie, et il est effectivement

capital qu'elles conservent leur liberté de détermination et leur capacité de contestation, quelle que soit la couleur de leur partenaire politique. Mais, si elles sont prêtes demain, après la victoire électorale, à rencontrer un gouvernement de gauche, pourquoi refuseraient-elles, aujourd'hui, si la proposition leur était faite, de rencontrer ceux qui sont appelés à constituer ce gouvernement ?

Les sujets ne manqueraient pas à mettre à l'ordre du jour de cette rencontre. J'en citerai quelques-uns seulement. Il y aura fatalement, je l'ai dit, un étalonnage dans l'application du calendrier des mesures législatives et réglementaires qu'impose cette application ne serait-il pas un calendrier concerté à l'avance entre ceux qui les prendront et ceux qui les vivront sur le terrain ?

Pourquoi le contenu de certaines de ces mesures, les nationalisations, par exemple, ne serait-il pas précisé dès maintenant entre les formations politiques et les centrales syndicales ? Par ailleurs, elle est longue la liste des innovations sans inconvénients économiques ou financiers qui pourraient être très vite réalisées dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, qui seraient significatives d'une volonté dynamique d'un changement profond de société et apporteraient des transformations tangibles dans les rapports sociaux, dans la vie quotidienne de chacun. Cela d'une nouvelle organisation des moyens publics d'information à l'extension des droits syndicaux, à la promotion de la vie locale. Pourquoi cette liste-là ne serait-elle pas arrêtée par une discussion

entre partenaires politiques et partenaires sociaux, en comprenant dans ces partenaires sociaux les mouvements qui militent sur le terrain de la vie : syndicalisme familial, écologistes, etc.

Les conclusions de cette concertation préalable étant portées à la connaissance de l'opinion publique, les choses seraient claires pour tout le monde. Chacun saurait à quoi il joue et pourquoi il joue, chacun saurait ce qu'il attend demain et ce qu'il a à faire sur son terrain d'action, pour que cela se réalise. Les tentatives désespérées de la classe dominante pour sauver son pouvoir aujourd'hui ou le reconquérir demain seraient indubitablement vaines à l'échec.

S'il en était ainsi, je ne dis pas l'union de la gauche, mais tout le monde, dans toutes ses composantes — politiques, syndicales, associatives, — se verrait grandement renforcé dans sa résolution de construire et ensuite de consolider sa victoire.

LES DISCUSSIONS SUR LE PROGRAMME COMMUN

(Suite de la première page.)

Il suggère que la dette de ces sociétés envers l'État soit consolidée en capital et gérée par un organisme d'État regroupant les holdings Denain Nord-Est Longwy, Compagnie industrielle et financière, Marine-Wendel et Schneider S.A.

En fait, le P.S. veut éviter deux écueils. En premier lieu, il ne veut pas apparaître comme en retrait sur les propositions de son partenaire et se trouver accusé de trahison devant la « rupture avec le capitalisme » qu'il a inscrite dans son propre programme. En second lieu, il ne veut pas se laisser entraîner dans une rediscussion générale du programme commun. Il est vrai que dans ce domaine, les propositions de M. Georges Marchais sont conformes au processus que les partis de gauche ont mis au point en commun. Les trois thèmes que propose le secrétaire général du P.C.F. (économie, politique étrangère et liberté) correspondent aux trois groupes de travail mis en place entre communistes, socialistes et radicaux de gauche au lendemain de l'élection présidentielle de 1968. Ces trois groupes ont déjà élaboré des documents qui n'ont pas encore été soumis aux organismes dirigeants des partis de gauche. Il n'empêche que ce cadre reste suffisamment lâche pour que les débats de fond resurgissent. D'autant, par exemple, qu'au sein même du parti socialiste des voix se font entendre pour que la gauche ne se limite pas à une simple « actualisation » de son programme commun mais l'approfondisse. Le C.E.R.S. demande, en effet, que soit réglé le problème toujours en suspens de l'Europe.

Comme l'a souligné vendredi 1^{er} avril M. Guy Gennesseaux, membre du secrétariat national du M.R.G., un risque existe qu'à travers le processus d'« actualisation »

l'équilibre actuellement réalisé entre les trois composantes de la gauche — soit rompu au profit de l'un ou l'autre des partenaires. — C'est un risque, ajoute-t-il, cependant, qu'il faut affronter sous peine de perdre une partie de sa crédibilité à la gauche qui ne peut se présenter devant les électeurs avec un programme dont on littra au mois de juin les cinq ans, et aussi, théoriquement, la fin de la législature pour laquelle il avait été élaboré.

La suggestion de M. Georges Marchais de préciser « les modalités et le calendrier d'application du programme commun » est également de nature à entraîner les négociateurs au-delà d'une simple « actualisation ». Toutefois, les dirigeants du P.S. ne sont pas hostiles à cette notion de calendrier. eux-mêmes avaient jeté les bases d'une telle répartition dans le temps de leur « séminaire de réflexion » du mois d'avril 1976 en prévoyant une application du programme commun en trois étapes. Ils souhaitent cependant à encore savoir vers quel horizon leurs partenaires communistes.

C'est pourquoi, plutôt que d'inaugurer le travail proposé par une rencontre « au sommet », les dirigeants du P.S. penchent pour une réunion du comité de liaison de la gauche. Cette instance, où siègent MM. Fiterman (P.C.F.), Bérégovoy (P.S.) et Loncle (M.R.G.), définirait de manière précise le cadre des discussions. Les textes déjà élaborés par les groupes de travail seraient examinés par les responsables politiques des trois partis. Dans l'esprit des dirigeants du P.S., la rencontre « au sommet » viendrait en quelque sorte clore la négociation plutôt qu'elle l'ouvrirait.

Les communistes, pour leur part, n'attendent pas passivement l'élaboration du programme commun renouvelé. Déjà ils annoncent une véritable campagne de propagande. Deux

Les discussions sur le programme commun

(Suite de la première page.)

Il suggère que la dette de ces sociétés envers l'État soit consolidée en capital et gérée par un organisme d'État regroupant les holdings Denain Nord-Est Longwy, Compagnie industrielle et financière, Marine-Wendel et Schneider S.A.

En fait, le P.S. veut éviter deux écueils. En premier lieu, il ne veut pas apparaître comme en retrait sur les propositions de son partenaire et se trouver accusé de trahison devant la « rupture avec le capitalisme » qu'il a inscrite dans son propre programme. En second lieu, il ne veut pas se laisser entraîner dans une rediscussion générale du programme commun. Il est vrai que dans ce domaine, les propositions de M. Georges Marchais sont conformes au processus que les partis de gauche ont mis au point en commun. Les trois thèmes que propose le secrétaire général du P.C.F. (économie, politique étrangère et liberté) correspondent aux trois groupes de travail mis en place entre communistes, socialistes et radicaux de gauche au lendemain de l'élection présidentielle de 1968. Ces trois groupes ont déjà élaboré des documents qui n'ont pas encore été soumis aux organismes dirigeants des partis de gauche. Il n'empêche que ce cadre reste suffisamment lâche pour que les débats de fond resurgissent. D'autant, par exemple, qu'au sein même du parti socialiste des voix se font entendre pour que la gauche ne se limite pas à une simple « actualisation » de son programme commun mais l'approfondisse. Le C.E.R.S. demande, en effet, que soit réglé le problème toujours en suspens de l'Europe.

Comme l'a souligné vendredi 1^{er} avril M. Guy Gennesseaux, membre du secrétariat national du M.R.G., un risque existe qu'à travers le processus d'« actualisation »

l'équilibre actuellement réalisé entre les trois composantes de la gauche — soit rompu au profit de l'un ou l'autre des partenaires. — C'est un risque, ajoute-t-il, cependant, qu'il faut affronter sous peine de perdre une partie de sa crédibilité à la gauche qui ne peut se présenter devant les électeurs avec un programme dont on littra au mois de juin les cinq ans, et aussi, théoriquement, la fin de la législature pour laquelle il avait été élaboré.

La suggestion de M. Georges Marchais de préciser « les modalités et le calendrier d'application du programme commun » est également de nature à entraîner les négociateurs au-delà d'une simple « actualisation ». Toutefois, les dirigeants du P.S. ne sont pas hostiles à cette notion de calendrier. eux-mêmes avaient jeté les bases d'une telle répartition dans le temps de leur « séminaire de réflexion » du mois d'avril 1976 en prévoyant une application du programme commun en trois étapes. Ils souhaitent cependant à encore savoir vers quel horizon leurs partenaires communistes.

C'est pourquoi, plutôt que d'inaugurer le travail proposé par une rencontre « au sommet », les dirigeants du P.S. penchent pour une réunion du comité de liaison de la gauche. Cette instance, où siègent MM. Fiterman (P.C.F.), Bérégovoy (P.S.) et Loncle (M.R.G.), définirait de manière précise le cadre des discussions. Les textes déjà élaborés par les groupes de travail seraient examinés par les responsables politiques des trois partis. Dans l'esprit des dirigeants du P.S., la rencontre « au sommet » viendrait en quelque sorte clore la négociation plutôt qu'elle l'ouvrirait.

Les communistes, pour leur part, n'attendent pas passivement l'élaboration du programme commun renouvelé. Déjà ils annoncent une véritable campagne de propagande. Deux

Thèmes vont être mis en avant : la politique de l'emploi et le valeur du programme commun pour monter les difficultés actuelles. Une série de débats nationaux vont être organisés dans une trentaine de villes. En juin, ce sont les élus communistes qui se réuniront pour une rencontre nationale. Enfin, le bureau politique a proposé de convoquer pour le mois d'octobre une conférence nationale « du parti ».

(Suite de la première page.)

Il suggère que la dette de ces sociétés envers l'État soit consolidée en capital et gérée par un organisme d'État regroupant les holdings Denain Nord-Est Longwy, Compagnie industrielle et financière, Marine-Wendel et Schneider S.A.

En fait, le P.S. veut éviter deux écueils. En premier lieu, il ne veut pas apparaître comme en retrait sur les propositions de son partenaire et se trouver accusé de trahison devant la « rupture avec le capitalisme » qu'il a inscrite dans son propre programme. En second lieu, il ne veut pas se laisser entraîner dans une rediscussion générale du programme commun. Il est vrai que dans ce domaine, les propositions de M. Georges Marchais sont conformes au processus que les partis de gauche ont mis au point en commun. Les trois thèmes que propose le secrétaire général du P.C.F. (économie, politique étrangère et liberté) correspondent aux trois groupes de travail mis en place entre communistes, socialistes et radicaux de gauche au lendemain de l'élection présidentielle de 1968. Ces trois groupes ont déjà élaboré des documents qui n'ont pas encore été soumis aux organismes dirigeants des partis de gauche. Il n'empêche que ce cadre reste suffisamment lâche pour que les débats de fond resurgissent. D'autant, par exemple, qu'au sein même du parti socialiste des voix se font entendre pour que la gauche ne se limite pas à une simple « actualisation » de son programme commun mais l'approfondisse. Le C.E.R.S. demande, en effet, que soit réglé le problème toujours en suspens de l'Europe.

Comme l'a souligné vendredi 1^{er} avril M. Guy Gennesseaux, membre du secrétariat national du M.R.G., un risque existe qu'à travers le processus d'« actualisation »

l'équilibre actuellement réalisé entre les trois composantes de la gauche — soit rompu au profit de l'un ou l'autre des partenaires. — C'est un risque, ajoute-t-il, cependant, qu'il faut affronter sous peine de perdre une partie de sa crédibilité à la gauche qui ne peut se présenter devant les électeurs avec un programme dont on littra au mois de juin les cinq ans, et aussi, théoriquement, la fin de la législature pour laquelle il avait été élaboré.

La suggestion de M. Georges Marchais de préciser « les modalités et le calendrier d'application du programme commun » est également de nature à entraîner les négociateurs au-delà d'une simple « actualisation ». Toutefois, les dirigeants du P.S. ne sont pas hostiles à cette notion de calendrier. eux-mêmes avaient jeté les bases d'une telle répartition dans le temps de leur « séminaire de réflexion » du mois d'avril 1976 en prévoyant une application du programme commun en trois étapes. Ils souhaitent cependant à encore savoir vers quel horizon leurs partenaires communistes.

C'est pourquoi, plutôt que d'inaugurer le travail proposé par une rencontre « au sommet », les dirigeants du P.S. penchent pour une réunion du comité de liaison de la gauche. Cette instance, où siègent MM. Fiterman (P.C.F.), Bérégovoy (P.S.) et Loncle (M.R.G.), définirait de manière précise le cadre des discussions. Les textes déjà élaborés par les groupes de travail seraient examinés par les responsables politiques des trois partis. Dans l'esprit des dirigeants du P.S., la rencontre « au sommet » viendrait en quelque sorte clore la négociation plutôt qu'elle l'ouvrirait.

Les communistes, pour leur part, n'attendent pas passivement l'élaboration du programme commun renouvelé. Déjà ils annoncent une véritable campagne de propagande. Deux

THIERRY PFISTER.

M. CHEVÈNEMENT : un fossé au sein du P.S. modifierait le rapport des forces au sein de la gauche.

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, animateur du C.E.R.S. (comité de réflexion socialiste), évoque dans Paris-Match, daté 8 avril, la préparation du congrès de sa formation.

« Nous avons soutenu François Mitterrand pendant quatre ans, puis nous avons été rejetés dans la minorité au congrès de Pau (février 1976). Sans débat politique. Ce n'est pas parce que la minorité d'extrême gauche est un parti dans le parti. L'intérêt du parti socialiste est incontestablement d'être soudé face au pouvoir et face au parti communiste, mais son originalité est la volonté de participer aux décisions, liberté de discussion et discipline dans l'action. Si cette liberté n'était pas respectée, je ne vois pas pourquoi les militants

POLITIQUE

AUX JOURNÉES R.P.R. DES BAUX-DE-PROVENCE

M. Jacques Chirac : chacun dans la majorité doit s'exprimer librement

Avant de quitter, jeudi 31 mars, les Baux-de-Provence, où venait de prendre fin les Journées R.P.R., M. Jacques Chirac a accordé, dans une interview accordée à France-Info, « les ministres affectés d'une stratégie qui consiste à plaquer sur la majorité des structures qui ne sont pas faites pour elle ». Il a ajouté : « Nous sommes prêts à toutes les concertations, mais nous devons sortir de l'erreur qui consistait jusqu'à présent à vouloir fonder ensemble des structures représentant des courants politiques différents. » Il y a donc ce pays un courant chrétien, un courant radical, un courant indépendant et un courant gauchiste. Si l'on veut gouverner l'ensemble des voix de chacun d'entre eux, il est important de leur permettre de s'exprimer librement et de manière indépendante. »

À propos des déclarations qui venaient d'accompagner la composition du gouvernement, M. Chirac a estimé : « Ce n'est pas simplement avec une action d'ordre technique que l'on gouverne des élections politiques. Vous vous souvenez que M. Pinay, lorsqu'il a engagé le redressement nécessaire en son temps, sur le plan économique et financier, avait l'habitude de dire : « Dans un plan de redressement il y a 10 % de technique » et 90 % de politique. » Eh bien ! nous sommes encore plus dans cette situation aujourd'hui. »

Avant de se séparer, les parlementaires R.P.R. avaient été reçus à l'hôtel de ville des Baux, dans le maire R.P.R., M. Raymond Thullier, propriétaire d'un restaurant renommé, a été réçu au premier tour par 80 % des suffrages. Avec M. Chirac, il a gouverné la commune de Baux. Le président du R.P.R., à cette occasion, se tournant vers l'ancien garde des sceaux présent,

« a salué le retour d'Odoré Guichard, notre compagnon », déclarant que ce dernier « était redevenu dans les instances du mouvement la place éminente qui doit être la sienne ». Les élus gauchistes se sont retrouvés enfin sous le vaste hangar d'une « manade » des environs de Fontvieille en compagnie de plusieurs centaines de militants R.P.R. de la région. Après M. Chirac, qui a prononcé quelques mots à l'issue du repas, M. Michel Debré a fait un vibrant discours et il a été passionnément applaudi lorsqu'il a notamment lancé : « Nous n'avons plus le droit de nous contenter d'un pouvoir qui ne bénéficie plus de la confiance populaire. »

Debout, ses auditeurs ont longuement scandé le nom de l'ancien premier ministre, crié « Debré-de Gaulle », « Chirac-Chirac », avant d'entourer le député selon la plus pure tradition des manifestations gauchistes. Avant de regagner Paris jeudi dans la soirée, M. Jacques Chirac s'est rendu à Fontvieille, où il a pris la parole devant une réunion de chefs d'entreprise allemands. À propos de l'Europe, il a déclaré : « Les Européens craignent que le volonte ne fasse défaut et que l'élém de la construction européenne ne soit aujourd'hui dénotamment brisé. Mais est-ce vraiment me paraît excessif. Si la construction politique de l'Europe, ce sont les difficultés économiques actuelles qui font, à mon avis, peser la menace la plus grave sur son avenir. »

En fin, pour l'Europe, les voix de progrès existent encore. Pour cet effort, quelques notes apparaissent dont je citerai les principales : « maintient l'acquis communautaire actuel, réorienter certaines activités de la Communauté, assurer une gestion rigoureuse de nos économies et définir

la place de l'Europe dans le monde. » Au cours d'une conférence de presse, l'ancien premier ministre a estimé que le glissement de l'électorat vers la gauche lors de la consultation municipale devait être notamment imputé à l'insuffisance du chômage ainsi qu'au manque de détermination du pouvoirement dans la lutte contre l'inflation. »

M. Jacques Chirac a ajouté qu'« un Parlement européen muni de compétences législatives s'appliquerait la loi de l'Europe ». L'Europe, a expliqué M. Chirac, qui a assisté à une réunion du Conseil économique du parti chrétien démocrate (C.D.U.), « éclaterait et le Parlement européen prendrait des décisions que les différents gouvernements nationaux n'accepteraient pas. »

M. Chirac a estimé, d'autre part, qu'en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections législatives, la France « se retirerait » de l'Europe. « Les réformes que les socialistes et les communistes ont annoncées en cas de victoire, ne seraient pas acceptables pour l'Europe et la France devrait alors s'en retirer », a-t-il dit.

● PRECISION. — Dans le discours qu'il a prononcé jeudi 31 mars aux Journées parlementaires du R.P.R., M. Jacques Chirac a déclaré que le mouvement estimé « tout à fait inacceptable » non pas de faire croire aux Français qu'il y avait dans la majorité des formations politiques un changement de cap, mais qu'il était indigne par erreur dans nos premières éditions datées 1^{er} avril, mais « de faire croire que l'Europe n'était pas la majorité des formations politiques ouvertes au changement et d'autres qui ne le sont pas. »

Les communistes et l'État

À l'occasion de la sortie aux Éditions sociales de l'ouvrage « Les Communistes et l'État », de MM. Fabre, Hénock et Séve (« Le Monde » du 31 mars), l'Union des étudiants communistes a organisé, mercredi 30 mars à la Mutualité, un débat avec les auteurs. M. Louis Althusser a saisi cette occasion pour réaffirmer que jamais la réforme « des règles de fonctionnement du « centralisme démocratique » au sein du P.C.F. Le philosophe communiste, qui s'était opposé à l'abandon par son parti du concept de « dictature du prolétariat », infléchit sa position.

Il prépare ainsi les prochaines échéances de l'évolution du P.C.F. M. Lucien Séve, membre du comité central, directeur des Éditions sociales, a,

Le débat sur les Communistes et l'État, organisé par l'Union des étudiants communistes, salle de la Mutualité, a été précédé par une conférence de presse au cours de laquelle M. Lucien Séve a insisté sur le fait que l'ouvrage dont il est l'un des signataires « constitue un essai », qu'il n'est pas un texte officiel de la direction du P.C.F., qu'il n'a pas reçu d'imprimatur.

Abordant le problème de la dictature du prolétariat, M. Lucien Séve note : « Le XXII^e congrès a abandonné la stratégie de la dictature du prolétariat. Le concept en recherche continue et continuera à être au vie de concept, en recherche continue et il ne correspond plus à rien. »

Le premier intervenant, un jeune homme, s'élève de la sortie tardive du livre et estime qu'il aurait dû paraître six mois avant le congrès du P.C.F. Les militants communistes expliquent qu'il n'est pas possible de décider en connaissance de cause de l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. En outre, il reproche à l'ouvrage des Éditions sociales de ne répondre qu'à un transmissivisme stalinien de la dictature du prolétariat, et conteste le fait que le P.C.F. prétende ne lutter que contre une petite minorité d'agents des monarchies. « Le pouvoir d'une classe ne s'exerce pas seulement à travers une caste », note-t-il.

M. Séve répond à deux niveaux. En premier lieu, il insiste sur le fait qu'il ne faut pas confondre un concept et une stratégie, une méthode de la stratégie ne pouvant relever que d'une décision politique du parti et non de la théorie. En second lieu, il souligne que, sans se limiter à la période stalinienne, il ne faut pas vider la notion de dictature du prolétariat « du fait qu'elle reste une dictature ». C'est-à-dire « une limitation des libertés de l'adversaire de classe ».

Moment très attendu de la soirée, M. Louis Althusser prend la parole. Le philosophe répond tout d'abord à M. Séve qui avait affirmé, en s'appuyant sur une bibliographie, que l'abandon de la dictature du prolétariat a été discuté avant le XXII^e congrès du P.C.F. M. Althusser souligne : « On ne peut pas confondre la préparation bibliographique et orga-

en effet, indiqué, en réponse à M. Althusser, que la question des statuts est « ouverte » et sera à l'ordre du jour du prochain congrès.

La direction du P.C.F. se montre très attachée à prouver son respect du pluralisme à l'égard du parti en acceptant de plus en plus les discussions à l'intérieur. Le comportement personnel des dirigeants s'en trouve même modifié. C'est ainsi, par exemple, qu'on a pu voir M. Marchais échanger quelques mots, le 19 mars lors d'un concert, avec M. Roger Garaudy qui, en février 1970, a été éliminé des organismes de direction du P.C.F. et qui a ensuite quitté cette formation. L'heure des excommunications paraît révolue.

Nouvelle Critique, souligne que dès 1953 le P.C.F. avait effectué son autoritarisme sur les divisions entre le mouvement ouvrier et le prolétariat, science bourgeoise et science prolétaire, qu'il avait auparavant développées. « La période était contradictoire », note-t-il.

M. Lucien Séve s'élève, quant à lui, de la tendance qui semble se dégager et qui consiste à ne retenir du livre que les six pages qui, à la fin, traitent du centralisme démocratique. Il témoigne, lui qui est entré en 1951 au comité central du P.C.F., que les discussions sont aujourd'hui dans cette instance et le jour et la nuit par rapport à ce qui se passait au début des années 60. Répondant plus précisément à M. Althusser, le directeur des Éditions sociales estime qu'on ne peut enclouer qu'une question nouvelle surgisse dans le cours de la préparation d'un congrès, et il y voit le signe de la réalité de la discussion prolétaire. Il ajoute :

« La démocratie dans le parti s'approfondit, mais, dans le même esprit, le centralisme doit suivre le même mouvement dialectique. Les tendances sont la mort de la démocratie, la mort de la discussion réelle. Il n'y a qu'à se référer aux textes de Rodziarski quand il était secrétaire national du P.C.U. d'Edmond Maire l'an dernier, voire de Mitterrand, qui a été comme conclusion des élections municipales qu'il consistait de réserver les écrits dans son parti. »

La question des statuts du parti est posée pour notre prochain congrès. C'est une question ouverte, oui, c'est un sujet de réflexion. »

Le débat s'est prolongé notamment par une mise en cause de la direction de l'Union des étudiants communistes, accusée d'avoir tenté d'empêcher un débat sur les communistes et l'État organisé par le secteur « philosophie » de la Sorbonne, avec la participation de M. Althusser (« Le Monde » du 23 février). Le congrès de l'U.E.C. a, en outre, été présenté comme « une grande messe sans réel débat ».

(1) André Marty de la mer Noire en avril 1919. André Marty avait été accusé, en septembre 1932, de « fractionnisme », de « compléisme » et d'« activisme ». Il avait été nommé secrétaire du P.C.F. en 1934. Il a été élu secrétaire du P.C.F. en 1935. André Marty est mort en novembre 1955.

samedi 2 avril, et jours suivants

AUTORISATION PREFECTORALE N°002

avant travaux

LIQUIDATION TOTALE DU FABULEUX STOCK FOURRURES DU NORD

à des prix que vous ne reverrez jamais plus

Tous les articles existent en quantité importante

COLLECTION PRESTIGE

Manteaux Vison black diamond, blackgama, emba, saga, majestic, blanc, pastel, koh.i.noor, saphir, lunarine, etc.

ESCOMPTE : 15, 20, 25, 30 %

Manteaux Castor, Zibeline, Chinchilla

ESCOMPTE : 15 à 40 %

Manteaux longs et capes du soir

ESCOMPTE : 20 à 50 %

MANTEAUX

PRIX liquidation

Agneau	1250f	450 f
Lapin cotelé	1250f	580 f
Lapin bariolé	1450f	650 f
Flanc de marmotte	1150f	850 f
Lapin Nankin	1450f	950 f
Marmotte morceaux	1750f	1150 f
Pahmi	1850f	1150 f
Ragondin	1850f	1150 f
Mouton	2450f	1350 f
Patte d'astrakan	2650f	1450 f
Vison morceaux	2450f	1650 f
Astrakan	2450f	1650 f
Chevrete	2150f	1650 f
Astrakan morceaux	2450f	1750 f
Mouton castor	2850f	1850 f
Patte d'astrakan	3250f	1850 f
Astrakan pleines peaux	3450f	2150 f
Pahmi	3450f	2150 f
Agneau de Toscane	3250f	2150 f
Murmel	3450f	2350 f
Patte de guanaco	4350f	2450 f
Ragondin	3850f	2450 f
Opossum	3850f	2650 f
Queue de vison	4350f	3450 f
Astrakan swakara	6250f	4250 f
VESTES		
Lapin Patchwork	750 f	460 f
Lapin Nankin	1150f	750 f
Agneau Toscane	1850f	1250 f
BLOUSONS		
Lapin bordé cuir véritable	320f	190 f

EXCEPTIONNEL ! CREDIT GRATUIT

Garantie totale sur tous vos achats

115, 117, 119, rue La Fayette.

PARIS 10^E

(Près Gare du Nord)

Magasin ouvert tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h 30

sauf le dimanche

POLITIQUE

TROIS POINTS DE VUE

Les « chocs en retour » de la croissance

par PHILIPPE BRAUD (*)

LA poussée de l'union de la gauche, continue depuis six ans, s'est encore confirmée de manière éclatante aux « municipales », manifestement télescopées par les préoccupations nationales. Ce qui est moins clair, comme toujours, c'est la réponse à la question du pourquoi.

Ici, l'on invoque la crise économique, l'inflation et la montée du chômage. Mais des villes ou des régions très inégalement touchées ont basculé ensemble à gauche. Là, on met en avant les désagréments de la majorité. Or celle-ci réside comme tous les ans bien à Paris et dans les régions dans des villes où elle était unie, voire là où la gauche était démunie (Saint-Brieuc, Villeneuve). Alors, on le voit, la poussée de la gauche, notamment socialiste, au développement des nouvelles couches techniques et aux nouveaux résidents dans les agglomérations à forte croissance. Mais la percée des socialistes et des communistes affecte aussi des zones rurales ou des petites villes.

A dire vrai, toutes ces hypothèses peuvent être valables à condition d'être intégrées dans une explication structurée qui fasse leur part aux mécanismes psychologiques de formation des choix de l'électeur.

Tous les votants, quels qu'ils soient, sont mus à la fois par la recherche de la sécurité et par des raisons d'espérer. Ces deux aspirations, très puissantes mais très diffuses, revêtent un contenu pluridimensionnel variable selon la conjoncture économique ou politique, mais variable aussi selon les catégories sociales, leur situation matérielle, leur statut sociologique, leurs traditions culturelles (religion notamment), leur vulnérabilité à tel ou tel circuit d'informations.

La recherche de sécurité est stimulée aussi bien par le déclinement du désordre dans la rue, le déferlement de la crise économique qui menace emploi ou pouvoir d'achat, que par la peur du communisme, du fascisme, voire plus simplement par l'impression de ne plus être suffisamment gouvernés, dirigés, protégés. Des préoccupations d'ordre matériel interfèrent constamment, plus ou moins, avec des préoccupations d'ordre idéologique et psychologique.

A l'inverse, les électeurs recherchent des raisons d'espérer lorsqu'ils sont à la fois insatisfaits et convaincus, peu ou prou, qu'un changement profitable est possible. Là encore, alternativement chez eux des investissements sur le plan concret : désir d'améliorer leur revenu, leur situation sociale (éléments matériels et psychologiques confondus), désir de conditions concrètes d'existence dans un cadre de vie mieux aménagé ou mieux protégé des agressions de la société industrielle. Il faut aussi mentionner cette tendance à ériger le suffrage universel, de façon très éphémère mais parfois intense, en lieu d'investissement de désirs irréalisables et inavoués : quête de rapports sociaux plus chaleureux, plus festifs, plus fraternels, ou au contraire phantasmes de violence et de revanche. S'il n'y avait cette corde toujours prête à vibrer, comment expliquer l'explosive résonance de thèmes de propagande aussi efficaces que : « Sortez les sortants » (gaullistes 1958), « Attention ils reviennent » (gaullistes 1962), « Changeons la vie ensemble » (P.S. 1973-1977).

La succès d'une formation politique repose sur son aptitude à capitaliser au maximum ces aspirations. En général, les formations de droite, surtout lorsqu'elles sont au pouvoir, jouent surtout sur le registre de la sécurité. Or, depuis sept ans, elles démontrent, même sur ce terrain, une faiblesse croissante. Tout d'abord, avec le temps, s'estompe le souvenir des désordres de mai 1968 qui avaient joué un si grand rôle dans l'effondrement de la gauche institutionnelle. La crise économique larvée et l'inflation qui impute le pouvoir d'achat démontrent l'impuissance déjà ancienne de la majorité : d'où perplexité et incertitudes dans ses bastions traditionnels. A cela s'ajoutent le spectacle de dissensions et un doute croissant sur l'aptitude du chef de l'Etat à tenir énergiquement la barre.

Faute de sécuriser, la majorité peut-elle au moins répondre aux aspirations nouvelles ? Cela lui est difficile, malgré les efforts du gaillardisme pour se démarquer quelque peu du gaullisme. En effet, les multiples insatisfactions matérielles et psychologiques qui traversent le pays trouvent en grande partie leur origine dans une sorte de « choc en retour » de la croissance économique des années 1960 à 1975, conduite

sous le double signe du libéralisme et de l'interventionnisme bureaucratique. L'urbanisation accélérée, la modification de la structure socio-professionnelle des agglomérations, l'agression du tissu rural, ont multiplié les problèmes d'adaptation et les sources de frustrations et de mécontentement : ceux des « victimes de la croissance » (petits commerçants et entrepreneurs éliminés par la « restructuration » de la distribution et de la production, ou, à l'inverse, ceux qui ont vu leur niveau de vie s'élever, mais qui ont vu leur cadre de vie, aux restrictions qui affectent leur pouvoir dans l'entreprise).

Tout naturellement, les retombées négatives de la grande mutation sociale et économique des vingt dernières années sont imputées à ceux qui s'identifient (ou sont identifiés) à la « modernisation » de l'appareil économique : c'est-à-dire à la majorité accablée au pouvoir, de façon continue, pendant cette période.

Au contraire, la gauche une dispose des atouts inverses.

Elle fait moins peur, notamment dans sa composante communiste : le P.C.F. a réussi à modifier l'image qui était la sienne, et il a pris ses distances à l'égard de l'U.R.S.S. De toute façon, c'est la gauche qui est investie aujourd'hui, malgré sa discrétion actuelle, du rôle de « gros méchant loup » sur la scène politique. La gauche une s'écarterait également parce qu'elle paraît devoir accéder au pouvoir par étapes à un rythme qui permet une certaine accoutumance aux nouvelles données politiques de la part des électeurs les plus timides.

Mais, surtout, l'union de la gauche paraît porter des plus vastes espoirs, et ceci pour trois raisons au moins.

Elle est unie. Or la puissance magique d'attraction de l'union ne doit pas être sous-estimée, car l'union connaît des thèmes comme la cohésion pacificatrice, la force, la fraternité.

Elle est non compromise. Après une aussi longue marche dans le désert, dépourvu de pouvoir, la gauche est perçue comme une force neuve — et cela d'autant plus qu'il y a eu un profond renouvellement de sa base militante et de ses élus. C'est à la lumière de cette observation que doit s'apprécier le fait que la poussée de la gauche est plus forte là où elle était traditionnellement moins bien implantée : l'Ouest par rapport au reste de la France, et dans l'Ouest, Brezel, Rennes ou Vannes plutôt que Lorient, Le Trégor, ou même Saint-Brieuc.

Elle est perçue comme fiable. En effet, le programme commun, aux yeux des électeurs, a moins d'importance pour son contenu (qui l'a lu ?) que pour son existence intrinsèque. La gauche sait ce qu'elle veut, sait ce qu'elle fera. A la logique du programme s'ajoutent la mise en valeur de ses experts, notamment économistes, celle de ses diagnostics sur la crise, et la tranquille assurance de ses leaders. Justifiée ou non, une « aura » est créée.

On peut donc s'attendre, en 1978, à la confirmation de cette tendance fondamentale qui rapproche la gauche une du pouvoir et au franchissement d'une première étape décisive. Cela d'autant plus que les électeurs hésitants pourront toujours se rassurer en pensant que l'Elysée demeure hors d'atteinte, pendant un temps. Mais il est clair aussi que le rassemblement des mécontentements, ceux des « victimes » et ceux des « insatisfaits » de la croissance, appartenant les premiers aux secteurs traditionnels, les autres à la société, est un rassemblement hétéroclite. Les dirigeants de la gauche ne sont pas des objectifs de croissance : le spectre du chômage les en dissuaderait, de toute manière. Pourront-ils alors réussir à donner à celle-ci un autre contenu qui réduise ses colles en privant ses avantages ? L'enjeu est majeur et, disons-le, risqué. Car plus les aspirations sont fortes, plus il est dangereux de les décevoir.

(*) Professeur de sciences politiques à l'université de Rennes, auteur de « Comportement électoral en France (P.O.U., coll. « SUE » - la Politique », 1974).

Des électeurs conscients

par JACQUES ELLUL (*)

LES réflexions concernant le triomphe de l'union de la gauche aux élections municipales ne sont pas épuisées malgré tout ce qui a été dit à ce sujet. Il convient de les poursuivre. Par tradition personnelle, je serais plutôt satisfait de cette orientation à gauche, mais je reste perplexe devant tant de malentendus. Et l'un de mes étonnements a été provoqué par les nombreux articles soulignant la clairvoyance, l'indépendance, la maturité des électeurs, qui ne se sont pas laissés mener comme un troupeau par la propagande gouvernementale. C'est ce point que je voudrais reprendre ici.

Il était de tradition de dire que les élections municipales ne sont pas des élections politiques, et ne sont pas significatives à ce sujet. Or celles-ci, tout le monde en est d'accord, sont, au contraire, des élections politiques.

Autrement dit, les électeurs n'ont pas choisi celui qui pourrait être le meilleur gestionnaire municipal ni celui qui présentait le programme municipal le plus sérieux (d'ailleurs tous ces programmes, j'en ai vu un certain nombre) étaient identiques : s'occuper des jeunes, des vieux, améliorer le sort des travailleurs immigrés, faciliter la circulation, alléger les impôts et la pesanté administrative ; tout le monde, à droite et à gauche, promettait la même chose). Ils ont choisi entre une liste de droite et une liste de gauche en votant de ce fait même dans le brouillard et dans une parfaite innocence ! Ils ont exprimé qu'ils en avaient assez de l'orientation actuelle, de l'incapacité à résoudre les problèmes de cette société, et qu'ils voulaient changer le personnel politique, ce que je comprends fort bien !

Mais cela dit, il faut voir de plus près : le « nihilisme » sur les caractères faillibles de la division presque bicentenaire entre droite et gauche n'est pas la seule droite qui représente une gauche et une droite parfaitement dénuées à l'extrême. Je voudrais par contre insister sur deux points. Tout d'abord la gauche est-elle susceptible de résoudre les deux problèmes qui sont devenus le cheval de bataille (mais qui, certes, sont aussi bien réels) : l'inflation et le chômage ? C'est là-dessus que les électeurs ont rejeté la « droite ». Or strictement rien dans le programme commun ne se présente comme un ensemble de solutions effectives. Nous nous trouvons sur ces questions en présence d'affirmations non démontrées et d'incantations pas beaucoup plus. J'ai relevé dans des déclarations de candidats de gauche des affirmations comme :

« Nous ne nous laisserons pas enfermer dans le dilemme : augmenter les impôts locaux pour satisfaire les besoins de la commune ou bien limiter la pression fiscale en réduisant les réalisations d'intérêt collectif... » C'est très bien. Mais on ne dit pas comment on va faire.

Il en est de même pour la plupart des déclarations du programme concernant l'inflation et le chômage. Bien plus, en admettant que ce programme puisse d'un point de vue théorique répondre à ces deux grandes difficultés, il ne pourrait le faire qu'en étant appliqué partiellement et sans obstacle : je dirais qu'il n'est satisfaisant qu'en laboratoire, dans un vide parfait. Mais dans ce vide, la droite serait aussi capable de trouver une issue à ces deux situations, qui, il ne faut pas l'oublier, sont catastrophiques pour les ouvriers, mais également pour le régime capitaliste !

La droite se empêche d'appliquer son programme par les blocages de la gauche, l'action syndicale, etc. Mais il ne faut pas s'imaginer que la gauche au pouvoir gouvernera plus facilement : elle sera empêchée d'appliquer son programme par les moyens de blocage que possède la bourgeoisie. Chacun des deux groupes a une arme, et est évidemment décidé à empêcher l'autre de gouverner : c'est comme cela que depuis cinq ou six ans se pose la situation concrète. Il ne faut pas espérer que la gauche, dans ces conditions, puisse résoudre ni l'inflation ni le chômage. Croire le contraire, ce que les électeurs ont fait, c'est céder à une parfaite illusion, et vivre dans le rêve.

IMMENSE GARDE-MEUBLES
BAILLY
148 AV. DU MAINE
75014 PARIS
567.43.00

De l'illégalité de M. Chirac...

par HERVÉ LAMARRE (*)

AINSI donc, M. Jacques Chirac, « dans un assourdissement tohu-bohu », ne cessait d'affirmer sa légitimité, et oserait même affirmer que, pour lui, la légitimité dépasse la légalité !

Il paraîtrait aussi (écrit M. Gilbert Comte dans le Monde daté 27-28 mars) qu'un élu ne saurait tenir un « surcroît de force » de sa consécration répétée par les suffrages du peuple.

M. Comte affirme enfin que, « selon la tradition gaulliste elle-même, nul ne détient plus vraiment, depuis la mort du général de Gaulle, cette légitimité dont l'ancien premier ministre parla de Japon et y prisaient. S'agissait-il par hasard d'incarner ? Le nom de quel juste ciel ? »

Il paraît intéressant de savoir, en effet, ce qu'est vraiment la légitimité, et de connaître qui, aujourd'hui, l'incarne. D'après M. Comte, ce ne saurait être M. Jacques Chirac. D'autres lui répondraient que c'est sûrement M. Mitterrand. D'autres encore que la légitimité ne saurait exister hors de la magistrature suprême. Mais M. Léon Noël me rappelle que, pour le général de Gaulle, la légitimité, c'était « l'accord profond entre l'histoire nationale et l'homme qui l'a possédé. Elle est donc, en son essence, une légitimité ».

M. Léon Noël (qui fut président du Conseil constitutionnel) précisait naguère les conditions dans lesquelles le pouvoir était, ou non, légitime :

- 1) Il doit être légalement constitué ;
- 2) Il doit recevoir constamment l'assentiment populaire ;
- 3) Il doit agir dans le sens rigoureux et unique de l'intérêt national.

Qui détient donc la légitimité ? Laissons répondre celui qui, en son temps, fut l'incarnation même de cette légitimité, le général de Gaulle (1) :

« ... Il ne peut y avoir de gouvernement français légitime qui ait cessé d'être indépendant. Un appel venu du fond de l'histoire, ensuite l'instinct du pays, m'ont amené à prendre en compte le trésor en déshérence, à assumer la souveraineté française. C'est

moi qui détienne la légitimité. C'est en son nom que je puis appeler la nation à l'unité, imposer l'ordre, la loi, la justice, exiger au-delà du respect des droits de la France. Dans ce domaine, je ne saurais le moins du monde renoncer, ni même transiger. »

« J'empêcherai de tout, depuis deux mille ans que se déroule son histoire. Le peuple français a décidé, par instinct et par raison, de satisfaire aux deux conditions sans lesquelles on ne fait rien de grand et qui sont l'ordre et l'indépendance. L'ordre républicain, sous la seule autorité valable, celle de l'Etat ; l'indépendance, celle qui permet de bâtir légalement et rationnellement l'édifice du renouveau. »

« Qu'il s'agisse là d'une faillite de l'Etat, cela n'est pas contestable. Dans son esprit, le peuple français en a, d'ailleurs, déjà été la conclusion. Quoi qu'il en soit, j'étais seul. Fallait-il me faire ? C'est pourquoi j'ai entrepris l'action qui me semblait nécessaire pour que la France n'abandonnât pas la lutte et pour appeler, en France et hors de France, tous les Français à continuer le combat. Est-ce à dire que mes compagnons et moi nous nous soyons posés à aucun moment comme le gouvernement de la France ? En aucune manière. Nous avons vu se créer en France une sorte de mystique dont nous sommes le centre et qui unit, peu à peu, tous les éléments de la résistance. Les intérêts de la France, qui donc, sans nous-mêmes, pourraient les représenter ? Faut-il que la France soit muette pour ce qui la concerne ? Ou bien faut-il que ses affaires soient traitées avec les Nations unies par les gens de Vichy ? »

Tout rapprochement entre la philosophie de l'action du général de Gaulle et la situation politique présente ne serait évidemment qu'accidentel.

Il semblerait pourtant qu'on puisse en 1977 être, comme naguère, « revêtu de l'appareil de la légitimité » sans pour autant la détenter, et que, comme naguère, la légalité s'efface devant la légitimité de l'homme d'Etat le peuple décideur : ce sa force incarne profondément l'instinct national.

(*) Professeur, ancien directeur de la rédaction de l'Unité, militant R.P.R.

ARBRES, LISEZ :

CHARLIE HEBDO

JE L'AIME

WOLINSKI

TOUS LES JEUDI - 4F50

**TREC
EPED
SIMMON**
Les 3 grands noms
littéraires
d'aujourd'hui
CAPEL
UNION GRAY
37, Avenue
PARIS

مكتبة النخيل

APRÈS LE SCRUTIN MUNICIPAL DU 20 MARS

Les nouveaux maires des villes de plus de trente mille habitants

Nous publions ci-dessous le tableau des nouveaux maires des villes de plus de trente mille habitants, qui fait apparaître — plus particulièrement en ce qui concerne le P.S. — le renouveau des élus. Les villes concernées sont, d'une part, celles qui sont passées de la majorité à l'opposition, ou vice-versa, les 12 et 20 mars, et, d'autre part, celles qui n'ont pas changé d'orientation politique mais dont les maires sortants n'ont pas demandé le renouvellement de leur mandat. Ces dernières villes sont signalées par un astérisque.

ment des élus. Les villes concernées sont, d'une part, celles qui sont passées de la majorité à l'opposition, ou vice-versa, les 12 et 20 mars, et, d'autre part, celles qui n'ont pas changé d'orientation politique mais dont les maires sortants n'ont pas demandé le renouvellement de leur mandat. Ces dernières villes sont signalées par un astérisque.

tation politique mais dont les maires sortants n'ont pas demandé le renouvellement de leur mandat. Ces dernières villes sont signalées par un astérisque.

VILLE	MAIRE	PROFESSION	ÂGE
PARTI COMMUNISTE			
Antony (Hauts-de-Seine)	M. André AUBRY, sén.	Ajuteur	45 ans
Argenteuil (Val-d'Oise)	M. ROBERT MONTDARGENT, dép.	Journaux	43 ans
Athis-Mons (Essonne)	Mme Pauline CHEMIER	Employée	49 ans
Bédiers (Hérault)	M. Paul BALMIGÈRE, dép.	Ouvrier agricole	68 ans
Bourges (Cher)	M. Jacques RIMBAULT	Ouvrier ajusteur	47 ans
Châlons-sur-Marne (Marne)	M. Jean RUFFIER	Employé S.N.C.F.	51 ans
Chelles (Seine-et-Marne)	M. Gérard BORDU, dép.	Electricien	45 ans
Evreux (Eure)	M. Roland PLAISANCE	Inspecteur à la Séc. soc.	51 ans
Gagny (Seine-Saint-Denis)	M. Claude FAVRETTO	Inspecteur	35 ans
Grasse (Alpes-Maritimes)	M. Georges VASSALO	Professeur de C.E.S.	40 ans
Honfleur (Calvados)	M. Eugène SELEKOVITCH	Interprète	56 ans
La Clusaz (Bouches-du-Rhône)	M. Georges ROMARD	Cadre retraité	70 ans
La Mure (Isère)	M. Robert JARRY	Ouvrier du bâtiment	52 ans
Montigny (Ailier)	M. Pierre GOLDBERG	Chef de secteur P.T.T.	38 ans
Nancy-le-Grand (Seine-Saint-Denis)	Mme Marie-Thérèse GOUTMANN, sén.	Enseignante	43 ans
Polisy (Yvelines)	M. Jean TRICART	Ancien agriculteur	61 ans
Reims (Marne)	M. Claude LAMBLIN	Inspecteur	39 ans
Saint-Etienne (Loire)	M. Joseph SANGUÉDOLCE	Ouvrier mineur	57 ans
Saint-Quentin (Aisne)	M. Daniel LE MEUR, dép.	Ouvrier métallurgiste	37 ans
Sevran (Seine-Saint-Denis)	M. André VERGNIAUD	Mécanographe	45 ans
Tarbes (Hautes-Pyrénées)	M. Paul CHASTELLAIN	Ouvrier ajusteur	56 ans
Thionville (Moselle)	M. Paul SOUFFRIN	Médecin	44 ans
Vaux-en-Velin (Rhône)	M. Jean CAPPEVIC	Ouvrier ajusteur	43 ans
Vierzon (Cher)	M. Fernand MICOURAUD	Ouvrier technicien	53 ans
Villeneuve-St-Georges (Val-de-Marne)	M. Roger GAUDON, sén.	Ouvrier pelletier	54 ans

PARTI SOCIALISTE			
Aix (Tarn)	M. Michel CASTEL	Professeur d'école normale	38 ans
Alençon (Orne)	M. Pierre MADGER	Conseiller pédagogique	51 ans
Angers (Maine-et-Loire)	M. Jean MONNIER	Directeur d'un foyer de travailleurs	45 ans
Angoulême (Charente)	M. Jean-Michel BOUCHERON	Enseignant	31 ans
Aurillac (Cantal)	M. René SOUCHON	Directeur d'orientation	34 ans
Beauvais (Oise)	M. Walter AMSEL	Pharmacien	45 ans
Belfort (Territoire de Belfort)	M. René GRHANT	Avocat	59 ans
Besançon (Doubs)	M. Robert SCHWINT, sén.	Directeur de collège	45 ans
Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)	M. Guy LENOAGNE	Professeur	43 ans
Bourg-en-Bresse (Ain)	M. Louis ROBIN	Assureur	54 ans
Brest (Finistère)	M. Francis LE BLA	Chef de travaux à l'arsenal	47 ans
Castres (Tarn)	M. Jean-Pierre GABARROU	Médecin pédiatre	32 ans
Chambéry (Savoie)	M. Francis AMPE	Directeur	33 ans
Charleville-Mézières (Ardennes)	M. Jean DELAÏTRE	Censeur de lycée	54 ans
Chartres (Eure-et-Loire)	M. Georges LEMOINE	Maître-assistant à la Sorbonne	42 ans
Cherbourg (Manche)	M. Louis DARINOT, dép.	Pharmacien	52 ans
Clichy (Hauts-de-Seine)	M. Gaston ROCHE	Pharmacien	54 ans
Compiègne (Seine-et-Marne)	M. Michel ROGARD	Inspecteur des finances	46 ans
Créteil (Val-de-Marne)	M. Laurent CATHALA	Surveillant des services médicaux	31 ans
Dreux (Eure-et-Loire)	Mlle Françoise GASPARD	Professeur	31 ans
Epinal (Vosges)	M. Pierre BLANC	Retraité des P.T.T.	63 ans
Evreux (Eure)	M. Jean-Jacques PERRON	Médecin	41 ans
La Roche-sur-Yon (Vendée)	M. Jacques AUSTIETTE	Censeur de lycée	38 ans
Le Creusot (Saône-et-Loire)	M. Camille DUFOUR	Ouvrier tourneur	51 ans
Le Havre (Seine-et-Loire)	M. Michel-Antoine BOGNARD	Avocat	37 ans
Marais-la-Jolie (Yvelines)	M. Paul PICARD	Inspecteur	33 ans
Metz (Moselle)	M. Jean LION	Professeur de C.E.G.	35 ans
Montpellier (Hérault)	M. Georges FRÈCHE, dép.	Universitaire	38 ans
Nantes (Loire-Atlantique)	M. Alain CHENARD	Ingénieur	40 ans
Nîmes (Gard)	M. André PUJOL	Cadre S.N.C.F.	56 ans
Orléans (Loiret)	M. Jacques SAINTROT	Maître-assistant	39 ans
Reims (Marne)	M. Edmond BERVÉ	Professeur à la faculté de droit	34 ans
Rennes (Ille-et-Vilaine)	M. Jean AUROUX	Professeur de C.E.T.	35 ans
Roubaix (Nord)	M. Georges FILLIOUX, dép.	Journaliste	46 ans
Rouen (Seine-Inférieure)	M. Jacques BADET	Professeur	34 ans
Saint-Chamond (Loire)	M. Jean-Marc AYRAULT	Professeur	27 ans
Saint-Herblain (Loire-Atlantique)	M. Louis CHOPFER	Agriculteur	46 ans
Saint-Malo (Ille-et-Vilaine)	M. Louis GIBEAU	Cadre	34 ans
Saint-Priest (Rhône)	M. Alfred MULLER	Instituteur spécialisé	36 ans
Schiltigheim (Bas-Rhin)	M. Pierre PROUVOST	Directeur de société	44 ans
Toulon (Var)	M. Guy CHATILLIER	Journaliste	55 ans
Tourcoing (Nord)	M. Rodolphe PESCE	Professeur	43 ans
Valence (Drôme)	M. André POUTISSOU, dép.	Sous-directeur de C.E.S.	52 ans
Villeneuve-sur-Saône (Rhône)	M. Gérard CAUDRON	Professeur de lycée	32 ans
Villeneuve-d'Ascq (Nord)	M. Charles KERNU	Cadre publiciste	54 ans
Villeurbanne (Rhône)			

MAJORITÉ

Cambrai (Nord)	M. Jacques LEGENDRE, dép. (R.P.R.)	Professeur	35 ans
Nancy (Meurthe-et-Moselle)	M. Claude COULAIS, secr. St. (R.L.)	Directeur de société	55 ans
Quimper (Finistère)	M. Marc BECAM, dép. (R.P.R.)	Ingénieur	45 ans
Saint-Germain-en-Laye (Yvelines)	M. Michel FERRARD (R.P.R.)	Journaliste	47 ans
Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne)	M. Jean-Louis BRAVIMONT	Professeur de médecine	51 ans
Vannes (Morbihan)	M. Paul CHAPPEL (R.L.)	Enseignant	59 ans
Versailles (Yvelines)	M. André DAMEN (C.D.S.)	Avocat	47 ans

CORRESPONDANCE

Le cas Millierand

Le docteur Fauré-Viel nous écrit au sujet d'une lettre de M. Raymond Offroy publiée dans le Monde du 20 mars :

Le président Millierand n'a pas seulement essayé d'influencer les électeurs. Il a, d'abord, la nouvelle Chambre en investissant comme président du conseil un homme de droite, François Mitterrand. Les députés lui ayant refusé leur vote de confiance, qui dans la Constitution d'alors était nécessaire pour que le choix présidentiel fût définitif, Alexandre Millierand n'avait plus le choix qu'entre sortir de la légalité ou partir.

LÉGAL ET LÉGITIME

A la suite de la publication, dans le Monde daté du 20-21 mars, de la lettre d'un de nos lecteurs, qui estimait « légal mais obéissant » le cas d'une petite commune du Vaucluse, Vénasque, dont les résidents ne constituaient qu'une minorité de électeurs inscrits, le maire de cette commune, M. Rapetti, nous écrit :

« Votre correspondant de Vénasque, M. Berrier, n'ignore pas que les membres de la communauté de Notre-Dame-de-Vie participent activement depuis un demi-siècle au développement et à la prospérité de notre commune. Le droit de vote est accordé, me semble-t-il, à tout citoyen. Alors pourquoi vouloir exclure une catégorie, ce qui d'ailleurs ne changerait rien au résultat des élections, la liste opposée accusant une baisse régulière de ses suffrages à chaque scrutin. Dans notre liste, il n'y a pas de femmes, dont une mère de famille. On sont donc les quatre religieuses, sinon dans l'imaginaire de votre correspondant ? Peut-être pensait-il devenir le maire de notre village, mais hélas ! il lui manquait quelques centaines de voix et beaucoup d'expérience. »

RÉÉLU MAIRE DE MARSEILLE

M. Defferre laisse cinq postes d'adjoints à la disposition des communistes

De notre correspondant régional

Marseille. — Pour la cinquième fois consécutive, M. Defferre a été élu maire de Marseille, jeudi 31 mars, par cinquante-six voix. Les sept élus (six P.C. et un gaulliste de progrès) du groupe de la gauche et des démocrates se sont volontairement abstenus de participer au scrutin ainsi qu'au vote pour la désignation des treize adjoints complémentaires et des neuf adjoints d'arrondissement (le Monde du 30 mars).

Cependant, M. Defferre a demandé à ses collègues de laisser vacants cinq postes d'adjoints réservés aux candidats éventuels du parti communiste. « Nous n'attendons pas six ans, mais nous serons patients et nous sommes prêts à discuter en ce qui concerne les délégations puisqu'elles sont attribuées et retirées par arrêté du maire », a-t-il déclaré.

En refusant de participer à la municipalité, a conclu le maire, les communistes et gaullistes de progrès « renoncent à représenter leurs électeurs dans l'exécutif municipal, renoncent à participer au travail au service de la cité, renoncent à être associés au bien des réalisations au terme du mandat municipal et refusent de créer pour l'avenir les conditions les plus favorables à une liste communiste ».

Il paraît peu probable que les communistes reviennent sur leur décision, du moins pas avant l'échéance des élections législatives de mars 1978. Leur souci est, dans l'immédiat, d'expliquer la position qu'ils ont adoptée « pour une union de la gauche claire et loyale à Marseille ». La lettre ouverte adressée par M. Lasserre à M. Gaston Defferre va être, à cet effet, largement diffusée par les militants du parti. Les dirigeants communistes se sont bien voulu également expliquer, dans la foulée, les bons résultats qu'ils ont obtenus aux municipales, puisque les listes d'union de la gauche et des démocrates ont progressé, en pourcentage, dans tous les secteurs de Marseille, sauf dans le 4^e et le 8^e, et ont recueilli vingt mille suffrages de plus qu'en 1971.

Mlle Irma Rapetti a été élue au poste de premier adjoint, occupé dans la municipalité précédente par M. Jacques Rastoin, ancien sénateur indépendant des Bouches-du-Rhône.

Aucun changement important n'est intervenu dans la répartition des autres postes d'adjoints. Le troisième adjoint est M. Adolphe Falidoni (G.A.M.) directeur de l'ASSEDIC des Bouches-du-Rhône, qui était dix-huitième adjoint dans la municipalité précédente. Les postes de quatrième, cinquième et sixième adjoints sont occupés respectivement par MM. Jean Masse, député (P.S.), Antoine Andrieux, sénateur (P.S.), et René Cimé, président du G.A.M. de Marseille, et ancien pré-

sident de la confédération des comités d'intérêts de quartier. M. Charles-Emile Loo, député (P.S.), premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, et ancien vice-président de l'Assemblée nationale, est septième adjoint. Les socialistes ont dix adjoints, le G.A.M. trois, le Groupe d'action économique et sociale (G.A.E.S.) deux, le M.R.G. un, le dernier poste revenant à M. Charles Tréda, directeur de la S.N.C.F. pour la région Sud-Est, élu au titre de personnalité.

G. P.

A Paris

LE GROUPE COMMUNISTE PROTESTE A SON TOUR CONTRE L'INTERDICTION DES MAIRIES D'ARRONDISSEMENT AUX ÉLUS DE LA GAUCHE.

Après les conseillers socialistes (le Monde du 1^{er} avril), le groupe communiste du Conseil de Paris proteste contre « la décision de M. Jacques Chirac d'interdire aux élus des secteurs où la gauche est majoritaire de recevoir les personnalités et les organisations dans les salons des mairies d'arrondissement ». Selon M. Henri Maillat, secrétaire du groupe, le maire, pour prendre cette décision, s'appuie sur un arrêté préfectoral datant de 1950, selon lequel les salons des mairies, à Paris, sont accessibles aux seules associations charitables ou culturelles. C'est ainsi qu'après les mairies du onzième et du treizième arrondissement (le Monde du 1^{er} avril) les conseillers de l'union de la gauche n'ont pu recevoir les personnalités qu'ils avaient invitées, jeudi 31 mars, dans les salons des mairies du dix-huitième et du vingtième arrondissement. MM. Pichon pour le P.C. Guidoni pour le P.S. et Maillat pour les radicaux de gauche, ont ensuite pris la parole pour critiquer cette interdiction. Dans ces conditions, les élus communistes estiment que Paris vit aujourd'hui « comme au temps des prétextes : les mairies restent des enceintes interdites à la vie sociale et démocratique ». Ils s'élèvent également contre la désignation d'officiers municipaux « sans consultation des élus d'arrondissement » et contre « la nomination dans les secteurs où les listes d'union de la gauche sont majoritaires, de délégués du maire de Paris choisis parmi les membres de la majorité ».

Les enceintes : fiez-vous à vos oreilles, pas à des préjugés.



Enceintes Yamaha NS 1000



Quartz-HiFi 4

1 - Plaque Technique SL 1500 (câble ABC XLII)
2 - Ampli Dorel PMA 700
3 - Enceintes Yamaha NS 1000

11.950 F

sont les vrais critères. Ceux-là même que nous avons utilisés pour choisir les Yamaha NS 1000. Venez les écouter avec nous. Et prendre les "Dossiers Quartz-HiFi" que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ-HIFI

Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle
Paris 31, bd Sébastopol
Marseille 38, av. J. Cantini (M^e Castellane)

**TRÉCA
EPÉDA
SIMMONS**
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :
CAPELOU

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 10^e M TEL. 357.46.55
Métro : Parmentier

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

L'absentéisme des instituteurs

Les gauchistes
et les communistes

à l'université de Vincennes

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Jean Borrelli et Jacques Ramet, maîtres-assistants en département de philosophie de l'université de Paris-VIII-Vincennes, et membres du collectif de rédaction de la revue "Logiques".

Le 26 mars 1977 rend compte, en rubrique "Éducation", la cérémonie d'adieu au programme commun organisé rue de Rennes sous la présidence de M. François Vincent.

Nous voulons indiquer que l'absentéisme n'y a quand même pas été absolu et qu'en particulier nous avons refusé de nous y rendre et d'y présenter le programme commun. Nous publions nos travaux. Nous savons que la plus haute union est nécessaire entre tous ceux qui veulent préserver l'expérience vinciennaise, mais nous sommes absolument d'accord sur la défense des libertés acquises à Vincennes — parfois le P.C.F., qui nous a, par exemple, sur le pouvoir dans la représentation contre le département philosophique — dans le cadre de la nouvelle alliance de l'intelligence gauchiste avec les partis du programme commun. Dans l'analyse soignée de l'entre-tenu entre la défense de Vincennes et les intérêts électoraux du P.C.F., nous présentons que ceux-ci ne manqueraient pas de l'emporter. Nous savons que certains de nos collègues qui partagent nos appréhensions ne devraient pas sacrifier à l'efficacité et qu'ils se sont liés aux promesses de la France d'aujourd'hui. Mais nous nous sommes bien forcés de nous interroger sur la sincérité des convictions intellectuelles et appliquées dans leurs écrits, pour les défendre la liberté marxiste contre le "révisionnisme" et le "réformisme".

En janvier dernier, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans la région parisienne pour protester contre l'absence d'enseignants dans les écoles maternelles. Y a-t-il un accroissement de l'absentéisme ?

Lucien Atencia, secrétaire de la section de Seine-Saint-Denis du Syndicat national des instituteurs (SNI) écrit :

L'inspection académique de la Seine-Saint-Denis a compté, en douze mille journées, de remplacement par mois, ce qui correspond à quatre cents emplois. D'après les propres déclarations de l'inspecteur d'académie, dix-huit mille journées, soit deux cents emplois supplémentaires, étaient indispensables pour l'année scolaire 1976-1977. Comme huit mille enseignants exercent dans le premier degré dans notre département, c'est à dire que l'absentéisme parmi les instituteurs et institutrices est de l'ordre de 7,5 %, dont environ 4 % pour les seuls congés de maternité.

Or selon une enquête de l'administration départementale, la Seine-Saint-Denis disposait en 1972 de six mille postes pour assurer les remplacements. L'absentéisme atteignait alors jusqu'à 12 % en mai 1972 et 10 % en juin 1972.

De ces données officielles, de leur comparaison avec les statistiques de l'INSEE, nous tirons trois conclusions : l'absentéisme est inférieur en 1976 à celui constaté, à la même période, en 1972 ; l'absentéisme moyen dans notre profession est de loin inférieur à celui constaté par l'INSEE dans les entreprises industrielles (11,5 % chez les employés, 34 % pour les ouvriers) ; le nombre d'emplois destinés aux remplacements est insuffisant. Ces constatations de 1972 à 1976. Nous soulignons au fond du problème : l'insuffisance des crédits accordés pour le remplacement des maîtres, crédits qui devraient au minimum doubler pour satisfaire les besoins.

enseignants, comme nous l'avions noté dans "le Monde" du 11 mars ? Plusieurs responsables syndicaux des départements de la région parisienne contestent cette analyse.

Pour M. Albert Beaudin, aussi, secrétaire du SNI dans les Yvelines, les remplacements des maîtres ont été réduits.

Ignorez-vous :

- 1) Que le volume des effectifs de remplacement actuellement, égal à 5 %, est en fait à 6 % de la loi de mai 1968, qui est appliquée depuis longtemps ?
- 2) Que dans une circulaire du 11 juin 1974 préparant la réaffectation de personnels à recruter pour la période 1976-1980, M. Deygout, directeur des écoles, notait : "L'analyse des moyens utilisés pour couvrir ces besoins repose sur d'abord une étude conforme à la réalité constatée — un nombre important de titulaires remplacent les maîtres en l'absence de ceux-ci — de situer à 10 % des postes qu'on planche de 6 % par les écoles". Ce qui correspondait d'ailleurs aux estimations des inspecteurs d'académie de la région parisienne.

Qu'en pensez-vous ? Tout simplement qu'il y a un fait, constaté de toutes les manières nécessaires au fonctionnement normal de nos services publics d'enseignement.

Mme Yolande Magnan, secrétaire générale de la section de Paris du Syndicat national des instituteurs, écrit :

Les institutions et les instituteurs savent que l'absence d'un maître de classe a des conséquences graves sur le travail des classes. Ils savent aussi que leurs élèves seront répartis, que leur enseignement sera compromis, que leur classe sera perturbée par l'absence d'un maître expérimenté. Ils savent par expérience combien cette perturbation est grave sur le travail des classes.

Libres opinions

La morale et le civisme de grand-papa

par LOUIS FRANÇOIS (*)

QUAND il parle de "l'éducation civique" et de "grand-papa", le ministre de l'Éducation ne se souvient guère qu'il fut un professeur d'histoire et de géographie.

Car l'éducation civique n'est pas tant qu'enseignement fut supprimée en 1945. Elle était cependant, à l'occasion, inspirer les maîtres, l'explication des textes historiques, les textes fondateurs de la vie scolaire. Le ministre ne dit rien d'autre.

Car, depuis 1945, il est évident que l'éducation civique soit l'organisation démocratique de la classe et de l'école, la pratique des responsabilités matérielles et morales qu'impose la collectivité gérée démocratiquement, dans les activités de clubs et dans les entreprises de la vie des élèves eux-mêmes. Elle est toute autre qu'aujourd'hui.

Quand l'éducation civique était aussi simple comme une prise de conscience collective et progressive des maîtres, des institutions scolaires et politiques, elle était aussi simple que la gestion démocratique. En fait, en cinquième, les élèves étaient initiés à la gestion démocratique de la classe, du département, la région, le pays, le monde, par la géographie, l'histoire, la littérature, les sciences, les arts, les sports, les loisirs, etc. ; et après avoir pu constater les intérêts communs.

Quatrième, les équipes de travail, à partir d'un thème choisi sur l'eau, le lait, le pain, la viande, le fer, etc., la solidarité économique et sociale imposée par la science et la technique modernes. En cinquième, enfin, les maîtres administraient et politiques étaient initiés à la gestion démocratique de la classe, du département, la région, le pays, le monde, par la géographie (la France) et l'histoire (l'époque contemporaine).

Voilà ce que le ministre vient de supprimer, ce qu'il a dit de divers enseignements, pour un gain horaire.

Certes, celui qui a écrit cette instruction n'était pas un grand-père. Mais elle avançait tellement son temps qu'elle est devenue parfaitement adaptée à la période actuelle. Si, souvent, elle ne l'est pas, c'est que les professeurs ne veulent aucune formation professionnelle, qu'ils s'y engagent souvent en apprenant les mathématiques et l'histoire. Lorsqu'elle était conduite par des professeurs dynamiques, qui s'y intéressaient, elle était d'actualité et passionnait les élèves.

Je pense que cette éducation civique, qui est conçue par un homme forcé par la situation, répond mieux aux objectifs, qu'elle est faite par le ministre.

(*) C'est l'inspecteur de l'inspection générale d'histoire, de géographie et d'éducation civique.

(1) Le Monde du 18 mars.



AEROPORT
DE PARIS

communiqué :

Voyageurs aériens, attention !

à partir du 30 Mars 1977 à 0 heure

■ sont transférées du Bourget
à Orly Sud :

■ compagnies :
Aer Lingus, Aéroflot (vols moyens courriers),
Balkan, British Midland, Egyptair, Lot, Luxair,
Malev, Syrianair, Tarom.

à Orly Ouest :

la compagnie Air Rouergue.

à Roissy-Charles de Gaulle :

la compagnie KLM.

■ restent au Bourget

les compagnies d'aviation régionale suivantes :
Air Alpes, Air Alsace,
Air Anjou Transports, Publi Air.
les compagnies d'aviation d'affaires ■ notamment :
Darta, Euralair, Europe Falcon Service,
France Aviation, Transair.

Les vols charters sont transférés à Orly Sud. Toutefois ceux des compagnies Europe Aéro Service et Minerve sont provisoirement maintenus au Bourget.

Les passagers aériens sont invités à se renseigner auprès de leur compagnie ou de leur agent de voyages.



AEROPORT
DE PARIS

MORACO - HOTEL LORENS MONTE-CARLO

Ventes le VENDREDI 22 AVRIL à 9 h. 30 et 14 h.

et SAMEDI 23 AVRIL à 11 heures

IMPORTANTES

MONNAIES DE COLLECTION

Exposition : chez l'auteur, 71, rue de Richelieu à PARIS

Hôtel Lorens Monte-Carlo : le samedi 21 avril.

Experts à Paris : M. J. VIGNIER, Mmes BERTHELOT, GUYONNET.

Par le Ministère de M. C. MARQUET, Ministre à Monaco.

M. J. VIGNIER, 13, rue Favart, 75002 PARIS - Tél. : 70-40-41

MATH-SECOURS

Cours secondaire et supérieur

STAGES INTENSIFS : 1^{er} à Terminales

5 JOURS A PAQUES

en MATHÉMATIQUES - PHYSIQUE

11, rue Montmartre 75001 PARIS - 1981 BERTHIN BOULEVARD - 1971 St-Lazare 75001 PARIS

ATRIUM

Enfin

un véritable centre de relaxation
et de soins fait pour les hommes.

Relaxation

Rééducation respiratoire

Sauna - Shiatsu

Ultra-violet

Massages : RELYA,

grand masseur du

Moyen-Orient.

Soins du corps

Douche au jet

Bain d'algues,

boue, eau de mer

Gymnastique aquatique

Amincissement

Soins du visage

Oligodermie PH6

Soins capillaires

ATRIUM 11 bis, rue du Fg-St-Honoré

75008 PARIS • Tél. : 266.65.09

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande

4, rue des Mathématiques, 75017 PARIS cedex 07

EQUIPEMENT

CORRESPONDANCE

La poste à l'heure de la vérité

La poste française n'est plus le service public modèle qu'elle fut jadis, mais un service d'échange ponctuellement et brièvement rénové. Les nombreuses réactions négatives par lesquelles la « Poste » a été l'objet de la dégradation du service postal.

En revanche, l'unanimité s'est faite sur les causes de cette décadence.

Les lecteurs, les postiers eux-mêmes, incriminent la manque de professionnalisme. On accuse les syndicats d'encourager cette évolution dans un but politique. Enfin, les militants syndicaux et politiques estiment que la privatisation du service public, voulue par le gouvernement, explique le malaise du P.T.T.

Alors, à qui la faute ? Aux syndicats

ou aux ministres ? Aux bas salaires ou à la dévalorisation du travail manuel ? A l'accroissement du volume du courrier ou à la recherche de la rentabilité ? Les responsables, dira-t-on, doivent d'abord être cherchés parmi le gouvernement et la haute administration. Toutefois, on peut légitimement penser que, au lieu de s'enfermer, les diagnostics posés par nos lecteurs se complètent, pour décrire les cercles vicieux du poste en débat.

La poste n'est plus ce qu'elle était. M. G. Crimail, de Saint-maurice (Val-d'Oise), en porte témoignage : « Il y a quarante ans, au cours de l'année 1937, j'étais, mon père, qui habitait Perpignan, porteur de lettres le matin. Transportée par les Simona d'Air Bleu, cette lettre était distribuée le jour même, au courrier du soir, à Paris ! », écrit-il avec nostalgie.

Aujourd'hui, les usagers accumulent les sujets de mécontentement. M. P. Seiller, de Massy (Seine-et-Oise), cite deux exemples de lenteur de courrier : « Une lettre timbrée à 170 F et portant la mention « lettre obligatoire », postée le 17 novembre 1976 à 19 heures à Fresnes (Val-de-Marne), n'a été distribuée à Massy le 22 novembre 1976. Cinq jours de retard ! ». Une lettre postée à Paris, rue des Ecoles, le 20 novembre 1976 et timbrée à 350 F, n'est parvenue le 6 décembre 1976 : neuf jours ! »

M. J. Petrel, directeur de l'Institut des hautes synthèses, témoigne de la dégradation du centre de tri postal de Nice : « On a parlé un temps des « pilules » du tri postal de Nice, ce qui fut assez près de la vérité. L'Institut des hautes synthèses a subi, durant dix ans, une série grave de préjudices en raison du fonctionnement irrégulier des P.T.T. Durant certaines périodes, nos

lettres, qui dépendent essentiellement de la correspondance échangée avec l'étranger, ont été totalement perturbées. Des conséquences graves, irréversibles, ont porté très largement atteinte à notre crédit. Si certains fonctionnaires des P.T.T. consciencieux sont intervenus, dans la majorité des cas, il s'est agi d'effort d'ajustement et surtout de ne pas enquêter de crânes des réactions syndicales. »

Mlle Roussé, de Cannes, a vu disparaître un colis recommandé contenant dix-huit boîtes de disques. « Pour moi, cela a été un vrai drame, raconte-t-elle, ce ne sont pas les 200 F que m'allouait généralement l'administration qui m'ont coûté la vie, mais le préjudice moral, qui fut et reste pour moi énorme. »

En effet, les vols se multiplient comme en témoignent les cinq

tarifs légers (disons entre 50 et 60 centimes) et d'une grande variété d'arrivées dans les six jours, soit qui satisfont amplement les usagers et diminuent sérieusement les coûts de tri et de transport de celui qui n'aurait pas de raison d'être. Que par ailleurs, l'usage ait aussi accès à un véritable service « urgent » à tarif deux fois plus cher que le tarif normal, mais avec une véritable garantie de distribution dans les vingt-quatre heures, soit qui répondent sans doute mieux aux véritables besoins de la clientèle. »

M. B. Lejonne, d'Orchies (Aisne), constate une multiplication « du courrier par poste », chez moi, représente plus de 50 % du courrier que je reçois. Cela est dû probablement au fait que

L'EXPRESS' N'EXISTE PAS

Plusieurs lecteurs ont relevé l'erreur commise par un de nos correspondants, qui nous a écrit : « L'Express » arrive cinq jours après avoir été posté.

La lettre « Express » — et non « express » — n'existe plus dans le système postal français. Elle a été remplacée par la lettre « Express » et le porteur spécial, qui suppose le paiement d'une surtaxe de 750 francs.

La correspondance expédiée sous ce régime est acheminée comme les autres objets, mais, à son arrivée dans le bureau distributeur, elle est confiée à l'agent chargé de la remise des télégrammes pour être immédiatement portée à son destinataire.

nom adresse figure dans l'annuaire du téléphone. Ce courrier, qui surcharge les facteurs, peut difficilement être rentable pour l'administration des P.T.T. (50 et 45 centimes). Si celle-ci faisait payer normalement le prix de ce service, elle accroîtrait ses recettes et diminuerait l'embarras des centres de tri, sans parler de l'économie de papier.

L'automatisation des centres de tri postaux a-t-elle eu part de responsabilité, comme le pense M. J.-P. Longue, de Paris ? Celui-ci note : « Le mal qui se fait depuis 1974 chez les postiers, c'est peut-être — l'introduction de la machine. Un cadre supérieur de l'administration notait en effet : « Que veut faire la machine ? Elle veut faire le travail des postiers ! ». Les postiers, en effet, ont le culte du service, le goût du travail bien fait, et il se peut que les tâches nouvelles pour passer du « courrier » à la machine, sans compensation de la mutation électro-mécanique, aient été de nature à éveiller chez eux une certaine réticence. »

M. G. Maillard, d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), insiste sur la disparition de l'esprit « postier » : « Maintenant, la multiplication des tâches, le trieur est invité à un rendement de 500 unités au quart d'heure. Il en produit 250. Aucun fonctionnaire responsable ne dira qu'en 1936, avec un matériel mal adapté, sans protection sanitaire, sans service social, pour un horaire hebdomadaire de 48 heures, un trieur professionnellement qualifié aurait pu en faire 1 000 lettres aux périodes de pointe ! »

Il faut ajouter que les trieurs de naguère tenus à la poste par concours, titulaires d'un brevet supérieur, brevet élémentaire, voire d'un baccalauréat, étaient souvent des jeunes gens, d'une solide éducation, d'une véritable culture. On obtient tous les jours d'histoires, des mathématiques et tous

de bons conseils. Aujourd'hui, les centres de tri sont parcourus, des cartes de départ, des lettres, des journaux, grâce aux accommodements des services et à l'insignifiance de la tâche, par un travail supplémentaire dans le privé.

D'autres lecteurs accusent en bloc les grèves, les syndicats et la politique de démantèlement du service postal. Ainsi M. G. Pélissier, de Marjolais (Cotentin), raconte : « Les grèves ne sont guère favorables à la sécurité des acheminements, l'administration réduit alors certains services, peu familiers avec les sacs postaux. Des chariots se remplissent sur les aires de repos, les lettres se perdent, les malades dispersés ou à la coupe de pied. »

M. L. Deille, de Dijon (Côte-d'Or), est d'une opinion identique : « La C.G.T. toute-puissante régit sur les centres de tri de l'économie. Il suffit seulement de dire à quinze mille grévistes parisiens pour paralyser l'économie du pays. Or la C.G.T. n'est-elle pas la division de choc d'un parti politique structuré et discipliné ? Il n'existe pas d'arme plus efficace et plus puissante. »

Des postiers pas fainéants

Le diagnostic des groupes socialistes des P.T.T. nous le rappelle : ce sont des postiers de vue. « La vérité est tout simplement que les plus hautes responsabilités ont choisi de transformer un service public en un service commercial avec comme conséquence inévitable l'entrée de méthode de gestion privée et, par extension, dans un premier temps, la recherche de la rentabilité par la rentabilité et le profit. »

Cette politique commerciale a entraîné le personnel, c'est-à-dire l'augmentation de productivité, en le réduisant en nombre. L'administration fait le choix délibéré de sacrifier le service et, ipso facto, d'avoir une acheminement sélectif du courrier. On commence par le courrier à deux vitesses, ce qui justifie tout à la fois la sélectivité du courrier, l'insécurité du retard dans l'acheminement et les conséquences de la sélection de services privilégiés, tel le « cédé », qui, à cause du manque d'effectifs, devient de plus en plus prioritaire au détriment du reste du courrier. On dévalorise délibérément et sciemment, pour arriver à l'étape d'aujourd'hui : l'organisation d'une campagne de recrutement sélectif du personnel, qui consiste le moi sans en chercher les causes. Et sans doute, demain, nous proposeront-ils comme thérapeutique de caser le thermomètre et de changer de méthode pour passer du public au privé. Avec la complicité active du gouvernement et des principaux responsables de l'administration, les P.T.T. d'aujourd'hui, après l'O.R.T.P., sont mis à l'écart. »

Le cri du cœur de M. A. Hautmann, postier C.F.D.T. à Paris, est représentatif d'un fort mécontentement qui ne demande qu'à s'exprimer par la grève, comme on l'a constaté en 1974 : « Si nous sommes payés de conseil à ce professionnalisme, ce n'est pas les postiers qu'il faut frapper. Frappez plutôt l'administration qui ne nous fournit pas les outils nécessaires pour faire face au trafic de plus en plus intense, écrit M. Hautmann. Et je vous épargnerai de parler des salaires. Ces mensuels qui nous gouvernent se moquent pas mal du service public et ne pensent qu'à une seule chose : le mettre au service des grosses entreprises qui nous inondent de publicité. Un service qui ne leur coûte pas cher. Et nous, postiers, nous en avons marre. Nous ne sommes pas des fonctionnaires. Nous sommes une véritable équipe mercurielle. On obtient tous les jours d'histoires, des mathématiques et tous

de bons conseils. Aujourd'hui, les centres de tri sont parcourus, des cartes de départ, des lettres, des journaux, grâce aux accommodements des services et à l'insignifiance de la tâche, par un travail supplémentaire dans le privé.

D'autres lecteurs accusent en bloc les grèves, les syndicats et la politique de démantèlement du service postal. Ainsi M. G. Pélissier, de Marjolais (Cotentin), raconte : « Les grèves ne sont guère favorables à la sécurité des acheminements, l'administration réduit alors certains services, peu familiers avec les sacs postaux. Des chariots se remplissent sur les aires de repos, les lettres se perdent, les malades dispersés ou à la coupe de pied. »

M. L. Deille, de Dijon (Côte-d'Or), est d'une opinion identique : « La C.G.T. toute-puissante régit sur les centres de tri de l'économie. Il suffit seulement de dire à quinze mille grévistes parisiens pour paralyser l'économie du pays. Or la C.G.T. n'est-elle pas la division de choc d'un parti politique structuré et discipliné ? Il n'existe pas d'arme plus efficace et plus puissante. »

TRANSPORTS

UNE EXPOSITION AUX ARCHIVES NATIONALES

« Le chemin de fer, c'est un éclair »

Une exposition consacrée à l'histoire des chemins de fer se tient actuellement aux Archives nationales, 80, rue des Francs-Bourgeois à Paris, dans le 3^e arrondissement.

Le premier wagon a été construit en 1825, dans une mine, poussé par un homme. Le premier wagon à vapeur a été construit en 1825, dans une mine, poussé par un homme. Le premier wagon à vapeur a été construit en 1825, dans une mine, poussé par un homme.

La vitesse à laquelle le réseau se développe, les financiers ne supportant pas longtemps le coût que les investissements impliquent. Le prix du matériel roulant a atteint 1 000 millions de francs en 1976. Les obligations sont-elles émise dans la presse, le 7^e janvier 1975. La Banque fait 1 000 millions de francs en 1976. Les obligations sont-elles émise dans la presse, le 7^e janvier 1975.

En 1847, les deux premières grandes lignes, Paris-Bordeaux et Paris-Rouen, sont inaugurées, la grande époque du fer, pour les chemins de fer, pour les chemins de fer, pour les chemins de fer.

Le chemin de fer, qui va permettre la construction rapide des produits, des machines, des véhicules, des avions, des navires, des avions, des navires, des avions.

Le départ, les usagers ne sont pas transportés par les chemins de fer, les usagers ne sont pas transportés par les chemins de fer, les usagers ne sont pas transportés par les chemins de fer.

Si on s'arrête aux accidents, si on s'arrête aux accidents, si on s'arrête aux accidents, si on s'arrête aux accidents, si on s'arrête aux accidents.

La mine érisée des passagers

L'acier va se développer très vite. Et, pourtant, le transport n'a pas de technologie à lui. Le « quai », le « train », le « gare », qui, dans un premier temps, sont baptisés « embarcadere », sont tous empruntés à la batterie. Le 11 juin 1976, Louis-Philippe décide de créer un musée en deux parties, la partie centrale, les structures et les exploitations, et la charge de compagnie, les voies. Les concessionnaires s'appellent Parelle, Marnet, Fould, et le fer à cheval en France est le fer à cheval.

Le 11 juin 1976, Louis-Philippe décide de créer un musée en deux parties, la partie centrale, les structures et les exploitations, et la charge de compagnie, les voies. Les concessionnaires s'appellent Parelle, Marnet, Fould, et le fer à cheval en France est le fer à cheval.

Théâtre, il paraît indéniable de relater la France à la Baïlique, au 19^e siècle, et se chose faite, au 19^e siècle, et se chose faite, au 19^e siècle.

Jusqu'au 31 décembre, de 14 h à 17 h, au musée des Archives nationales, 80, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Horaires : 10 h - 17 h.

PRÉFECTURE DE L'YONNE

2^e DIRECTION — BUREAU

Projets de construction d'une ligne nouvelle ferroviaire T.G.V. PARIS — SUD-EST — d'établissement d'une artère de télécommunications à grande capacité PARIS — SUD-EST. — Enquête parcellaire.

EXPROPRIATION

pour cause d'utilité publique

AVIS D'ENQUÊTE

Le public est prévenu que, conformément aux dispositions du titre II du décret n° 105 du 6 juin 1967, le plan parcellaire des propriétés situées sur les communes de VAUVOIRE, DIZENOT, VILLAMONT, ARCES-DILO et la commune associée de DILO, dans le canton parcellaire pour la réalisation des projets de construction d'une ligne nouvelle ferroviaire à très grande vitesse PARIS-SUD-EST et d'établissement d'une artère de télécommunications à grande capacité PARIS-SUD-EST, déposés à la mairie desdites communes pendant 15 jours consécutifs à partir du 26 avril 1977 jusqu'au 11 mai 1977 inclusivement.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur : M. Régis SERPANT, instituteur à COUVETON.

M. le commissaire-enquêteur désigné : M. de VAUVOIRE. Les personnes intéressées pourront, pendant cet intervalle, en prendre connaissance sur place (dimanches et jours fériés exceptés), de 10 h à 19 heures les lundi, mercredi, jeudi, et de 10 h à 17 h, le 20 les mardi, vendredi et samedi dans la commune de DIZENOT.

— tous les jours de 17 h à 19 heures dans les communes de VAUVOIRE, VILLAMONT, ARCES-DILO et dans la commune associée de DILO.

Les observations pourront être soit consignées par les intéressés directement sur un registre ou à cet effet par écrit au commissaire-enquêteur. A l'expiration du délai ci-dessus visé, le registre d'enquête sera clos par le maire et transmis dans les 48 heures au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur donne son avis sur l'opportunité des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'être.

Ces opérations devront être terminées dans le délai fixé par l'arrêté préfectoral du 13 mars 1977 sus-mentionné.

Après ladite enquête, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'accomplissement des autres formalités pour arriver à la réalisation du projet dont il s'agit.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions, motivées sur le résultat de l'enquête sera déposée à la Préfecture de l'Yonne, à la Sous-Préfecture de SEME, à la mairie de VAUVOIRE, DIZENOT, VILLAMONT, ARCES-DILO et à la mairie annexée de DILO.

Toutes personnes physiques ou morales concernées pourront demander communication des documents du commissaire-enquêteur : 2^e Bureau.

AUXERRE, le 15 mars 1977. Préfet, MANIERE.



DARGAUD ÉDITEUR

Extrait de Pilote d'avril : « Tranche de vie » par Lauzier

Pilote
prend du ventre
16 pages
de plus
chaque mois.

Chez votre marchand de journaux 250 F.

ODOUL
Garde-meubles
208 10 30
16 Rue de l'Atlas - PARIS 10^e

Pas cher,
Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'à mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO

مکان العمل

هكذا من النحل

Les frontières ne se laissent pas oublier

PHILIPPE LEMAITRE
page 17.)

Desire recevoir gratuitement
votre brochure. **Lic. A 744**

Les frontières ne se laissent pas oublier

SAS
AIR FRANCE

SAS
AIR FRANCE

la 2000
garantis par control.

Reține că orice gardă de noapte este obligată să poartă uniforma de serviciu și să aibă la ea un carnet de gardă de noapte.

Plaisirs de la table

Tout au long de la Riviera

N ICE, pas seulement
palaces, Promenade
Anglais, Méri-
l'on va peut-être mor-
mément. Ce sont
Musées Masséna et Jules-
Chérét, marché aux fleurs,
boutique d'Alzari (14, rue
François-de-Paule ;
avec sa huile
vierge non filtrée,
ses miels d'été,
vieux et, surtout, le cuf-
nicarde (si bien
livre de Jacques
Juillard).

L'heure d'attrape-touriste, mais ce n'est pas le cas de la rue [] : tél. : [] 61-55, fermé le [] [] à 18h00 » ou, si vous préférez, « Chez Léo », si vous préférez, « Chez [] ». Balustra, [] une de Dames d'Arc, [] juvénile, [] Balustra, [] exemples [] beau-père cuisinier et d'une tradition familiale ménagère, se transforme en petit [] quartier en restaurant. Elle y est aidée en [] par un grand fils (que passionne l'onéologie), tandis que le plus [] prépare maman lui apprendra le [] ferum []

maison), de la ~~traine~~ nicarde, de ~~maison~~ (morue), du ~~maison~~ de la ~~maison~~ (lapin maison), des ~~coustelets~~ à la mode de ~~maison~~, du ~~maison~~ sals-je encore. Un ~~maison~~ chez Alice un plongeon dans la réalité nicolse ~~maison~~ la vérité ~~maison~~.

Mesclun
du jardin

Je me pouvais pas ne pas aller
à M^{me} des Jarras (route d'
S^t Jean, à Saint-Paul-de-Vence :
tél. : 82-81-10). Ne fût-ce que
l'absence d'un déjeuner à charge
sur ici, tout est à la place
de la place. Pique-Cailion, et Marité
court sur, trais, en guise de
beaujols, et avec une belle
réponse, les beaux et plus
fermes de ce monde, et
d'ailleurs, Lyon, sans qu'un
petit... peut lui
supérieur. La... incom-
parable de la...
diplômée de l'A.A.A.A.A. (venue
de la Colibane, à Com-
post-Loire), le monde don't
elle compose les
éditions dans le jardin, les
le monde de la... fote
de la... canard de la...

Et les éblouissants petits déjeunés du matin avec les yaourts au lait mélangé à maison (comme les confitures !). Quelle chance ! Mais il y a peu de places, et la salle à manger est en priorité réservée pour eux : téléphonez à l'avance.

J'ai poussé jusqu'à Menton pour avoir une cuisine culinaire : Francine, Souriante et paisible, Francine a fait faire, faire, ané, les qui pour s'agrandir, elle qui dans le monde l'été. Pour s'agrandir sa cuisine, elle a fait faire, faire, ané, les qui pour s'agrandir, elle qui dans le monde l'été. Pour s'agrandir sa cuisine, elle a fait faire, faire, ané, les qui pour s'agrandir, elle qui dans le monde l'été.

Poularde

aux cénombres

Retour par l'aéroport de-
Gaule. Dans nos univers
de l'histoire un seul point
est : Martin's. Comme qu'il
travaille beaucoup d'efforts pour
arriver à un point partout où
l'on erre, même mal signalé.

... arriva, la belle inconnue
de l'air, élégante, calme, et
se rassit. — C'est moi,
M. Mathieu, my amable ! La col-
le de son beau Pasquie ! Elle col-
le ! La venue est remarquable,
à une table au beau
accompagnée d'un gratin de
légumes et d'un plat de
classiques de l'époque, signés
comme la table d'or d'un
vermouth, des saint-jacques au
saffran, la perle aux concom-
bres, les crêpes veuve joyeuse.
On reprend pied dans la sa-
lence aussi que for ses mar-
à Adéopoli. Il pleut ? Bah ! Il
pleuvait aussi sur la Côte.

LA REYNIERE

BOFINGER
OUVERT DIMANCHE
DEJEUNERS DINERS SOUPERS *jusqu'à 2h*
SON BANG D'HUITRES
SALONS pour RECEPTIONS 100 à 250 pers.
5, rue de la Bonfillie ARC 6782
Parkings gratuits sur la Place

GRAND VIN DE BORDEAUX
CHATEAU DE BARBE BLANCHE
LUSSAC-SAINT-EMILION
33 LUSSAC

**L'HEURE
C'EST L'HEURE**

[illegible]

Mais on était au soir connu à 19 heures. On se retrouvait de plus en plus, et le dîner paraît rare au restaurant. Au soir, on arrive à 32 heures passées ! L'ère du restaurateur de la nuit. On refuse l'ère de l'après-midi. Mais, surtout, l'ère

[illegible]



Le Tournoi
Déjeuners et dîners raffinés
sous ses voûtes de pierre.

Bar américain, ambiance musicale.

Réservez : 874.29.30
1 rue d'Athènes 75008 Paris.

Rive gauche

A SAINT-GERMAIN DES PRÈS TOUS LES JOURS
Samedi 10h30-12h, 14h-16h, 18h-20h, DIM.

LE PETIT ZINC (01 75 75 34 34)
FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VINS DE PAYS

LE FURSTENBERG (01 75 75 51 51)
André FURSTENBERG et son trio • Roger PARRA-BOSCHÉ
à la batterie • et Roland LORAIN à la basse

Le Mûnische (01 75 75 15 15)
MUTTER, COQUILLAGES, SPÉCIALITÉS
25, rue de Buci • Paris 6

**"Feijoada
melhor de Paris"**
"O GLOBO" - Rio de Janeiro
"emporter, on a déguster sur place chez
GUY, gastronomie brésilienne,
rue Molière Paris 68 472 87 61"

**Le restaurant
le plus haut de Paris.**

16, avenue d'Orléans, 10^{ème} arr.
de Paris à 150 pieds au
Ciel de Paris.
Le restaurant du 56^{ème} étap-
pe de la tour Montparnasse
ouvert tous les jours de 11 heures
Paris où vous le trouvez.

Rejoignez nous jusqu'à 25
personnes sur la terrasse

558.52.55

Le Ciel de Paris

Rive droite

PIERRE
à Fontainebleau
Cuisine d'été
de 11h à 14h (fermé dim.)
Lise 87-84 - PLACE GAILLARD

Le Jasmin

Spécialités de
Couscous
Poissons
Grillades

17, place de la République, Paris
TN. : 87-15-04.

De
MAÎTRE-ÉCAILL
9, place Persire.

MICHEL GACON
vous propose
sa friandise vendue aux morilles
ses fruits barbus à l'écou
sa mousse au chocolat
aux ingrédients
DINERS AUF CHANDELLE
AUBERGE MORVANDEL
65, av. de la République (18^e), tél. 51 11 11
ouvert tous les jours et dimanche

PRIX DE GROS

C.C.A.

Chocolats - Champagnes - Vins
Alcools - Fois Gros - Jouets
Marques Prestigieuses

TARIF N° 1 1977
**GRANDS VINS &
CHAMPAGNES**

Recommandé pour commander nos prix
et faire votre choix
(carte enveloppe timbrée)

CCA
103, rue de Turenne
75003 PARIS

Ouvert du mardi au samedi
de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h

1^{er} achat - règlement en espèces

ELD SON BANG
D'HUITRE

TERMINUS
824.48.72 **NORD**

SON BANC D'HUITRES

23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord

Julien
11 rue du Fg Saint Denis Paris 10°
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

le soufflé
ANDRE FAURE
Les Soufflés Français
et ses soufflés
SALLE CLIMATISÉE
80, rue du MONT THABOR - F. 04, 94.
104 ANGERS 260.27.71

MARIUS et JANETTE

Le Sirier
CHER RESTAURATEUR
Paris 17^e - 754-74-14

Environs de Paris

DOMAINE DE VILLEQUIER
**** Service Maitre LAURENCE

Restaurant panoramique
sur le val de Seine

RESIDENCE HOTELIÈRE
DE QUALITÉ

dans le cadre d'un beau parc
BALONS de réceptions

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

[illegible]

Longchamp, avant-première

LOUIS DANIÉL

« Les douze » à l'écran s. 111
 le Monde du 19 mars.

N° 300

fournira (atouts 3-2). Ensuite, il n'y aura plus qu'à réaliser le roi

Note sur les réactions

Attendez que « 1 » est un peu faible et que « 5A » est discutable, mais que « 8A » est correct. Sur « 6 SA... Nord, qui évidemment ment en disant « 6 SA », il est logiquement déclaré « 7 SA » car le « 6 » du roi (5 SA) montrait indirectement tous les contrôles et invitait le partenaire au grand chelem.

De cette façon, avec une telle tolérance la coupe à pique pouvait prouver une ou deux levées de plus qu'il y avait sans aboutir.

PHILIPPE BEUGNON.

PHILIPPE BRIENON.

	La ligne	La ligne T.C.
D'EMPLOI	40,00	45,76
encadrés 2 col. et +		
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,26
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,08
"Placards encadrés"	34,00	38,80
Double insertion	34,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

INFORMATION-EMPLOI

Depuis le 28 mars, un nouveau service vous est proposé afin de vous aider dans la recherche d'un emploi et faciliter la communication entre candidats et entreprises.

La recherche d'un emploi est fondée en grande partie sur une bonne connaissance du marché du travail. Depuis septembre « le Monde » répond mieux à ce besoin en proposant, sur abonnement, une synthèse hebdomadaire d'annonces publiées dans « le Monde » : INFORMATION-PROFESSIONNELS.

Pour répondre à la demande de lecteurs, nous proposons un nouveau service : INFORMATION-EMPLOI. Chaque lundi et mardi nous publions la première page des annonces classées, des informations pratiques concernant :

- Le curriculum vitae et la lettre d'accompagnement ;
- Les organismes et les postes disponibles pour la recherche d'un emploi ;
- La préparation des entretiens ;
- Les informations à recueillir au moment de l'embauchement, etc.

Elaborés à partir des problèmes rencontrés par les candidats, les conseils de « MONDE » INFORMATION-EMPLOI devront être, bien entendu, adoptés par chacun à sa situation particulière.

offres d'emploi

BUREAU D'ETUDES ADMINISTRATIVES

recherche études financières

COLLABORATEUR

niveau Solennex ECO, Solennex PO

Adresseur C.V. : à n° 20244 M

BOULEVARD, 68 bis, rue Beaumont, Paris (75)

PARIS (75) recherche

REDACTEUR

RISQUES DIVERS EXPERIMENTE

Ecrire avec C.V. et présent.

11, bd Bonne-Nouvelle,

75001 PARIS, qui trans.

Grande expérience de

de génie climatique recherche

DESIGNERS

DEBUTANTS, 100000

11, rue de Valenciennes,

75013 PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

PARIS, transmette.

secrétaires

de direction

IMPORTANTES SOCIÉTÉS

METALLURGIE (Pôle

groupe CRUSOT-LOIRE)

recherche pour son siège social

à COURBOVOIS

SECRÉTAIRE

TRILINGUE

ANGLAIS ALLEMAND

Culture générale av. bac

B.T.S. de secrétariat (excl

teste sténodactylo)

Deux à trois ans d'expérience

Adress. C.V. détaillé manuscrit

et photo sous référence 3.014

GAUTRON, 29, rue Rodier,

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

PARIS (75), qui transmette.

automobiles automobiles automobiles

LANCIA
AUTOBIANCHI
13 Bd Exelmans 16^e
OUVERT SAMEDI TOUTE
LA JOURNÉE
• 524.50.30 •

RENAULT 35 T.S. vert métall.
nov. 75, mod. 75, voiture de di-
rection, peint. gris métal, inter-
ieur noir, 1.6, climatisée.
Tél. : 46-51-51, le matin.
903-34-99 tre le matin, rép. aut.

PAX MAZDA
NOUVEAU 1100 1 + 1
600 F moyenne
GARANTIE 2 ANS
Société de location et de crédit
135, rue de Rome, 17^e - 924-74-43

VOLVO
DAF
75 Boulevard de la Chapelle
QUEST - AUTOS
655-37-37

EXCEPTIONNEL
ALFA ROMEO, 16-CLICHY
vend voitures de direction :
ALPETTA GTV 2000, 8.000 km.
ALPETTA 1.6 berlina, 3.000 km.
ALFA 500 1.6, 2.500 km.
ALFA 500 1.6, 1.600 km.
21, rue de Landy, 92-CLICHY.
Tél. 75-14-41 - 75-04-14

ALFA ROMEO
Position. Essais. ventes. Pièces détachées.
S'adresser à :
SFAM-France
23, bd de Courcelles, 75008 Paris. Tél. 2
40 - av. de Suffren, 75015 Paris. Tél. 734 09 35

MERCEDES-BENZ LONGCHAMP
Exposition voitures "SECONDE MAIN"
80, rue de Longchamp 75016 Paris - tél. 553.5735-553.4435
La garantie "Stoffa" est un label de qualité Mercedes. Un contrôle extrêmement
rigoureux sélectionne les véhicules "seconde main", vendus avec une garantie de six
mois/10 000 km sur moteur, embrayage, boîtes de vitesses, etc. pièces et main-d'œuvre.
Exigez le sigle "SECONDE MAIN" Mercedes. C'est votre meilleure garantie.

MERCEDES **SFAM-France**
Essais, ventes. Pièces détachées.
23, bd de Courcelles
Paris 75008
Tél. 292 02 50

CONCESSIONNAIRES
EUROPAUTO 133, Av. G. Clémenceau
92. NANTERRE 204-24-69
Garage COLBERT 10, Rue de la Celle
78. LE CHESNAY 954-56-22
BMW
QUEST - PARISIEN
Garage Jean JAURES 63, Bd. Jean Jaures
92. CLICHY 270-09-39
SOCIÉTÉ DU Garage VALLEJO 19, 121, A. J. Jaures
95. ARGENTEUIL 982-57-62

l'agenda du Monde

emplois régionaux

Important Société étrangère de Jumeaux et Vêtements

de laide recherche pour son usine dans le Sud-Est

CHEF DE FABRICATION

de 30 ans exp. dans la fabrication de l'usine, il aura la

de la fabrication des

de la gestion des stocks de production ;

de la programmation de la fabrication ;

du contrôle de productivité et de la qualité

Expérience poste similaire exigée. Discretion totale

Adress. C.V. détaillé manuscrit et photo à ARLERS FRANCE, 7, r. du Chemin-de-Par.

63360 SOULTZ.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

INSPECTEUR COMMERCIAL

Le candidat retenu aura :

Quelques années d'expérience de la vente de

matériel de Travaux Publics ;

Une grande disponibilité pour les déplacements.

Dans une équipe dynamique et au sein

d'une Société en expansion rapide depuis

plusieurs années, lui offrons :

Des avantages sociaux parmi les meilleurs ;

Une rémunération motivante ;

Un point d'attache dans la région de POITIERS ;

des déplacements fréquents en France et en

Afrique du Nord.

vous répondez au profil du

recherche, et si notre offre vous intéresse,

adresses-vous votre C.V. manuscrit, avec

présentations, à n° 6715 R.A.P. Hall

7X - 44040 NANTES Cedex

proche province

INGÉNIEUR

en électromécanique

connaissant allemand, anglais

SRS 27, rue de Valenciennes,

75013 Paris-P

URGENT

recherches

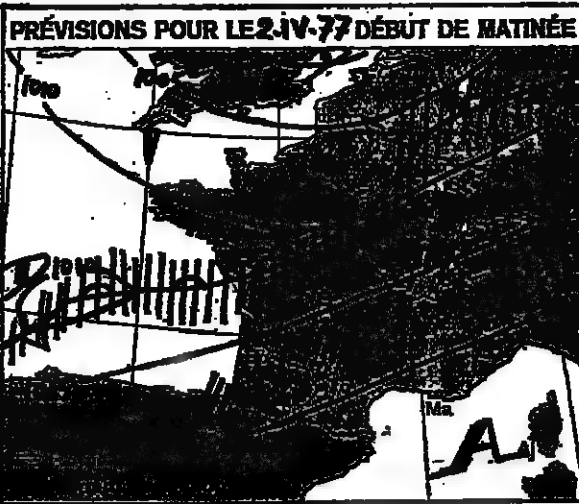
formation professionnelle

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 1-4-77 A 0h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 2-4-77 DÉBUT DE MATINÉE

Rotation probable du temps en France entre le vendredi 1er avril à 0 heure et le samedi 2 avril à 24 heures :

L'adoucissement, qui a débuté vendredi avec la pénétration, sur nos pays, de masses d'air humide d'origine océanique, gagnera rapidement le reste de la France. La limite perturbée sera de la Manche au nord des Vosges. Le temps sera nuageux avec pluie intermittente sur nos pays avec des éclaircies.

De l'air plus instable et un peu moins doux lui fera suite par le samedi sur nos régions septentrionales.

Samedi, le temps restera ensoleillé dans le sud-ouest et les régions méditerranéennes, les éclaircies étant plus nombreuses sur la Bretagne et le Centre. Du nord de la Loire aux Flandres au nord des Vosges, le temps sera nuageux avec pluie intermittente sur nos pays avec des éclaircies.

LOTTO TIRAGE DU 30 MARS 1977 N° 13

10
19
35
40
41
43

NUMERO COMPLÉMENTAIRE 33

6 bons numéros

5 bons numéros + numéro complémentaire

4 bons numéros

3 bons numéros

2 984 004,00 F

994 668,00 F

19 210,30 F

241,20 F

14,10 F

RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1)

1 492 002,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 6 AVRIL

VALIDATION JUSQU'AU 5 AVRIL 1977 APRES-MIDI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1726

HORIZONTALEMENT

I. Sont en droit d'ériger une décharge. Il convient de le prendre derrière la tête (pluriel). — II. Ne rencontre pratiquement personne et ne dine guère en ville. Couvert d'une nature toison. — III. Sponger ! Dont aucun filail de fait échapper à un cell scrutateur. — IV. Toujours la même chanson. — V. Pronom. Modifier un état civil. Extrait de guimauve. — VI. L'espace d'un main. — VII. Les Merveilles. — VIII. Plus perceptible chez une personne atteinte d'anémie. — IX. Ou la tient la queue. Pronom. — X. Désignation très vague. Conjonction. Pénible sensation. — XI. Ornement. — XII. Sont appelés à s'élever au-dessus du commun. — XIII. Grappin. Dont on a réussi l'ascension. — XIV. Le golk. — XV. C'est faute, ce n'est pas un crime. Stopper. Symbole chimique. — XVI. Parmi les préoccupations d'un bonze. C'est surtout aux pauvres que sa clémence est douce. Marque. — XVII. Article. Symbole. Passe pour dégager une certaine odeur. — XVIII. Bien serré. Pour certains, ce n'est qu'un jeu. Bestiole. Boue. — XIX. Evolue dans les hautes sphères. Verres de. — XX. Font que certains regardent de trop près. Travail de précision. Elargir. — XXI. Vieux carrossier. Chair à pâté. En Crète. — XXII. Emblèmes vagabondes. Diminuent une acuité visuelle. Surtout apprécié au sortir du lit. — XXIII. Ne prête pas à rire. Permet à des ladies de papoter à loisir. — XXIV. Etat. Occuper une position horizontale. — XXV. Frère inférieur. A moins de charme en état. — XXVI. Morte dans l'oubli et souvent dans l'indifférence générale. Corsées. — XXVII. Vocabulaire de robin. Fausse couche.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1725

HORIZONTALEMENT

I. Tuer. — II. Amie. — III. Oie. — IV. Veule. — V. Nias. — VI. Essieu. — VII. Panse. — VIII. Ruser. — IX. En. — X. Raides. — XI. Tétal. — XII. Es. — XIII. Stands.

VERTICALEMENT

I. Tison. — II. Apôt. — III. Aunes. — IV. Révasserait. — V. El. — VI. Boules. — VII. Don. — VIII. Pli. — IX. Ussé. — X. Osées. — XI. Esses.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel le 1er avril 1977 :

- DES DECRETS**
- Fixant les modalités de la constitution des populations du territoire français des Afars et des Issas organisée par la loi n° 76-1221 du 28 décembre 1976.
 - Fixant les conditions d'intégration dans le corps des administrateurs civils des administrateurs de la Ville de Paris et des fonctionnaires appartenant au corps du secrétariat des assemblées parisiennes.
- UNE CIRCULAIRE**
- Relative aux opérations des sociétés de négoce international.

Service national

RECELEMENT DES FRANÇAIS NÉS ENTRE AVRIL ET JUIN 1959

Les jeunes gens nés en avril, mai, juin 1959 sont tenus de se faire recenser à la mairie de leur domicile au plus tard le 30 avril 1977. Cette démarche peut être effectuée par les intéressés eux-mêmes ou par leur représentant légal, précisé dans un communiqué du ministère de la défense, qui s'ajoute qu'une brochure relative au choix de la date d'appel, aux dispenses, reports, etc., est donnée dans les mairies au moment du recensement. Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès des bureaux de recrutement.

Les jeunes gens doivent, dans leur propre intérêt, accomplir cette formalité en temps voulu pour bénéficier de cette information.

Ceux qui n'ont pas satisfait aux obligations de recensement sont exclus du bénéfice du report spécial d'incorporation au-delà de vingt-trois ans (candidats à l'acte technique ou à la coopération scientifique du contingent, médecins, pharmaciens, dentistes, vétérinaires).

Ceux qui, nés avant le 1er avril 1959, n'ont pas satisfait de se faire recenser doivent se faire connaître d'urgence à la mairie de leur domicile pour régulariser leur situation.

SOCIÉTÉ

UNE ENQUÊTE DE L'U.F.C.S.

Ville nouvelle, femme nouvelle ?

Quelle est la vie des femmes dans les « villes nouvelles » ? Celles qui représentent tout une fraction croissante de la population (10 % dans la région Ile-de-France) ? Ce sont les femmes qui font vivre ces villes, comme le montre une enquête réalisée par l'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.) dans la région parisienne auprès de quatre cents habitantes de cinq villes nouvelles (1).

L'enquête de l'U.F.C.S. devait d'abord permettre de juger de l'état des villes nouvelles créées ex nihilo à partir de 1965 pour éviter la multiplication des cités-dortoirs et pour promouvoir une vie urbaine équilibrée à la périphérie de la capitale. L'enquête devait aussi répondre à la simple question : « A ville nouvelle, femme nouvelle ? »

A Evry, Melun-Sénart, Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines ou Cergy-Pontoise, la femme rencontrée par les enquêteuses de l'U.F.C.S. est généralement jeune (moins de trente-cinq ans) et a fait des études secondaires. Elle est mariée, souvent à un cadre moyen, et mère d'un ou deux enfants. Les raisons les plus citées pour expliquer l'installation varient selon les villes : profession du mari (Evry et Cergy-Pontoise), recherche d'un meilleur environnement (Saint-Quentin-en-Yvelines) ou questions financières (Melun-Sénart et Marne-la-Vallée).

Les femmes des villes nouvelles semblent satisfaites de leur appartement, dont la majorité sont propriétaires (jusqu'à 73 % à Saint-Quentin-en-Yvelines). Chacune en apprécie la dimension (de quatre ou cinq pièces), le confort et l'architecture (sans l'isolement phonique et parfois thermique). Plus de 55 % des femmes interrogées y passent l'essentiel de leurs journées. En effet, l'homonogénéité de la population des villes nouvelles, où ne pas les grands-parents, peu d'adolescents, rend la question de la garde des enfants.

D'une manière générale, les équipements collectifs qui facilitent la vie des femmes sont déficients dans les villes nouvelles. A l'insuffisance des garderies s'ajoute, selon le rapport d'enquête, le manque de

général de lycées, d'équipements techniques et sportifs. Partout, « il y a une certaine dégradation de la qualité de l'habitat », tandis que certains services publics, comme la mairie, la poste, la caisse d'épargne, les lieux de culte, sont considérés par les femmes comme « trop lointains ».

L'éloignement des marchés est vivement ressenti. Il n'est pas rare que, comme à Marne-la-Vallée, les femmes doivent parcourir de 3 à 5 kilomètres pour les approvisionner. Les transports en commun étant presque inexistant (particulièrement à Melun-Sénart) et la voiture (du mari) restant le moyen de déplacement moyen (Saint-Quentin-en-Yvelines), la femme doit être une énergique marcheuse. Femme des grandes espaces, l'habitante des villes nouvelles est aussi une femme des grandes surfaces. Mais l'approvisionnement limité et le manque de concurrence sont souvent regrettés.

Le poids des contraintes matérielles et l'éloignement des grandes zones d'emploi font que la proportion des femmes au travail (45 %), si elle est supérieure à la moyenne nationale (38,1 %), est très inférieure à la moyenne de la région parisienne (55 %). Les femmes au foyer sont plus nombreuses, mais cela ne correspond pas toujours à un véritable choix. D'où le désir, maintes fois exprimé au fil des questionnaires, d'obtenir des renseignements, de se renseigner sur la formation, s'exprime de façon très forte parce que, en dépit de quelques relations de bon voisinage ou d'une participation discrète à la vie locale (surtout à Melun-Sénart), les femmes vivent dans un grand isolement.

Les statistiques ne permettent pas de juger du bonheur. Non, pourtant, sont celles qui se déclarent satisfaites de vivre en « pionnières ». Mais nombreuses sont celles qui affirment que la ville ne leur a rien apporté, si ce n'est « une existence répétée, démodée, suspendue ».

MICHEL SOLAT.

(1) U.F.C.S., 4, rue Béarnaise, 92100, tél. 372-37-25.

Réfléchissons.

Carrefour

A l'occasion d'un procès PLUSIEURS MILLIERS DE FEMMES MANIFESTENT A ROME CONTRE LE VIOL

(De notre correspondant.)

Rome. — Plusieurs milliers de femmes ont défilé à Rome le jeudi 31 mars pour protester contre une affaire de viol particulièrement odieuse survenue la veille dans un faubourg de la capitale.

La victime est une jeune fille de dix-huit ans, Claudia Caputi, violée par seize hommes le 30 août 1976, à Cinecittà. Le procès de ses agresseurs — quatre d'entre eux sont sous les verrous — est en cours. Aprouvée par des féministes, la plaignante a voulu donner aux audiences du tribunal un caractère public. Le président s'y est résigné, et le procès se tient à portes ouvertes.

Judi, en sortant du bureau de son avocat, Claudia Caputi s'aperçut qu'elle était suivie par quatre hommes. Elle reconnut plusieurs de ses agresseurs et alerta aussitôt des amis par téléphone. Mais celles-ci n'eurent pas le temps d'intervenir. Dans la soirée, la jeune fille fut retrouvée en larmes : elle avait été de nouveau violée, et on lui avait fait de la violence à coups de rasoir. — R. S.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Taillandiers
75017 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 6007-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - ÉTR.

198 F 385 F 570 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAYES PAR VIRE

198 F 375 F 555 F

ÉTRANGERS

(par mandat postal)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYES PAR VIRE

198 F 375 F 555 F

2. - TUNISIE

198 F

Par voie aérienne

Tout sur demande.

Les abonnements qui

chèque postal (toute

direction) jointure un

demande.

Changements d'adresse

avisés ou prévus (deux

semaines ou plus) : nos

sont invités à formuler

demande une semaine

avant leur départ.

Joindre la dernière

d'envoi à toute

Veuillez avoir l'obligeance

de signer tous les

capitales d'abonnement.

Après avoir

Les toreros

78

92

RESIDENCE DES

Synthèse, actualisée chaque année,
des banques de données de marketing
proscop media
359 - 58 - 94
Institut **proscop** 25, rue Marbeuf

(PUBLICITE)
ROYAUME DU MAROC
Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb
KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 22/77

Les Directeurs des Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole du Gharb et du Laukkas recevront jusqu'au 13 Juin 1977 (1^{er} juin 1977) à 18 heures des offres de prix pour la fourniture et la pose de canalisations sous pression de gros diamètres (500 à 1.600 mm) sur une superficie de 50.000 ha. (Idouadema, Idouadema et quatrième tranches).

Les dossiers sont à retirer soit au O.R.M.A.G. carrefour Mauritanie, Kenitra — soit au O.R.M.V.A.L., Ksar El Kebir — contre remise d'un chèque de 100.000 DH (agent comptable d'une somme de cinq millions (5.000.000) DHS).

selon international des
composants électroniques 77
PARIS
31 mars - 6 avril
excepté dimanche
porte de Versailles de 9h à 18h
organisation S.D.S.A. 20, rue Hamblet - F75016 Paris - Tél. 505.13.17 - Téléc. 630.400 F

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS
Société Nationale des Transports de Voyageurs

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture de la Société Nationale des Transports de Voyageurs (S.N.T.V.) de :

- 1^{er} lot : 340 autocars « suburbains » ;
- 2nd lot : 30 autocars 23-28 places ;
- 3rd lot : 11 autocars « type Safari » 30-35 places.

Les lots peuvent faire l'objet d'une soumission globale ou séparée. Les constructeurs intéressés doivent retirer ou se faire envoyer le cahier des prescriptions spéciales en le demandant à :

S.N.T.V. - DIRECTION GÉNÉRALE
Route Nationale n° 5 - Zone Industrielle - ROUTBA.

Les offres, rédigées en langue française, doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée le 24 avril 1977 à 10 heures au plus tard, sous double pli cacheté, l'enveloppe intérieure portant en rouge :

Soumission pour autocars (ne pas ouvrir).

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant quatre vingt-dix jours (90).

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE

La Commission européenne durcit sa position sur les ventes de beurre aux pays de l'Est

De **FRANÇOIS CORRESPONDANT**

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne est déterminée à ne pas accorder de subventions pour permettre de nouvelles exportations importantes de beurre vers les pays de l'Est. Après d'insister que sa décision politique soit contournée par les négociants, elle a décidé jeudi 30 mars de suspendre pour trois jours l'octroi de toute « restitution » (subvention). D'autre part, à partir de lundi 4 avril, aucune exportation de beurre en provenance d'un certificat. Ces mesures marquent un net durcissement de l'attitude de la Commission.

Comment cette affaire de vente de beurre aux pays de l'Est s'est-elle rebondie ? Une dépêche venue de Washington — ce qui est déjà curieux — faisait état de démarches soviétiques pour acheter 30 000 à 35 000 tonnes de beurre en Allemagne. Qu'allait faire la Commission qui, début mars (le Monde des 3 et 4 mars), après que des firmes françaises eurent exporté avec le concours du Fonds européen 45 000 tonnes de beurre vers l'U.R.S.S., avait annoncé avec éclat que désormais la « préférence de la restitution », c'est-à-dire l'octroi de la subvention pour les ventes à terme, ne serait plus accordée automatiquement et que par ailleurs, dans un « accord prévisible », elle serait prête pour les exportations de beurre vers l'Est.

La question méritait d'être plus d'une fois posée qu'au début du mois de mars, M. Gundelach, le directeur chargé des affaires agricoles, avait donné l'impression de ne pas apprécier la manœuvre de M. Jenkins, le président de la Commission, avait conduit à la fin du mois de mars, M. Gundelach proclamait alors qu'il n'y aurait aucune discrimination à l'égard des pays de l'Est, et comme pour le prouver il autorisait la préférence d'une restitution pour la vente de 400 tonnes de beurre à la Bulgarie. Jeudi, le porte-parole, après avoir admis qu'il est connu que l'U.R.S.S. cherche à importer de nouvelles quantités de beurre, a constaté qu'« aucune demande de préférence n'a été présentée jusqu'ici », et a précisé que « si de telles demandes devaient être présentées, la Commission ne pourrait pas les accepter en application de sa décision du 3 mars ». La Commission va même plus loin qu'elle allait le 3 mars, autrement dit durcit sa position. A cette date, ne voulant précisément pas donner l'impression qu'elle était en « embargo » sur les ventes à l'Est, elle laissait entendre aux négociants la possibilité de demander une « restitution » au jour le jour.

« Dans ce cas, le commerçant qui conclut un contrat le 15 mars et livre son beurre le 20 avril reçoit une « restitution » telle qu'elle est fixée le 20 avril et prend le risque en l'absence de préférence que la « restitution » soit diminuée entre le 15 mars et le 20 avril. Cette échappatoire est maintenant refusée au négociant. La Commission n'a pas l'intention d'admettre que cette possibilité soit utilisée pour exporter de nouvelles quantités substantielles de beurre vers l'Europe de l'Est et elle prendra si nécessaire les mesures nécessaires », a en fin de compte déclaré le porte-parole.

Interrogé par des journalistes, M. Cheysson, l'un des deux commissaires français, a déclaré que la Commission n'avait pas été mise au courant par son président, et par M. Gundelach de ces nouveaux développements et qu'en tout état de cause, il n'y aurait pas de discrimination entre les acheteurs. Cependant, si l'orientation qu'a exposée le porte-parole est maintenue, il sera bien difficile de prétendre qu'il n'y a pas de discrimination. Ceux qui tentent sans grand succès de le démontrer expliquent que l'unique souci de la Commission est de pratiquer une « discipline » du marché, d'éviter des « excès » et de ne pas utiliser exclusivement les dernières du Fonds européen pour exporter à perte vers tel ou tel pays, mais aussi pour vendre à prix réduit dans l'O.C.E.

Un comportement « électoraliste »

Une fois la répétition, l'argumentation malhonnête. Vendraient 35 000 tonnes de beurre à l'Union soviétique, cela ne signifie pas que 35 000 tonnes de beurre ne vont pas être vendues ailleurs. On veut considérablement augmenter d'un ton l'autonomie, est d'autant moins « électoraliste » qu'il n'est pas d'autre client important et que la vente à bas prix à l'intérieur de la C.E.E. (cette zone sociale) est d'un coût plus élevé que l'exportation. Les raisons de la Commission, ou plutôt de son président, ne sont pas grand-chose à voir avec les exigences d'une saine gestion du marché : la vente de beurre aux pays socialistes à un prix inférieur à ce qu'il coûte sur le marché anglais est impossible au regard de l'opinion publique britannique et de la C.E.E. (cette zone sociale) est d'un coût plus élevé que l'exportation. Les raisons de la Commission, ou plutôt de son président, ne sont pas grand-chose à voir avec les exigences d'une saine gestion du marché : la vente de beurre aux pays socialistes à un prix inférieur à ce qu'il coûte sur le marché anglais est impossible au regard de l'opinion publique britannique et de la C.E.E. (cette zone sociale) est d'un coût plus élevé que l'exportation.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisses	Fr. françaises
48 heures	4 3/8	5 1/8	4 1/4	5 1/2
1 an	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/2
3 ans	4 7/8	5 3/4	4 7/8	5 3/4
5 ans	5 1/4	5 3/4	4 3/4	5 3/4

CONJONCTURE

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN FÉVRIER

	En 1 mois (fév. 1977 comparé à janv. 1977)	En 6 mois (fév. 1977 comparé à août 1976)	En 1 an (fév. 1977 comparé à février 1976)
ENSEMBLE	0,7	4,2	9
ALIMENTATION	1,1	4,4	11,4
Produits à base de céréales	0,4	3,1	11
Vianes de boucherie	0,4	3,7	8,7
Porc et charcuterie	0,1	— 0,9	6
Volailles, lapins, produits à base de viande	0,2	3,9	7,9
Produits de la pêche	1,3	7,3	11,3
Lait, fromages	0,8	4	9,6
Œufs	— 0,2	4	10,5
Corps gras et beurre	1,2	4,9	10,6
Légumes et fruits	0,2	12,3	17,4
Autres produits alimentaires	1,1	4,6	10,2
Boissons alcoolisées	1,1	3	8,2
Boissons non alcoolisées	7,2	13,4	18,5
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,4	3,1	6,9
1) Habillement et textiles	0,1	3,6	6,8
2) Autres prod. manufacturés	0,5	2,7	6,1
Dont : meubles et tapis	0,3	2,7	6,1
Appareils ménagers électriques et à gaz	— 0,1	2,5	5
Papeterie, librairie, joujoux	0,9	1,6	4,4
Photo, optique, élec. acoust.	0,1	0,4	1,5
Combustibles, énergie	0,5	0,3	1,5
SERVICES	0,3	4,2	10,8
Logement	0,2	4,2	11,6
Soins personnels, soins de l'habillement	0,2	3,4	8,9
Services de santé	0,2	4,5	9,3
Transport public	0,1	0,8	0,6
Services d'utilité de v. priv.	0,2	1,1	0,1
Hôtels, café, restaur., cantines	0,3	8	13

« La hausse des prix reprend de plus belle : 0,7 % en février, plus encore, d'après le gouvernement lui-même, en cours des prochains mois », déclare M. Michel Rolant, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T., dans un communiqué. « C'est révélateur de la véritable nature de la campagne orchestrée autour des « bons indices » de l'INSEE pour décembre et janvier. Il ne s'agit pas d'un élément de la propagande électorale et non pas de la campagne électorale, mais d'un véritable et avec quelques manipulations techniques statistiques, on peut toujours faire croire... »

ser le thermomètre (...). Puisse les prochaines élections ne sont, parait-il, que dans un an. Le gouvernement se souvient les années pendant trois mois, ce qui lui permettrait de bloquer à nouveau les prix à la fin l'année... »

« L'augmentation de 0,5 % des tarifs du gaz et de l'électricité (toutes tensions) à partir du 1^{er} avril est publiée au Bulletin officiel du service des prix daté du 1^{er} avril. Le même B.O.S.P. publie l'autorisation donnée à la S.N.C.F. de relever de 1 % ses tarifs voyageurs à partir du 1^{er} avril.

P.M.E.

M. Giscard d'Estaing s'engage à organiser un « rendez-vous annuel »

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu jeudi 31 mars une délégation de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, conduite par M. Léon Ginguembre. Répondant en partie à l'une des principales revendications de ce syndicat qui réclame depuis plusieurs années l'organisation d'un « rendez-vous annuel P.M.E. », à l'image de celle existant pour l'agriculture, le chef de l'Etat s'est engagé à organiser « un rendez-vous annuel » avec les patrons petites et moyennes.

Ministre de l'Industrie, la consultation du gouvernement avec les petites et moyennes entreprises. Selon M. Ginguembre, la délégation a demandé au chef de l'Etat « d'ordonner une politique générale concernant les P.M.E. au lieu de se contenter de mesures fragmentaires ». Il a été enfin convenu que M. Giscard d'Estaing reprendra à déjeuner, le 4 avril, vingt dirigeants de petites et moyennes entreprises industrielles, avant de tenir un conseil ministériel à ces entreprises.

M. Monory, le nouveau ministre de l'Industrie, a assuré selon les termes de la déclaration, qu'il s'occupera particulièrement des problèmes du commerce et de l'industrie, et qu'il assistera par ses secrétaires d'Etat à l'Industrie et à l'Énergie.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **M. MARCEL DASSAULT** vient d'acquiescer 20 % du capital de la société Invertechnique. Ce pourcentage lui a été remis par M. Jacques Maullat, président de la firme, qui lui a ainsi sa participation ramené de 35 à 15 %. Invertechnique, spécialisée à l'origine dans la fabrication d'équipements aéronautiques, a élargi ses activités à l'électronique nucléaire, aux instruments de mesure en biologie et aux mini-calculatrices.

● **BRITISH LEXLAND** va procéder au rappel de deux cent quatre-vingt-dix mille valeurs vendues, afin de réviser des pièces défectueuses, annonce le constructeur automobile britannique. Cent quatre-vingt mille modèles Austin-Allegro nécessitent une vérification de leurs systèmes de suspension. Les cent dix mille Austin Morris 18-22, fabriquées entre avril et juin 1974, seraient dangereuses. Le coût total de l'opération s'élevait, selon la firme, à 1,5 million de livres. — (A.F.P.)

● L'industrie ont augmenté de 1,6 % en février, après avoir baissé de 1,8 % le mois précédent. — (Agf.)

● **EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE** LE COUT DE LA VIE n'aurait augmenté qu'en 1977, en mars (indice provisoire) de 0,6 % en février. En un an, par rapport à mars 1976, la hausse s'établit à 3,9 % contre 4 % en février et 4,1 % en janvier. — (Agf.)

● **EN BELGIQUE** LE PRIX DE L'ÉNERGIE augmente, à partir du 1^{er} avril, d'environ 1 franc belge par litre, à la suite de la majoration de 6 à 14 % la T.V.A. Le prix du litre passe de 14,82 à 15,34 francs belges pour le super et de 14,52 à 15,04 pour l'ordinaire.

Or

● **LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION BANCAIRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS**, M. Henry Reuss, a déclaré que la trésorerie américaine de reprendre ses ventes d'or en 1977. En un an, cours du métal précieux. « En ces temps de déflation, le dollar est de la monnaie commerciale, pourquoi devons-nous laisser 40 milliards de dollars d'or s'empoussiérer ? » a déclaré M. Reuss dans une lettre adressée au sous-secrétaire au Trésor, M. Anthony Solomon. Il soutient que le dollar d'or de la trésorerie ne rapporte pas d'intérêt et « dépense largement tout besoin stratégique ou monétaire prévisible ».

A l'étranger

● **ÉTATS-UNIS** : REPRISE APRÈS LE FROID. L'indice global, qui préfigure l'évolution de l'économie, a progressé de 0,4 % en février pour s'établir à 127,5 (base 100 = 1967). L'indice avait reculé de 1,2 % en janvier. En outre les commandes

EN SOUPLESE

Les moteurs de la Ford Granada : 2.300 cm³, 2.600 cm³, et 11 litres sont à 6 cylindres en V. La Ford Granada c'est aussi la suspension à 4 roues indépendantes, une voie extra-large, et une direction ultra-précise qui font une vraie grande routière.

- Il existe 4 modèles : Granada, Luxe, GL et Ghia.
- Moteurs à 4 cylindres : 10 CV et 11 CV.
- Moteurs à 6 cylindres : 13 CV, 15 CV et 17 CV.

Essayez-en une chez un des 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford en France.

Ford Granada
Légendaire robustesse et sécurité.

CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS :

ETS. BUFFARD 110/112 bd de l'Hôpital PARIS 13 707.79.19	LA CHAPELLE 20 bd de la Chapelle PARIS 18 206.19.40	ROCHEBRUNE 58/60 av. Parmentier PARIS 11 805.29.02	R.V.A. 93 bd Raspail PARIS 6 222.73.80	SADVA 19 rue de Presbourg PARIS 16 500.32.00	SAFI 78 rue de Longchamp PARIS 16 553.18.40
---	---	--	--	--	---

مكتبة النور

SOCIALE
ÉCONOMIQUE
PRIX DE DÉTAIL EN FÉVRIER

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCURITÉ SOCIALE

ACCEPTANT TOUTES LES CONSÉQUENCES DE SON CHOIX

La C.G.C., dans un rapport, défend la thèse de l'assurance sans redistribution des revenus

« La Sécurité sociale fait penser à un navire qui prend l'eau. On le surcharge alors qu'il risque de couler », a déclaré M. Yves Charpentier, président de la C.G.C., en présentant, jeudi 31 mars, un rapport de cent cinquante-quatre pages, dans lequel la Confédération des cadres propose « sa » réforme. Comme l'a reconnu l'auteur du rapport, M. Corneille Calvez, ce projet « précise et améliore des idées anciennes » qui, ajoute-t-il, « ont bien vieilli ». S'il est vrai que le rapport reprend les thèses traditionnelles de la C.G.C. sur la notion d'assurance, c'est-à-dire l'opposition qui est maintenue entre la redistribution des revenus et la thèse de l'assurance, s'il est vrai que la C.G.C. s'inscrit dans une démarche défensive de l'autonomie du régime de retraites complémentaires, il faut reconnaître que cette approche de la Sécurité sociale est basée sur l'esprit de responsabilité et en tire franchement les conclusions en acceptant, si nécessaire, une augmentation de la part non remboursée des produits pharmaceutiques (ticket modérateur) et même la non-remboursement de certains médicaments. Elle va jusqu'à douter de la notion de revenu de remplacement en se déclarant favorable à une imposition des indemnités journalières et de la future allocation parentale si elle est constante et accordée à tous. Au total, une doctrine très libérale qui rejoint de très près par les orientations du C.N.P.F. et du gouvernement ; une doctrine qu'on peut cependant qualifier d'assez corporatiste ou catégorielle, puisque

tout nouvel effort des cadres — par l'impôt ou la cotisation — est franchement repoussé. Ce rapport, qui risque de provoquer les protestations d'autres confédérations, n'a pas cependant sans soutenir des vagues au sein de la C.G.C. Adopté par 202 voix contre 80, le rapport, rédigé de Liège vert et promis à l'édition, offre les bases d'une réforme que contestent vivement les syndicats minoritaires de la C.G.C., notamment ceux des métallurgistes. Un rapport relativement courageux cependant, dans la mesure où la C.G.C. écrit noir sur blanc ce qu'elle est prête à accepter et ce qu'elle refuse, y compris en descendant dans la rue si cela est nécessaire. Le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, qui répondra sans doute favorablement à la demande d'un entretien de la C.G.C. et, à la fin du mois, le P.S. qui doit rencontrer son président, devront en tout cas tenir compte des positions de cette catégorie de cadres, même si la confédération ne représente pas tout le personnel d'encadrement. Un tel rapport relance enfin le débat que souhaite le gouvernement et cela au moment où M. Bouillon, qui transmet le dossier à Mme Veil, vient de déclarer : « La trésorerie de la Sécurité sociale aura encore en 1977 un trou de 4 à 5 milliards de francs. Des mesures d'économie doivent encore être prises. » Celles que préconise la C.G.C. répondent à l'attente des pouvoirs publics mais certainement pas à celle des confédérations ouvrières.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Le rapport « Pour une sécurité sociale des responsables » contient sept propositions qui peuvent être résumées de la façon suivante :

● LA NOTION D'ASSURANCE. — La sécurité sociale « représente une assurance contre un certain nombre de risques où l'étendue des droits garantis est liée au montant des cotisations versées ». Cette formule entraîne « nécessairement une redistribution (...) entre malades et bien portants, actifs et retraités, chargés de familles et célibataires » mais en aucun cas une redistribution des revenus des plus riches au profit des plus pauvres.

● LES CHARGES INDUES. — Tirant les conséquences de cette philosophie de la sécurité sociale, la C.G.C. estime qu'un certain nombre de charges incombant actuellement à cette institution doivent être supportées par le budget de l'Etat : allocation-logement, handicapés, aide sociale, allocations minimales aux personnes âgées, financement des équipements hospitaliers et, en outre, les aides du régime général aux régimes spéciaux, « la compensation des dérogations » étant acceptée par la C.G.C. Au total cela représente 14 milliards de francs qu'il s'agit de financer.

● L'INTERVENTION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT. — La C.G.C. rejette la fiscalisation de la sécurité sociale et précise son opposition au projet du C.N.P.F. de faire financer par l'Etat le régime des allocations familiales. En revanche, elle demande l'intervention financière de l'Etat pour les charges indues et aussi pour couvrir les frais qui seront engagés par la généralisation de la sécurité sociale. Plusieurs propositions sont avancées non sans que la C.G.C. ait rappelé qu'on ne peut réformer la sécurité sociale sans, dans le même temps, réformer la fiscalité. La C.G.C. propose : la réduction des dépenses improductives de l'Etat ; le même coût de certains équipements ; la lutte contre la fraude fiscale (évaluée à 50 milliards de francs) ; l'aug-

mentation des taxes spécifiques sur l'alcool et le tabac et enfin si nécessaire l'accollement des impôts directs. Mais la C.G.C. « estime très nettement que la budgétisation des charges indues doit être financée uniquement par ceux qui ne paient pas encore leur juste tribut à l'impôt et non pas par ceux qui, depuis toujours, ont fait plus que payer leur contribution ». La C.G.C. se prononce aussi pour une « meilleure imposition des plus-values ».

● LES COTISATIONS. — Très attachée au financement des régimes sociaux des salariés par les cotisations, la C.G.C. demande tout d'abord que toutes les cotisations, salariales et patronales, figurent sur la feuille de paie : « Il faut que les assurés soient pleinement conscients que les cotisations sont bien un droit acquis ou au moins un salaire différé ». Après avoir réclamé une lutte contre le travail noir — ce qui dégraderait des ressources nouvelles — la C.G.C. estime que si la situation financière l'exige, « la seule solution possible, conformément au principe de l'assurance, ne pourrait venir que d'une majoration planifiée de la cotisation », et elle propose, comme en octobre 1976, une augmentation de 0,50 point de la cotisation-maladie et de 0,20 point de la cotisation vieillesse. La C.G.C. rappelle, en effet, son hostilité catégorique à tout dépeçage et demande que l'évolution du plafond des salaires soumis à cotisation soit fixée en fonction des salaires moyens et non pas des salaires maximaux. Pour le régime des allocations familiales, le régime des allocations familiales, le syndicat ne se déclare pas hostile à une extension de l'assiette des cotisations (valeur ajoutée, etc.) mais demande qu'avant de modifier le système on expérimente des modèles.

● LA GESTION DES CAISSES. — La C.G.C. réclame une représentation égalitaire des syndicats dans les conseils d'administration, un allègement de la tutelle des pouvoirs publics, un pouvoir accru des caisses, la séparation des

risques et l'application de l'ordonnance de 1967 qui donne la possibilité aux caisses, en cas de difficultés financières, d'acquiescer elles-mêmes les cotisations ou de réduire les prestations.

● LES PRESTATIONS MALADIE. — La C.G.C. confirme son opposition à la généralisation du tiers payant et son attachement au principe du ticket modérateur qui implique pour l'assuré la prise en charge d'une partie des frais de santé. La C.G.C. serait prête, sous condition, à accepter un relèvement du ticket modérateur et estime que « le remboursement des produits qui ne relèvent pas d'un traitement médical caractérisé devrait être supprimé ». Considérant que les indemnités journalières constituent un remplacement du salaire, le C.G.C. accepte l'idée de soumettre ces indemnités à l'imposition sur les revenus.

Au sujet des économies possibles, la Confédération générale des cadres, en outre, a une vision très nette de la création et de la gestion des hôpitaux et de la réforme des prix de journée, préconise le transfert des risques (loisir sportif, etc.) vers des mutuelles ou compagnies d'assurance ; elle demande une réelle application du profil d'activité des médecins, mais aussi la mise en place d'un profil des assurés. Favorable au maintien de l'exercice de la médecine, et opposée à toute nationalisation des laboratoires, la C.G.C. propose un meilleur conditionnement des médicaments.

● PRESTATIONS FAMILIALES. — La C.G.C. rappelle que ces prestations doivent être d'un montant identique quel que soit le revenu et suggère la simplification des prestations en augmentant leur nombre de dix-huit à quatre (naissance, entretien, logement et allocation parentale). Cette dernière, si elle était constante et amorçait la mise en place d'un salaire maternel, pourrait être imposée comme les autres revenus. Mais la C.G.C. confirme son opposition à toute modification du quotient familial.

● RETRAITES. — L'organisation des cadres défend vigoureusement la maintenance des régimes complémentaires. Elle se déclare favorable à un relèvement du minimum vieillesse financé par l'Etat. Elle rejette la reconnaissance d'un droit à la retraite systématique à soixante ans même s'il s'agit des travailleurs manuels, mais suggère une formule de retraite à la carte, et, pour les cadres, l'expérimentation d'une formule de retraite financée par une cotisation égale à 1 % des salaires, payée pour moitié par les cadres, pour moitié par les employeurs.

INDUSTRIE MÉCANIQUE

1977 RISQUE D'ÊTRE UNE ANNÉE DIFFICILE

Les industriels de la mécanique sont préoccupés. Pour l'instant, la conjoncture dans le secteur, qui compte 13 000 entreprises et emploie 688 000 salariés, est contrastée selon les domaines d'activité. Bonne dans la prévision, elle est décevante dans l'équipement, et reste médiocre dans l'équipement, qui représente 30 % du chiffre d'affaires de la branche, même si l'on constate une certaine stabilisation. Les perspectives pour 1977 sont toujours étiquetées d'une faible croissance, avec cependant un second semestre plus favorable que le premier. L'année risque donc d'être difficile.

Pour faire face, la profession envisage de mener une double

AFFAIRES

Crise à la Fédération de la chaussure

M. Bidegain et le président démissionnent

La Fédération de l'industrie de la chaussure, réunie mercredi 30 mars en conseil fédéral extraordinaire, a demandé à M. José Bidegain et Labellie, respectivement délégué général et président de la fédération, de remettre leur démission. Pour les remplacer, un directeur de trois membres a été nommé. Composé de MM. Daniel Banaïst, président de la société Kickers, James Rondinaud, président de établissements du même nom, et Xavier Noël, président des établissements Noël à Virey (Ille-et-Vilaine), le directeur a été chargé d'étudier la mise en place de nouvelles structures à la fédération. M. José Bidegain pourrait se voir confier une mission de représentation auprès des pouvoirs publics et des instances patronales.

Ces décisions sont le résultat d'une crise qui oppose depuis plus de dix mois, au sein de la fédération, le président, M. Labellie, et son délégué général, M. Bidegain. M. Labellie, certains industriels reprochent notamment à M. Bidegain une gestion financière imprudente, marquée par des dépenses excessives (construction du siège de l'avenue George-V notamment), qui ont virtuellement placé la fédération en état de cessation de paiements, et une utilisation peu claire de la taxe parafiscale, qui doit être affectée à la reconstruction du secteur.

Une partie des professionnels souligne également les échecs de la politique qu'il a menée en matière de restructuration de la profession (faillites de Salamander à Roubaix, de B.C.D. à Dax, etc.) et d'exportation. Enfin, les démarches menées par le secrétaire général l'an passé, qui avaient abouti à la fixation de visas techniques sur les importations de chaussures italiennes, ainsi qu'à un accord avec la Fédération italienne des fabricants de chaussures, lui ont valu la rancœur des détaillants et des importateurs.

M. Bidegain, soutenu par une autre partie des fabricants, estime que les attaques sur sa gestion financière ne sont pas fondées et n'ont servi que de prétexte, la taxe parafiscale étant notamment contrôlée par l'administration. Il assure que le problème posé par les orientations de politique générale de la fédération, la plupart des industriels — dont le président — étant peu ou prou reconvertis vers l'importation et voyant d'un mauvais œil ces tentatives pour sauvegarder l'emploi dans la chaussure en France.

Le conseil fédéral s'est refusé à trancher le débat en renvoyant les adversaires des deux. Reste à attendre les décisions du nouveau directeur pour connaître laquelle des deux positions l'emportera finalement. En tout état de cause, ces remanements ne faciliteront pas le redressement d'un secteur en crise qui, plus que tout

CASE REÇOIT L'AUTORISATION D'ACQUÉRIR 40 % DU CAPITAL DE POCLAIN

L'affaire Poclain est définitivement réglée. Le groupe américain Case-Teneco va prendre une participation de 40 % dans le capital de Poclain — un 3 % détenu par la pelle hydraulique — par le biais d'une augmentation de capital qui lui sera réservée au prix de 310 F l'action. Les positions des uns et des autres ont été clarifiées. Le groupe suédois Volvo, qui a conclu des accords de commercialisation avec Poclain, fait partie du consortium et aura un représentant au conseil d'administration de Poclain.

Dans un communiqué, la société Poclain précise que l'accord passé avec Case comporte d'importantes assurances concernant la maintenance des centres de fabrication, la recherche, de production et de l'emploi en France.

autre aurait besoin d'une politique claire et énergique de redéploiement s'il veut reconquérir les parts qu'il n'a cessé de perdre sur les marchés français et européens depuis deux ans. — V. M.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Industrie et de l'Énergie

Société Nationale de l'Électricité et du Gaz

SONELGAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La SONELGAZ lance un appel d'offres international pour la fourniture de 160.000 (CENT SOIXANTE MILLE) isolateurs en céramique ou en verre trempé pour lignes aériennes de distribution d'énergie MT.

Pour le retrait du dossier de spécifications techniques, les constructeurs intéressés devront s'adresser à :

SONELGAZ

DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS

Service ACHATS

2, boulevard Salah BOUKAOU — ALGER

Immeuble B - 1^{er} étage

Les offres devront parvenir à SONELGAZ au plus tard le 30 avril 1977, date de clôture du dossier.

du 1^{er} au 11 avril

Nantes Foire internationale



Parc de la Beaujoire

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb

KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 21/77

Les Directeurs des Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole du Gharb et du Loukkos recevront jusqu'au 1^{er} juin 1977 (13 Jourmada II 1397) à 18 heures des offres de prix pour la fourniture et la pose de canalisations sous pression de petits diamètres (Ø 100 à 400 mm) sur une superficie de 62.000 ha. (deuxième, troisième et quatrième tranches).

Les dossiers sont à retirer au Siège de l'O.R.M.V.A.G. carrefour Mauritanie Kenitra — soit au Siège de l'O.R.M.V.A.L., Kasr El Kébir — contre remise d'un chèque libellé au nom de l'agent comptable d'une somme de cinq cents dirhams (500 Dh).

SIDÉRURGIE

Le P.S. propose de transformer l'endettement des firmes françaises en prise de participation

La sidérurgie française est « au bord de la faillite » : « Cette situation est le fruit de vingt ans d'erreurs aussi bien patronales que gouvernementales », affirme le parti socialiste dans un communiqué diffusé jeudi 31 mars. « Pour sauver cette industrie et ses milliers d'emplois, il faut retrouver une compétitivité comparable à celle de nos partenaires internationaux sans licenciements (retraites à cinquante-cinq ans, chômage équipé pour le travail continu), et mettre en place une politique de produits mettant l'accent sur la couverture des besoins nationaux et le développement des techniques avancées. » Cette politique nouvelle et audacieuse exige, comme le prévoit le programme commun de gouvernement, un contrôle direct et renforcé de la puissance publique tant sur les holdings que sur les sociétés d'exploitations. »

Aussi, le P.S. propose-t-il de consolider en capital la dette des sociétés sidérurgiques, qui serait servie par un organisme d'Etat regroupant les holdings et déli-

versant les objectifs de production pour la société d'exploitation. [Ce communiqué, qui comporte les propos déjà tenus par Michel Rocard le 3 mars dernier à France-Inter, résume les convergences et les divergences avec les positions défendues par le parti communiste. Ce dernier demande la nationalisation intégrale, alors que le P.S., soucieux de limiter les dépenses d'indemnisation, estime suffisante la prise de contrôle par consolidation de la dette, la collectivité publique prenant le pouvoir de toute façon. Vis-à-vis de l'environnement extérieur, le P.S. tient compte de la concurrence internationale, tandis que le P.C. fait passer à l'arrière-plan. Cette concurrence est pourtant une dure réalité : la C.E. est notamment par les importations en provenance des pays tiers et la Grande-Bretagne vient d'instaurer un droit antidumping sur certains aciers autrichiens. Au niveau de l'emploi, enfin, le P.S. estime le P.C. refuse les licenciements, mais semble admettre la nécessité de supprimer des postes, tant en condensant les des postes, politiques, contractuels et industriels actuellement pratiqués.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CÉRALIMENT - LU BRUN - GENERAL BISCUIT COMPANY

L'Alliment essentiel, l'Institut de développement industriel, l'Union d'études et d'investissements, la Banque Worms, actionnaires majoritaires de Céraliment-Lu Brun, annoncent qu'ils ont acquis la majorité du capital de General Biscuit Company. Une assemblée générale extraordinaire de cette société d'investissement a été convoquée le 23 mars 1977, sous la présidence de M. le gouverneur Vandepitte et a modifié en conséquence la composition du conseil d'administration.

Le groupe ainsi constitué par Céraliment-Lu Brun et General Biscuit Company avec l'aide des pouvoirs publics français et le concours actif de la Banque Worms, prend la première place dans sa branche professionnelle en Europe continentale, où il dispose de sociétés de fabrication et de commercialisation dans sept pays : Belgique, France, Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Italie, Espagne.

Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés intéressées a atteint 2 600 millions de francs en 1976, ce qui place le nouveau groupe au troisième rang mondial, lui permet de lutter efficacement contre la concurrence internationale et lui donne une capacité d'intervention hors de l'Europe.

SICOTEL

Au cours de l'exercice 1976, SICOTEL a passé divers accords pour financer en crédit-bail, seule ou en pool, quatre nouveaux hôtels dont le prix de revient sera de l'ordre de 25 millions de francs. Par ailleurs, le conseil d'administration du 25 mars 1977 a décidé cinq nouveaux dossiers pour un montant provisionnel de 29 millions de francs, ce qui portera à près de 600 millions de francs le montant des investissements hôteliers de la société, une fois achevés les réalisations décidées en 1976 et pendant le premier trimestre 1977.

Les quarante-sept hôtels actuellement ouverts représentent 570 millions de francs d'immobilisations brutes, dont 227 millions de francs correspondent à des locations nues. Rappelons que le capital social atteint 300 millions de francs ; le financier fondeur très manqué de SICOTEL devrait donc, lors de l'introduction en Bourse, être, la distinction des autres SICOTEL cotés.

Les comptes encore provisoires de 1976 (le cinquième exercice complet de la société), après leur approbation définitive par les commissaires aux comptes, devraient faire apparaître un bénéfice net supérieur à 19 millions de francs et permettre la distribution d'un dividende de 2,75 F par action de 100 F, contre 2,25 F l'année dernière.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 11,20 % février 1975

Les intérêts courus du 14 avril 1976 au 13 avril 1977 sur les obligations Électricité de France 11,20 % février 1975 seront payables, à partir du 14 avril 1977 à raison de F 100,00 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon numéro 2 ou estampillage du certificat nominal, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 12,5 % (montant global : F 125). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 16,75, soit un net de 85,01.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 10,20 % novembre 1975

Les intérêts courus du 25 avril 1976 au 24 avril 1977 sur les obligations Électricité de France 10,20 % novembre 1975 seront payables, à partir du 25 avril 1977 à raison de F 91,80 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon numéro 2 ou estampillage du certificat nominal, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 12,5 % (montant global : F 102,00). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 10,20, soit un net de F 78,51.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 10,20 % mai 1976

Les intérêts courus du 30 avril 1976 au 29 avril 1977 sur les obligations Électricité de France 10,20 % mai 1976 seront payables, à partir du 30 avril 1977 à raison de F 91,80 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon numéro 1 ou estampillage du certificat nominal, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 12,5 % (montant global : F 102). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 10,20, soit un net de F 78,51.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses de comptabilité directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et percepteurs), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue

ROTTERDAMSCH BELEGINGSCONSORTIUM N.V.



L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 30 mars 1977 aux fins d'approbation des comptes de l'exercice 1976, a décidé que le règlement du dividende final serait représenté par une distribution de 3 1/2 % en titres libérés par prélèvement sur la réserve des primes d'émission. Toutefois, il a été décidé de laisser aux actionnaires la possibilité d'obtenir le règlement du dividende final en espèces à raison de 5,30 florins par titre de 50 florins nominal. Cette option est valable jusqu'au 30 septembre 1977 inclus. En cas de paiement comptant, le dividende total de l'exercice 1976 s'élève à 12,50 florins, compte tenu du dividende intermédiaire de 7,50 florins mis en paiement en octobre dernier.

Pour les actionnaires optant pour le règlement du dividende final en espèces, la distribution d'actions gratuites se fera du 12 avril au 30 septembre 1977 inclus, à raison d'une action de 50 florins nominal créée jouissance du 1^{er} janvier 1977 pour :

- 30 droits coupon n° 72 détachés des actions de 50 florins nominal ;
- 15 droits coupon n° 72 détachés des coupures de deux actions de 50 florins nominal ;
- 1,5 droit coupon n° 72 détachés des coupures de vingt actions de 50 florins nominal.

En vue de l'attribution, des coupons de titres d'une, de deux ou de vingt actions peuvent être groupés.

La distribution en actions gratuites sera exempte d'impôt.

Pour les actionnaires préférant un paiement en espèces, le dividende final sera payable du 12 avril au 30 septembre 1977 inclus sur présentation du coupon n° 72 accompagné de la formule prévue par les dispositions fiscales de la convention franco-néerlandaise, à raison de :

- 4,42 florins net pour les actions de 50 florins ;
- 8,84 florins net pour les coupures de deux actions de 50 florins ;
- 88,40 florins net pour les coupures de vingt actions de 50 florins ;
- montants auxquels s'ajoute un crédit d'impôt.

A partir du 30 septembre 1977, contre remise du coupon n° 72, les actionnaires recevront un montant en espèces correspondant à la valeur boursière du droit, à Amsterdam, à cette date.

En France, le règlement du dividende final en titres ou en espèces effectuera aux guichets des établissements suivants :

- Banque de Paris et des Pays-Bas, 2, rue d'Antin, Paris (2^e) ;
- Crédit lyonnais, 19, boulevard des Capucines, Paris (2^e) ;
- Société générale, 25, boulevard Haussmann, Paris (9^e) ;
- Banque nationale de Paris, 18, boulevard des Capucines, Paris (2^e) ;
- Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris (2^e) ;
- Crédit commercial de France, 103, avenue des Champs-Élysées, Paris (8^e) ;
- ainsi que dans les succursales et agences de ces établissements.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 4 % 1952 (regroupement Moyenne-Dordogne)

DERNIER AMORTISSEMENT AU 15 AVRIL 1977

Les obligations de 100 F et de 50 F en circulation et non encore amorties à des tirages antérieurs ainsi que les obligations restant à émettre aux échéances de tirage prévues par le prospectus, sont remboursées respectivement à 100,01 F, 50,01 F et 25,01 F à partir du 15 avril 1977 (démarrage de coupons).

— Obligations de 100 F comprises dans les séries : 828 à 4 033 — 13 631 à 16 825 — 33 200 à 33 429 — 37 871 à 37 920.

— Obligations de 50 F comprises dans les séries : 1 à 387 — 1 323 à 1 404 — 2 628 à 2 701 — 3 745 à 3 778 — 4 851 à 4 958.

— Obligations de 25 F comprises dans les séries : 1 206 à 1 604 — 3 188 à 3 316 — 3 484 à 3 500 — 3 762 à 3 815 — 4 019 à 4 247.

Ci-après sont rappelées les séries des numéros sortis aux tirages antérieurs :

	Obligations de 100 F	Obligations de 50 F	Obligations de 25 F
Amortissement 1965	28 800 à 30 134	693 à 924	2 317 à 3 493
— 1966	9 739 à 10 833	1 354 à 2 109	328 à 448
— 1967	31 041 à 33 023	803 à 901	1 041 à 1 197
— 1970	19 597 à 25 008	et 525 à 1 140	et 328 à 894
— 1971	1 à 82	1 793 à 1 957	1 858 à 1 940
— 1972	et 34 256 à 37 867	et 2 110 à 2 284	et 2 168 à 2 336
— 1973	et 18 638 à 19 998	4 138 à 4 974	et 3 816 à 4 018
— 1974	et 25 010 à 25 186	2 790 à 3 140	3 501 à 3 781
— 1975	83 à 827	2 782 à 2 789	1 607 à 1 857
— 1976	33 430 à 34 235	et 3 141 à 3 744	et 2 237 à 2 617
— 1977	et 37 888 à 37 870	1 481 à 1 702	290 à 325
Amortissement 1974	4 034 à 9 348	et 3 285 à 2 623	446 à 536
— 1975	9 349 à 9 723	et 3 770 à 4 127	et 781 à 1 205
— 1976	et 10 836 à 13 630	et 4 975 à 4 950	2 618 à 3 197
— 1977	25 387 à 28 898		
	30 135 à 31 040		
	et 33 023 à 33 199		

Le remboursement des titres est effectué, sans frais, aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et percepteurs), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais - Société Générale - Banque Nationale de Paris - Banque de France - Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient - Société Générale de Crédit - Crédit Commercial de France - Crédit Industriel et Commercial et banques affiliées - Société Marseillaise de Crédit.

SEFIMEG

Le conseil d'administration s'est réuni, le 23 mars 1977, sous la présidence de M. Philippe Charvrey. Il a examiné et approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le jeudi 2 juin 1977, à 10 h. 30, au Royal Monceau, 38, avenue Hoche, à Paris (8^e).

Le conseil a relevé la progression des titres qui sont passés de 88.583.000 F en 1975 à 78.712.000 F, ce qui représente une augmentation de 12,4 % par rapport à l'exercice 1975.

Dans ces conditions, le bénéfice net atteint 58.150.973 F à comparer à 51.727.612 F en 1975, soit une progression de 15,4 %.

Compte tenu de ces résultats, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende en espèces de 2,25 F, dont 2,10 F soit 52 % non déclarables, l'impôt sur le revenu, contre 2,70 F pour l'exercice précédent.

La majoration du dividende est ainsi plafonnée à 6,50 %, conformément aux recommandations gouvernementales. En report à nouveau de 3.315.950 F viendra donc conforter d'autant les bénéfices des exercices suivants.

SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE MOBIILIÈRE

L'assemblée générale a fixé le dividende à 7,50 F assorti d'un crédit d'impôt de 1,50 F payable le vendredi 15 avril 1977 et représenté par :

- Un coupon de 3,75 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,42 F, représentant les revenus des obligations françaises non indexées ; il bénéficie de l'abattement fiscal de 3 000 F ou du prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire.
- Un coupon de 1,50 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,37 F, représentant la quote-part de ce coupon représentant les revenus d'actions françaises s'élève à 1,56 F, l'avoir fiscal correspondant est de 0,38 F, l'ensemble bénéficiant de l'abattement fiscal de 3 000 F dans les conditions prévues par la loi.

Les actionnaires auront la faculté de rembourser le dividende, augmenté du crédit d'impôt en actions S.E.M. sans acquiescer de droits de souscription.

INTERBAN

L'assemblée générale s'est réunie le 30 mars et a approuvé les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Au cours de cet exercice, vingt opérations nouvelles ont été acquiescées par la société, représentant un total hors taxes d'engagements de 237 541 000 F, se décomposant en dix-neuf opérations de crédit-bail immobilier et une opération de location simple.

Les recettes hors taxes se sont élevées à 25 114 000 F contre 21 millions 920 000 F en 1976.

Après déduction des amortissements, frais financiers et frais généraux, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 25 454 106,34 F contre 18 917 426 F en 1976.

Conformément aux propositions du conseil, l'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende ordinaire de 15,33 F par action ancienne numérotée 1 à 1 203 008. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 15 avril 1977.

Il est rappelé que les actions nouvelles numérotées 1 203 001 à 1 864 500, correspondant à la dernière augmentation de capital, seront assimilées aux actions anciennes dès le 15 avril 1977 et porteront jouissance depuis le 1^{er} janvier 1977.

SICAV DU GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

SOCIÉTÉ POUR L'INVESTISSEMENT DE L'ÉPARGNE « VALOREM »

L'assemblée générale ordinaire du 30 mars 1977 n'ayant pu valablement délibérer faute de quorum, les actionnaires de la société sont convoqués une deuxième fois pour le 19 avril 1977, à 11 heures, à Paris (2^e), 18, rue du Croissant, à l'effet de délibérer sur le même ordre du jour.

SOCIÉTÉ POUR LE RENDEMENT DE L'ÉPARGNE « FRUCTIDOR »

L'assemblée générale ordinaire du 30 mars 1977 n'ayant pu valablement délibérer faute de quorum, les actionnaires de la société sont convoqués une troisième fois pour le 19 avril 1977, à 9 h. 30, à Paris (2^e), 18, rue du Croissant, à l'effet de délibérer sur le même ordre du jour.

NatWest 1976

Extrait du rapport du président, Sir John Paulson, OBE

Le redressement enregistré dans les bénéfices du Groupe a renversé la tendance des deux dernières années et revêt une importance particulière en cette époque de sévère inflation — la rétention d'un montant adéquat de bénéfices demeure essentielle à la constitution d'un stock de capital en rapport avec les besoins du Groupe.

Nous avons des engagements substantiels sous forme de soutien à long terme pour l'industrie, outre la fourniture de fonds de roulement à court terme — et nous avons augmenté notre contribution au financement de l'industrie du gaz et du pétrole de la Mer du Nord en intervenant à titre principal dans plusieurs importantes opérations de crédit.

Dans l'ensemble, nos activités sur le plan international continuent à dégager une progression vigoureuse tant du côté des actifs que du côté des bénéfices et nous sommes fiers de nous ranger parmi les principaux producteurs d'exportations invisibles du Royaume-Uni.

C'est au Gouvernement personnellement qu'incombe la responsabilité de recréer le climat nécessaire pour encourager l'industrie à investir pour se rééquiper et se moderniser — dans un climat favorable, 1977 pourrait voir la mise en place d'une reprise spectaculaire et soutenue de la prospérité économique du Royaume-Uni, dans laquelle nous sommes prêts à jouer au maximum notre rôle.

Chiffres extraits des Comptes du Groupe pour l'exercice 1976

Capital actions ordinaires	222 millions de £ - F1876 m.
Réserves	697 millions de £ - F5888 m.
Comptes courants, dépôts et autres comptes	15.384 millions de £ - F129994 m.
Avances	10.615 millions de £ - F89695 m.
Bénéfices du groupe après provision pour intérêt personnel	188 millions de £ - F1587 m.
Impôt	100 millions de £ - F844 m.
Bénéfices non distribués	63 millions de £ - F535 m.

Taux en vigueur, au 31 décembre 1976

National Westminster Bank Group

Le Rapport et les Comptes, y compris le Rapport du Président, peuvent être obtenus en s'adressant à : The Secretary's Office, National Westminster Bank Limited, 41 Lothbury, London EC2P 2BP

Agence Principale en Belgique de L.W.B. Ltd. à Bruxelles, 2 Treurenberg et en France à Paris, 18 Place Vendôme

Autres agences à Anvers, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes et Nice.



UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - La voyage de M. de Gaulle en Israël.
- 2-3. EUROPE
3. DIPLOMATIE
 - M. Gromyko reproche aux dirigeants américains de ne pas tenir compte des intérêts soviétiques.
4. ASIE
- 4-5. AFRIQUE
 - La fin du voyage officiel du chef de l'Etat soviétique.
 - La Rhodésie des dernières cartes (11), par Jean-Claude Ponsot.
- 6 à 10. POLITIQUE
 - POINTS DE VUE : « Les « chocs » en retour » de la croissance », par Philippe Breda ; « Des électeurs conscients », par Jacques Elal ; « De l'indépendance de M. Chirac », par Hervé Lemaire.
10. DÉFENSE
 - Le service militaire : un libre-débat entre MM. Messmer et Chevènement.
- 10-11. ÉDUCATION
 - LIBRES OPINIONS : « La morale et le crime de grand-père », par Louis François ; « La fin du congrès du SGEN ».
- 12-13. ÉQUIPEMENT
 - CORSE : la vente de 2 500 hectares en bordure de mer.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- PAGES 15 à 22
- QUESTIONS D'AUJOURD'HUI : Les frontières ne se laissent pas oublier ; l'Europe libre, pas pour demain.
- L'U.E.-France prépare ses vacances.
 - Cliché d'ail.
 - Plaisirs de la table.
 - Modes ; Maison ; Brocante, Épiphanie ; Jeux ; Philatélie.

- 23 à 26. ARTS ET SPECTACLES
 - FORMES : le milieu de l'art.
 - CINÉMA : le festival du film arabe.
27. JUSTICE
 - AUX ASSISES DE PARIS : décision de clémence pour Jean-Charles Willquet et son épouse.
27. POLICE
- 30-31. SOCIÉTÉ
31. SPORTS
- 31 à 33. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - SÉCURITÉ SOCIALE : la C.G.C. défend la thèse de l'assurance sans redistribution de revenus.
 - SIDERURGIE : le P.S. propose de transformer l'endettement des firmes françaises en prise de participation.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (23)
- annonces classées (28-29) ; Anjou-Toul (30) ; Carpes (14) ; « Journal officiel » (30) ; Loto national (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Soume (36).
- Le numéro du « Monde », daté 1^{er} avril 1977 a été tiré à 606 924 exemplaires.

DECORATION

TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMÉS

Toiles de lin, de coton. Satins et chintz imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. Importations directes de tissus américains, anglais, suédois et italiens. une multitude de dessins et de coloris originaux.

les prix : de 12^{fr} à 87^{fr} le mètre (tous nos tissus sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Au Canada

Le gouvernement cherche, avec le budget à relancer l'économie sans nourrir l'inflation

De notre correspondant

Montréal. — M. Macdonald, ministre canadien des finances, a présenté jeudi 31 mars à Ottawa le budget fédéral pour l'année fiscale 1977-1978, qui commence ce 1^{er} avril.

Le nouveau budget s'élève à 42 milliards de dollars canadiens, soit une augmentation d'un peu plus de 1 % par rapport à l'année dernière. Le déficit prévu est de 7 milliards de dollars, soit 500 millions de plus qu'en 1976. Ces deux chiffres montrent le souci de déralation du gouvernement, qui préfère freiner le rythme de l'expansion (le P.N.B. ne devrait croître en 1977 que de 4 %, alors qu'il progressait les années précédentes d'environ 5 %) plutôt que de laisser se développer une inflation qui tourne autour de 9 % par an. Si le gouvernement atteint ses objectifs, celle-ci devrait être ramenée à la fin de 1977 à un taux annuel de 6 %. Sur ce point, M. Macdonald a déçu les milieux d'affaires et les syndicats, qui espèrent que le gouvernement va élargir le contrôle des prix et des salaires décriés le 14 novembre 1976.

De même que l'inflation, le chômage est l'une des préoccupations principales du gouvernement canadien. Avec 930 000 chômeurs, soit 7,9 % de la population active, le problème de l'emploi n'a jamais été aussi grave depuis dix-huit ans. Pour tenter d'y remédier, le gouvernement a décidé d'y consacrer 488 millions de dollars. Cinquante mille emplois temporaires devraient notamment être créés en application de deux programmes spéciaux Jeunesse Canada : si Canada au travail. Le chiffre total des nouveaux emplois pour l'année qui s'ouvre devrait être de 150 000 ; il était de 200 000 en 1976.

C'est sur le soutien aux entreprises que le gouvernement porte essentiellement son effort : 488 millions de dollars viendront cette année encourager l'économie grâce au maintien d'une déduction fiscale en faveur des investissements. Cette déduction sera d'autant plus élevée que la société concernée se trouvera dans une province plus pauvre. De même 150 millions de dollars seront dégrègés au moyen d'exemptions fiscales sur les dividendes tandis que 300 millions de dollars seraient consacrés au secteur privé par voie d'une réduction de l'impôt sur la valeur des stocks ; autant de liquidités qui

devraient faciliter l'autofinancement des entreprises.

En matière d'impôt, sur le revenu des personnes physiques, le gouvernement canadien a voulu faire un geste qui a paru trop modeste aux partis d'opposition. Les deux millions de contribuables canadiens se partageront 390 millions d'allègements fiscaux. Ceux-ci s'appliqueront essentiellement aux familles nombreuses et aux « gagne-petit ». Enfin, chacun pourra déduire de sa déclaration d'impôt 3 % de son revenu pour des frais relatifs à ses activités professionnelles, et ce jusqu'à concurrence de 250 dollars. Le pouvoir d'achat supplémentaire qui en résultera s'élèvera à 115 millions de dollars.

ALAIN-MARIE CARRON.

BOISSON D'AVRIL

Devant le « choc » du bistro du coin le client, un costume à roulettes, proteste avec véhémence : « Non, je ne paierai pas mon café ! Puis-je vous annoncer dans la poste ! C'est gratuit, aujourd'hui ! Je l'ai entendu, je vous dis ! Et, pour sous-entendre, déjà presque mensurant : « Si ça continue, vous serez un « jaune », patron ? Les consignes de votre syndicat, vous vous en moquez, alors ? »

Deux, trois, bientôt une demi-douzaine de consommateurs, les habitués du petit matin, font chorus : « Il a raison, je l'ai entendu, moi aussi ! Oui, à France-Inter, parfaitement. Ils ont interviewé le président du syndicat des limonadiers et cafetiers, et il a dit que, pour effacer la mauvaise impression causée par la grève de l'autre jour, tous les bistrots serviront aujourd'hui le café gratuit. Vous n'avez tout de même pas été le seul à le faire payer ? »

D'abord ironique, puis sceptique, bientôt inquiet, le patron se défend de son mieux : « Le syndicat ne nous a rien dit. Je ne sais même pas de quoi vous parlez. Non, non, c'est 1,10 F, comme toujours. Le café gratuit, et puis quoi encore ! Les cafés, ça aussi, pendant que vous y êtes ! »

À l'écart, un sourire aux lèvres, un client, un seul, écoute sans mot dire l'échange de répliques. Comme le ton monte, on le voit s'avancer, tendre le bras, montrer du doigt le point sur la mur, derrière le comptoir. Instantanément, chacun tourne les yeux dans la direction ainsi impérieusement indiquée. Et, miraculeusement, le seul client, le discorde s'apaise, on entend quelques rires gênés, et chacun d'adopter rapidement son « petit noir », en faisant tinter soigneusement sur le « zinc » ses pièces de monnaie.

Sur le mur, le calendrier proclame en lettres noires et chiffres rouges : « Vendredi 1^{er} avril. » — P. V.-P.

Au Tchad

Des mutins ont vainement tenté d'investir le palais présidentiel

N'Djaména (A.F.P., Reuters). — Le calme était revenu vendredi matin 1^{er} avril à N'Djaména, où une soixantaine de gardes nomades, appuyés par des blindés, avaient, au cours de la nuit précédente, tenté d'investir le palais présidentiel. Le général Malloum, chef de l'État, qui, dès les premiers coups de feu, a convoqué le Conseil supérieur militaire — qui siègeait encore vendredi matin — est sain et sauf.

De minuit à 6 heures, des tirs d'armes automatiques et de mortiers se sont poursuivis, les gardes chargés d'assurer la sécurité du chef de l'État tchadien ayant riposté. Ces échanges de coups de feu auraient fait huit morts, parmi lesquels le chef d'état-major de l'armée, le lieutenant-colonel Ali Dabio.

La radiodiffusion tchadienne a commencé normalement ses émissions vendredi matin à 6 heures, lançant un appel au calme et invitant la population à demeurer chez elle. Quelques tirs sporadiques se poursuivaient dans un quartier proche de la Mosquée, où se seraient retranchés des mutins. Cependant, un jeune lieutenant, qui aurait pris la tête de la mutinerie, aurait été arrêté.

C'est du camp du 13 avril — ainsi rebaptisé par référence à la chute du président Tombalbaye, le 13 avril 1975, et à la prise du pouvoir par le général Malloum —

NOUVELLE GRÈVE SAMEDI DANS LES PORTS FRANÇAIS

La fédération nationale C.G.T. des ports et docks a décidé de déclencher une nouvelle grève de vingt-quatre heures, samedi 2 avril, en solidarité avec les dockers de Dunkerque en grève avec occupation de port depuis vingt-deux jours à propos des conditions d'emploi sur les quais privés d'Unicor.

À Dunkerque, la négociation a repris, vendredi matin 1^{er} avril, à l'occasion d'une « table ronde » présidée par le directeur du port autonome. Au cours d'une précédente rencontre, mardi, un fait nouveau était intervenu : la participation effective au débat — pour la première fois — d'Unicor.

PRIX DU LAIT : + 8 CENTIMES LITRE

Le prix du lait au détail augmentera de 8 centimes environ (+ 4,5 %) à partir du lundi 4 avril, indique le Bulletin officiel des services des prix du 1^{er} avril.

Cette hausse est d'abord la conséquence d'une des décisions communautaires prises à Bruxelles cette semaine (évaluation du « franc vert »). Elle intègre ensuite la hausse de 8 % des prix des industriels laitiers, hausse autorisée par les pouvoirs publics à la suite d'un engagement de modulation signé par les professionnels avec l'administration. Enfin, les marges des détaillants sont augmentées sur le lait pasteurisé.

En sens inverse, l'administration a décidé de réglementer les marges — jusqu'à présent libres — sur le lait stérilisé et les laits de longue conservation.

Le Bulletin officiel des services des prix daté du 1^{er} avril indique également que les prix du lait qui jusqu'à maintenant variaient à travers toute la France vont commencer à être harmonisés. Il n'y aura plus désormais que quatre zones de prix.

● La R.A.T.P. communique : « L'heure légale est officiellement avancée d'une heure dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 avril. La R.A.T.P. n'appliquera l'heure nouvelle qu'après l'arrivée des derniers trains dans les gares, soit à 1 h. 30, heure ancienne. Les premiers départs des terminus, le dimanche 3 avril, auront lieu à 5 h. 30, heure nouvelle. »

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A ST-WITZ ET A BOUFFEMONT



"Oranger", 224 m², 7 pièces, à St-Witz. Autres modèles de 121 à 278 m².

A 2 KM de la sortie Ermenonville de l'A. 1. Et à 21 KM de Paris, en lisière de la forêt de Montmorency.

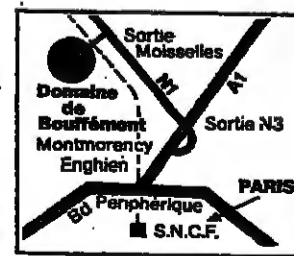
Les Maisons du Domaine de Montmélan ont de 135 à 278 m² 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, des jardins de 700 à 2 800 m². Sur le Domaine, piscine chauffée, tennis, écoles. Environnement prestigieux (forêts de Chantilly et d'Ermenonville). Accès rapide par l'A1.

Les maisons individuelles du Domaine de Bouffémont, sont en lisière de la plus belle forêt proche de Paris, celle de Montmorency. Elles ont de 121 à 156 m² 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Gare à 1 km. Ecoles sur place. Accès depuis Paris : A1 (sortie N°3), puis N1 direction Beauvais (sortie Moisselles).



Domaine de Montmélan

Domaine de Bouffémont



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUTS LES JOURS DE 10 H À 19 H.
DOMAINE DE MONTMÉLAN 95470 ST WITZ (TEL. 471.56.55)
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95370 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques

sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris

et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



مكتبة الأنجلو